

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

CONFÉRENCE DE WASHINGTON

(11 NOVEMBRE 1921 - 6 FÉVRIER 1922)

LE DÉSARMEMENT NAVAL L'ACCORD DU PACIFIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 4 Décembre 1923, à 2 h.

PAR

André JACQUEMART

Chevalier de la Légion d'honneur
Avocat à la Cour de Paris

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur
Suffragants { *MM. BASDEVANT, Professeur*
 { *RIPERT, Professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1923,



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

CONFÉRENCE DE WASHINGTON

(11 NOVEMBRE 1921 - 6 FÉVRIER 1922)

LE DÉSARMEMENT NAVAL L'ACCORD DU PACIFIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 4 Décembre 1923, à 2 h.

PAR

André JACQUEMART

Chevalier de la Légion d'honneur
Avocat à la Cour de Paris

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants { *MM. BASDEVANT, Professeur*
RIPERT, Professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON

(11 NOVEMBRE 1921-6 FÉVRIER 1922)

LE DÉSARMEMENT NAVAL L'ACCORD DU PACIFIQUE

LE PROGRAMME

Avant la réunion de la Conférence le département d'Etat des Etats-Unis avait fait parvenir aux puissances invitées (1) le projet ci-dessous :

I. — Limitation de l'armement naval, question suivant laquelle devront être discutées :

- a) La base de cette limitation ;
- b) Son étendue ;
- c) Sa réalisation.

II. — Règles pour le contrôle des nouvelles méthodes de guerre.

III. — Limitation des armements terrestres.

QUESTION DU PACIFIQUE ET D'EXTRÊME-ORIENT

I. — Questions relatives à la Chine

- a) Principes à adopter ;
- b) Leur application.

SUJETS A EXAMINER

- A) Intégrité territoriale ;
- B) Intégrité administrative ;

1. France, Japon, Grande-Bretagne, Italie, Chine, Belgique, Portugal, Pays-Bas.

C) Porte ouverte : égalité de traitement pour le commerce et l'industrie ;

D) Concessions, monopoles ou avantages économiques préférentiels ;

E) Développement des chemins de fer y compris les projets relatifs au chemin de fer de l'Est chinois ;

F) Tarifs préférentiels sur les chemins de fer ;

G) Etat des engagements existants.

II. — Questions relatives à la Sibérie

a) Principes à adopter ;

b) Leur application.

SUJETS A EXAMINER

A) Intégrité territoriale ;

B) Intégrité administrative ;

C) Porte ouverte : égalité de traitement pour le commerce et l'industrie ;

D) Concessions, monopoles ou avantages économiques préférentiels ;

E) Développement des chemins de fer y compris les projets relatifs au chemin de fer de l'Est Chinois ;

F) Tarifs préférentiels sur les chemins de fer ;

G) Etat des engagements existants.

III. — Iles à Mandats

SUJET A EXAMINER

Etat des engagements existants.

Ce plan ne fut d'ailleurs pas strictement suivi par la Conférence.

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

La date du 11 novembre, date anniversaire de l'armistice avait été primitivement choisie pour l'ouverture de la Conférence. Mais pour permettre au président des Etats-Unis et aux membres des diverses délégations d'assister aux funérailles du Soldat in-

connu américain, la date de cette cérémonie fut reportée au 12.

Ce fut donc ce jour-là que M. Harding, président des Etats-Unis ouvrit la Conférence par un discours où il faisait appel à l'humanité ; il adjura les membres de la Conférence de faire tous leurs efforts pour alléger le fardeau croissant des armements et éviter le retour de la guerre.

Sur la proposition de M. Balfour la Conférence vota à l'unanimité la nomination comme président de M. Hughes, secrétaire d'Etat, des Etats-Unis. C'est alors qu'il prononça le discours appelé à un si grand retentissement dans lequel il énonçait les propositions des Etats-Unis en matière de désarmement naval, dont nous reparlerons en étudiant cette importante question.

Organisation et procédure

Comme il a déjà été dit, M. Hughes secrétaire d'Etat des Etats-Unis fut élu à l'unanimité président de la Conférence, ainsi que de chaque comité dont il serait membre.

L'honorable John W. Garrett, fut élu secrétaire général. Un comité de procédure fut immédiatement nommé.

Comme la Conférence avait à s'occuper de deux groupes de questions qui, quoique connexes, avaient besoin d'être discutées séparément, il était nécessaire d'adopter un mode de travail qui facilitât la tâche de la Conférence dans l'étude de l'une et l'autre question.

Au cours des discussions publiques qui précédèrent la Conférence, deux points de vue s'étaient opposés : d'après l'un il eût été préférable d'attendre pour discuter la question du désarmement, le résultat des discussions sur les questions d'Extrême-Orient, d'après l'autre il était préférable de régler d'abord la question des armements. Pour concilier ces deux points de vue, on décida d'étudier ces deux problèmes simultanément et deux comités furent institués : 1^o Comité composé des délégués plénipotentiaires des 5 grandes puissances (Etats-Unis, Empire Britannique, France, Italie et Japon) pour traiter de la question du désarmement ; 2^o Commission composée de délégués des 9 puissances (c'est-à-dire les Etats-Unis, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal) pour la question du Pacifique et d'Extrême-Orient.

Le travail de ces deux commissions se poursuivait parallèlement, d'une manière tout à fait indépendante, et les conclusions auxquelles elles parvenaient, étaient rapportées de temps en temps à la Conférence en séance plénière, pour être adoptées. Chaque commission nomma dans son sein les sous-commissions nécessaires pour l'étude des questions techniques.

La Conférence tint 7 séances plénières ou publiques. Les séances des Comités n'étaient pas publiques, mais un procès-verbal était dressé, et à l'issue de la réunion de chacune des grandes commissions, un communiqué était délivré à la presse.

Qu'il nous soit permis à ce propos de déplorer l'organisation défectueuse du service de la presse française, en face de laquelle se trouvait la savante organisation de la presse anglaise, sous la direction de la délégation britannique qui sut admirablement en jouer.

TRAITÉS ET RÉOLUTIONS

ADOPTÉS PAR LA CONFÉRENCE

Traités

I. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon limitant les armements navals.

II. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, relatif à l'emploi des sous-marins et des gaz asphyxiants en temps de guerre.

III. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France et le Japon, relatif à leurs possessions insulaires et leurs dominions insulaires dans la région de l'Océan Pacifique.

IV. — Déclaration de la part des Etats-Unis d'Amérique, de l'Empire Britannique, de la France et du Japon annexée au traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France et le Japon, relatif à leurs possessions insulaires et leurs dominions insulaires dans la région de l'Océan Pacifique.

V. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France et le Japon, supplémentaire du traité entre les

Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France et le Japon, relatif à leurs possessions insulaires et leurs dominions insulaires dans la région de l'Océan Pacifique.

VI. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays Bas et le Portugal, relatif aux principes et à la politique concernant la Chine.

VII. — Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal, relatif au tarif des douanes chinoises.

B. — Résolutions non comprises dans les traités

I. — Résolution établissant une commission de juristes pour étudier les modifications à apporter aux lois de la guerre.

II. — Résolution limitant la juridiction de la Commission de juristes.

III. — Résolution concernant la vente de navires avant la ratification du traité limitant les armements navals.

IV. — Résolution établissant un comité consultatif pour les questions d'Extrême-Orient.

V. — Résolution concernant l'exterritorialité en Chine.

VI. — Résolution concernant les bureaux de poste étrangers en Chine.

VII. — Résolution concernant les forces armées étrangères en Chine.

VIII. — Résolution concernant les stations radiotélégraphiques en Chine avec l'adjonction de déclarations.

IX. — Résolution concernant l'unification des chemins de fer en Chine avec l'adjonction d'une déclaration de la Chine.

X. — Résolution concernant la réduction des forces militaires chinoises.

XI. — Résolution concernant la publication des engagements contractés par la Chine ou au sujet de la Chine.

XII. — Résolution concernant le chemin de fer de l'Est chinois approuvée par les puissances y compris la Chine.

XIII. — Résolution concernant le chemin de fer de l'Est chinois approuvée par les puissances autres que la Chine.

Nous laisserons de côté dans cette étude les questions chinoises qui dépasseraient le cadre que nous nous sommes fixé.

LIVRE I

DÉSARMEMENT

CHAPITRE PREMIER

DÉSARMEMENT NAVAL

Avant d'étudier l'œuvre de la Conférence en ce qui concerne le désarmement naval, jetons un coup d'œil sur la situation des principales marines du monde et sur la course aux armements entre les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon.

La guerre mondiale a bouleversé l'équilibre des puissances navales. Tandis que la France, menacée surtout sur sa frontière terrestre, consacrait toutes ses ressources à fabriquer des munitions et des armes pour elle et pour ses alliés, abondonnant les grandes unités de combat qui étaient sur cales en 1914, tandis que l'Angleterre préoccupée surtout de la lutte contre les sous-marins, construisait des navires légers, les Etats-Unis et le Japon, prévoyant que sitôt la fin du grand conflit, leurs intérêts se heurteraient dans le Pacifique avec plus d'âpreté que jamais, élaboraient des programmes navals impressionnants.

Il est d'ailleurs à remarquer que depuis une dizaine d'années, les progrès de la technique dans l'architecture et l'artillerie navales, facilitaient singulièrement les surenchères d'armements auxquelles se livrèrent dans ces dernières années les trois puissances qui aspirent au contrôle des mers.

Quelques chiffres feront voir l'extraordinaire vitesse d'accroissement de la puissance et du prix de revient, des capital-ships à la veille de la Conférence de Washington.

C'est seulement depuis une dizaine d'années que les grands bâtiments de ligne commencèrent à accroître considérablement leur tonnage.

En 1913 la France lançait des *Jean Bart* de 23.500 tonnes.

En 1913 l'Amérique mit en chantiers les *Pensylvania* d'une jauge de 31.400 tonnes,

En 1915 les *New Mexico* de 32.000 tonnes.

En 1916 les *California* de 32.300 tonnes.

Les cuirassés du type *Indiana* dont la construction a été arrêtée à la suite de la Conférence étaient prévus pour un déplacement en charge totale de 45.000 tonnes.

Au Japon le *Settsu* (mis en chantier en 1919) jaugeait 21.240 t.

Puis le *Fuso* (1912) atteignait 30.600 tonnes.

Enfin le *Mutsu* entré en service à la veille de la Conférence la plus belle unité de la flotte nippone, a une jauge de 33.800 t.

En ce qui concerne l'Angleterre le type *Queen Elisabeth* (1912-1913) jaugeait 27.500 tonnes et le type *Tiger* 28.500 t.

Le *Hood* entré en service en 1920 jauge 41.200 tonnes.

Même accroissement en ce qui concerne l'armement.

L'artillerie navale d'un calibre inférieur à 305 millimètres n'est plus considérée comme grosse artillerie, et un cuirassé qui ne porte que des pièces de ce calibre n'est plus considéré comme un adversaire dangereux. Les cuirassés de la classe *Indiana* devaient porter 12 canons de 406 millimètres en 4 tourelles.

L'Amirauté Britannique prévoit même des canons de 457 millimètres. Si elle n'en a pas prévu pour l'armement des *Super-Hood* c'était pour ne pas jeter un défi aux États-Unis et au Japon. D'ailleurs ce canon existe et a fait ses preuves : durant la guerre le monitor *Lord Clive* était armé d'une pièce de ce calibre d'un poids de 160 tonnes (1 coup par minute). Il a exécuté des tirs précis à 38.400 mètres et avait préparé des tirs sur Bruges à 45.700 mètres. Le 406 millimètres qui pèse 119 tonnes, n'a qu'une portée maximum de 36.500 mètres.

Enfin nous constatons le même accroissement parallèle en ce qui concerne les puissances.

Lion (1912), 70.000 HP.

Repulse (1915), 120.000 HP.

Hood (1921), 144.000 HP pour 31 nœuds.

Les caractéristiques des cuirassés classe *Indiana* permettront de se rendre compte de l'énorme masse des cuirassés modernes.

Longueur : 201 mètres. Largeur : 32 mètres (1). Tirant d'eau : 10 mètres. Déplacement normal : 43.200 tonnes, en charge totale 45.000 tonnes. Puissance : 60.000 HP. Vitesse : 23 nœuds, 1.500 hommes d'équipage. Armement XII 406 en 4 tourelles XVI 152 millimètres.

Le prix de ces navires doit être prévu, munitions comprises à 43.195,000 \$ (2).

La Conférence de Washington a arrêté la mise sur cale ou l'achèvement des croiseurs de bataille, du type le plus moderne, où les architectes navals avaient essayé d'appliquer les leçons de la guerre en ce qui concerne les capital-ships.

Voici leurs caractéristiques (3) :

	Etats-Unis	Japon	Grande-Bretagne
Type.....	<i>Contellation</i>	<i>Amagi</i>	<i>Super-Hood</i>
Nombre.....	6	8	4
Déplacement.	43.500 T.	43.500 T.	43.000 T.
Longueur....	281 m. 60	—	259 m.
Largeur.....	33 m. 60	—	31 m. 90
Tirant d'eau..	9 m. 45	—	8 m. 85
Armement....	VII 406 de 45 calibres	VIII 406 ou 407	X ou XII 406 0

Les Anglais qui comptaient pouvoir mettre les 4 croiseurs type *Super-Hood* en service en 1925, prévoyaient pour leur construction une somme de 30.000.000 £ soit au taux de 70 fr. le prix fabuleux de 2 milliards 100 millions.

Enfin quelques derniers chiffres montreront à l'évidence, le danger que cette course aux armements faisait courir à la paix du monde, et à quels sacrifices énormes auraient dû consentir les puissances navales si la Conférence de Washington ne leur avait donné l'occasion de s'arrêter un peu.

D'après Sir George Thurston, de la maison Vickers, la célèbre firme de constructions navales anglaise le « capital ship » idéal devrait avoir les caractéristiques suivantes :

Longueur entre perpendiculaire : 284 mètres. Largeur : 34 m.

1. Il y a lieu de remarquer ici que les écluses du Canal de Panama ont une largeur de 32 m. 50. On devine sans peine l'intérêt primordial qu'avaient les Etats-Unis à limiter le tonnage unitaire des capital-ships.

2. Déclaration de l'amiral Taylor, directeur des constructions navales aux Etats-Unis, devant la Commission de la Marine de la Chambre.

3. D'après M. Bywater, *Scientific American* de décembre 1921.

4. Voir page 12 au sujet de l'armement en canon de 457 millimètres.

Tirant d'eau : 9 m. 60. Déplacement 57.000 tonnes. Puissance : 200.000 HP.

Vitesse en pleine charge : 32 nœuds 1/2.

Armement principal VIII 457 millimètres de 45 calibres (1).

L'amiral Beatty, premier lord naval, déclare de son côté, que le capital-ship, demeure la base de la flotte. Il faut à son avis qu'il déplace 55.000 tonnes et soit armé de pièces de 50 centimètres.

§ 1. — ETAT DES FLOTTES DE GUERRE A L'ARMISTICE DE 1918 TONNAGE FLOTTANT

Si l'on s'en rapporte au plan d'armement, qui donne pour chaque nation la liste de ses bâtiments de combat, le tonnage des flottes alliées se répartissait au 11 novembre 1918 ainsi qu'il suit :

La Grande-Bretagne conservait une flotte de.	2.444.150 tonnes
Les Etats-Unis.	1.022.450 —
La France.	712.100 —
Le Japon.	699.700 —
L'Italie.	385.000 —

Comparés au chiffre du tonnage que possédaient les nations alliées au moment de la déclaration de guerre, les chiffres que l'on vient de citer montreraient que leurs marines de guerre, malgré les pertes subies au cours des hostilités, mais grâce aux constructions et aux mises en service, auraient été en progrès sur ce qu'elles étaient au 1^{er} août 1914.

En effet la Grande-Bretagne ne possédait que.	2.164.950 tonnes
Les Etats-Unis.	845.000 —
La France.	707.900 —
Le Japon.	525.950 —
L'Italie.	361.900 —

§ 2. — ETAT DES FLOTTES DE GUERRE AU MOMENT DE LA CONFÉRENCE

L'attention doit d'abord se porter sur les 2 puissances dont les intérêts et l'ambition s'affrontaient avec une telle force dans le Pacifique, qu'un conflit semblait fort possible. Il ne faut d'ail-

1. *Naval and Shipping Annal* cité par *Revue maritime*, février 1921.

leurs pas à ce sujet ajouter une trop grande créance aux journaux américains qui, au milieu de 1921, menaient une campagne pour obtenir des crédits pour la marine, et annonçaient avec ensemble l'imminence d'une guerre avec le Japon.

Comparaison des flottes américaine et japonaise

Les Etats-Unis étaient en pleine réalisation du formidable programme de 1916, voté sous la présidence de M. Wilson, et dont l'achèvement devait donner aux Etats-Unis la suprématie navale.

Le Japon réalisait le programme connu sous le nom « de programme des 8 ». Ce programme établi en 1918 prévoyait la construction de 8 cuirassés et de 8 croiseurs de bataille pourvus de l'artillerie et des protections imposées par l'expérience du Jutland.

Le *New-York Herald* du 29 septembre 1921 a publié le tableau suivant.

ETAT COMPARATIF DES FLOTTES

	Cuirassés		Croiseurs légers		Destroyers	
	Etats-Unis	Japon	Etats-Unis	Japon	Etats-Unis	Japon
1921. . .	10	9	0	2	258	39
Fin 1923. . .	25	9	10	13	305	74
Fin 1927. . .	18	16	10	23	120	73

JAPON

Il est exact que le Japon fournit un effort très important (1). Le *Nagato* et le *Mutsu* (33.800 t.) venaient d'entrer en service. Le *Koga* et le *Tasa* (40.600 t., VIII 406 mm., XX 140,2 tubes lance-torpilles de 52 cm.) devaient entrer en service en 1923. La mise en service de l'*Orvari* et du *Kii* (43.500 t.) était prévu pour 1925, et celle des numéros 7 et 8 pour 1927.

En ce qui concerne les croiseurs de bataille, le programme japonais escomptait la mise en service de l'*Amagi* et de l'*Akagi* (43.500 t., XII 406) en 1923, du *Takao* et de l'*Atago* (43.500 t.,

1. En 1920 le Japon a consacré (17,5 0/0) de son budget aux constructions neuves, la Grande-Bretagne (1,1 0/0) et les Etats-Unis (1,6 0/0).

VIII (450) en 1925, des numéros 5 et 6 en 1926 et des numéros 7 et 8 en 1928.

ETATS-UNIS

Quelle était au même moment la situation de la flotte américaine ? Au 1^{er} septembre 1921 la situation était la suivante :

Cuirassés. — Le *California* venait d'être armé le 10 août, 9 cuirassés du type *Indiana* étaient en construction, à des états divers d'achèvement (1).

Croiseurs de bataille. — Six croiseurs de bataille du type le plus moderne, (2) type *Constellation* étaient en construction à des états divers d'achèvement (3).

Croiseurs légers. — Dix croiseurs légers du type *Ohama* (4) en construction (5).

Bâtiments auxiliaires. — Un pétrolier, 1 bâtiment atelier, 6 ravitailleurs de destroyers, 3 ravitailleurs de sous-marins, 1 porte-avion en achèvement.

Destroyers. — Quatre destroyers en état d'achèvement très avancé (6) plus 12 destroyers (n^{os} 348 à 359) autorisés mais non commandés.

Sous-marins. — Trente-sept sous-marins (19 à plus de 90 o/o, 8 à plus de 80 o/o, 2 à plus de 70 o/o, 2 à plus de 60 o/o, 1 à plus de 50 o/o) dont la construction était très avancée. Un sous-marin d'escadre devait être achevé en octobre et 3 étaient en chantier. De plus 6 sous-marins d'escadre étaient autorisés mais non commandés (*Revue maritime*, novembre 1921).

En étudiant ce tableau il semble que les craintes de la presse américaine étaient quelque peu exagérées en ce qui concerne l'imminence du danger. En effet en supposant que le conflit dût

1. *Colorado*, 76,80/o d'achèvement. *Washington*, 63 o/o. *West Virginia*, 53,4 o/o. *South Dakota*, 26,5 o/o. *Indiana*, 24 o/o. *Montana*, 19 o/o. *North Carolina*, 27,1 o/o. *Iowa*, 24,8 o/o. *Massachusetts*, 3,9 o/o. A la suite des accords de Washington seuls le *Colorado* et le *West-Virginia* doivent être achevés.

2. Voir caractéristiques p. 13.

3. *Lexington*, 15 o/o. *Constellation*, 11,1 o/o. *Saratoga*, 18,7 o/o. *Ranger*, 1 o/o. *Constitution*, 6 o/o. *United States*, 5,7 o/o.

4. 7.500 t., 33 nœuds 7, 90.000 HP, XII 152 à 153 calibres.

5. *Omaha*, 87,2 o/o. *Milwaukee*, 84 o/o. *Cincinnati*, 79,5 o/o. *Raleigh*, 45,6 o/o. *Détroit*, 48,2 o/o. *Richmond*, 59 o/o. *Concord*, 49 o/o. *Trenton*, 34 o/o. *Marblehead*, 30 o/o. *Memphis*, 25 o/o.

6. *Wosmuth*, 99,2 o/o. *Trever*, 97,3 o/o. *Perry*, 70,7 o/o. *Decatur*, 64,5 o/o.

éclater en 1922, l'infériorité des Japonais en grandes unités de combat, apparaît comme absolument indéniable.

En limitant l'examen des 2 flottes aux navires datant de 1911, nous trouvons en dehors du tableau ci-dessus 11 dreadnoughts et superdreadnoughts américains contre 4 au Japon. Il est vrai qu'en cette même année 1922, aucun croiseur de bataille américain ne pouvait être opposé aux 4 *Kongo* et aucun grand scout aux 6 *Kitakawi* et aux 2 *Tenryu* japonais.

Par contre en ce qui concerne les destroyers de plus de 1.000 tonnes et de plus de 30 nœuds, la supériorité des Etats-Unis est écrasante : 242 contre 12.

Il est impossible de comparer les forces des deux marines en ce qui concerne les sous-marins, car le Japon garde à leur sujet le secret le plus absolu.

Il semble donc qu'il y ait lieu de modifier comme suit le tableau du *New-York Herald* pour 1923.

	Etats-Unis	Japon
Superdreadnoughts.	12	8
Dreadnoughts.	12	1
Croiseurs de bataille.	0	6
Scouts.	10	11

Il semble donc que l'avantage appartient aux Etats-Unis. Mais il est un facteur très important qui constitue pour les Etats-Unis, un très lourd handicap, c'est l'éloignement du champ de bataille qui serait probablement constitué par la partie du Pacifique circonscrite par l'archipel Nippon, les Philippines et les îles Hawaï. Mais ceci est une question sur laquelle nous reviendrons en étudiant la question des bases navales du Pacifique.

Quoi qu'il en soit pendant tout le cours de l'année 1921 et jusqu'à la veille de la Conférence, une propagande très intense fut faite aux Etats-Unis pour l'accroissement des armements navals américains.

Dans son rapport annuel, M. Daniels dit que si les Etats-Unis n'entrent pas dans la Société des Nations, il faut construire en trois ans, en plus du programme de 1916 (que nous avons étudié plus haut) les bâtiments suivants : 3 bâtiments de ligne, 1 croiseur de bataille, 30 croiseurs légers, 8 canonnières, 18 conducteurs de flotilles, 12 sous-marins mouilleurs de mines, 6 sous-

marins de croisière, 4 navires porte-avions, 3 ravitailleurs de destroyers, 3 ravitailleurs de sous-marins (1).

Au Parlement même, une lutte très vive s'engagea au sujet du vote des crédits destinés à la marine. Un très fort courant était hostile à toutes vacances navales. C'est ainsi qu'un député de Chicago, M. Butten, déclara : « Il n'y a pas de moyen humainement possible pour l'Angleterre de conserver la suprématie des mers, sans de soi-disant vacances navales » et il en déduisait : « Toute une propagande envisageant même une cessation partielle de nos constructions maritimes n'aura qu'un résultat : maintenir la prédominance britannique sur les Océans » (2).

M. Butten déposa même devant la Chambre des Représentants la résolution suivante : « Les Etats-Unis refusent de soumettre leur indépendance économique et politique au fonctionnement d'un traité international, qui limiterait les armements maritimes et par conséquent, entraverait leur liberté d'action d'une manière, et pour des desseins qui sont encore à présent indiscernables ». Il concluait : « Le même argument qui a conduit notre peuple à voter contre la « Ligue des Nations » est applicable à la limitation des armements navals ».

Enfin le 1^{er} mars 1921, un grand débat s'institua au Sénat à propos des crédits destinés à la marine de guerre. La discussion entre les partisans de « the biggest navy in the world » et ceux d'une réduction d'armement prit un ton si sérieux, que le Sénat estima devoir siéger en comité secret. Cependant le *Chicago Tribune* croit pouvoir donner des indications assez précises sur ce qui s'est passé à cette séance. Nous y relevons ce passage, assez significatif de l'état des relations internationales, à ce moment : « La discussion s'engagea à propos d'un amendement proposé par le sénateur Walter Edge de New-Jersey, reprenant un amendement précédemment déposé par le sénateur William E. Borah, d'Idaho. Cet amendement prévoit « si la chose est compatible avec l'intérêt public » l'ouverture de négociations entre les Etats-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne, en vue d'examiner la possibilité d'une réduction simultanée des armements. Et le journal ajoute : « Tous les sénateurs voteront pour, les uns parce qu'ils sont résolument déci-

1. *Revue maritime*, janvier 1921.

2. *Times* du 11 janvier 1921.

dés à montrer à leurs électeurs qu'ils veulent faire des économies, les autres parce qu'ils considèrent que cela n'engage à rien », tout en permettant de dire plus tard : « Nous avons fait tout ce que nous pouvions (mais le Japon, ou l'une et l'autre) ne veulent rien entendre. »

Le budget naval des Etats-Unis pour 1921-1922, voté par les deux Chambres, a été signé le 12 juillet 1921 par le président Harding. Il s'élève à \$ 410.673.289. Soit 10,5 o/o du budget total (\$ 3.909.789.209) dont le budget de l'armée absorbe 8,4 o/o.

Les abattements sur les demandes du ministère de la Marine s'élevaient à 270 millions de dollars.

Il est d'ailleurs vraiment piquant de remarquer la curieuse coïncidence qui fait que ce budget a été signé le jour même où M. Harding conviait le monde à limiter ses armements.

Coïncidence peut-être involontaire. Mais on ne peut s'empêcher de remarquer qu'à la veille de la réunion de la Conférence, aussi bien le Japon, que les Etats-Unis ou que l'Angleterre se livrent à une surenchère folle de programmes d'armements en vue des marchandages futurs.

ANGLETERRE

*Que faisait l'Angleterre pendant ce temps ? Elle n'avait construit depuis l'armistice qu'un seul cuirassé, le *Hood* (41.200 tonnes). Elle n'avait plus mis d'unités importantes en construction, tant à cause de son désir d'économiser, que de la lutte acharnée que se livraient les partisans du capital-ship et ceux des sous-marins et de l'hydravion.

Elle ne négligeait cependant pas sa sécurité et l'Amirauté avait élaboré les plans de 4 croiseurs de bataille du type *Super-Hood*.

En 1920, Lord Jellicoe avait été envoyé en mission pour étudier les mesures nécessaires pour protéger les « dominions ». Lord Jellicoe, à la suite de son enquête, proposait le renforcement immédiat de la flotte du Pacifique, et fixait ainsi sa composition (1) : 8 bâtiments de ligne, 8 croiseurs de bataille, 10 croiseurs légers, 40 destroyers, 36 sous-marins.

1. *Naval and military Record*, 1^{er} décembre 1920.

Les perspectives de paix dans le Pacifique étaient donc bien peu encourageantes.

Le 5 août 1921, donc bien après que l'accord se soit fait sur le principe de la réunion de la Conférence de Washington, la Chambre des Communes vota le budget naval. La question de la mise en chantier des 4 *Super-hood* provoqua quelques interventions fort intéressantes qui permettent d'apprécier l'esprit dans lequel l'Angleterre se préparait à se rendre à la Conférence. M. Amery, secrétaire de l'Amirauté déclara : « les 4 super-dreadnoughts dont la construction vous est demandée, sont destinés non pas à assurer la supériorité sur d'autres flottes, mais à remplacer 4 cuirassés désuets depuis la guerre. Le Japon aura 8 bâtiments incomparablement plus puissants que tous ceux qui ont combattu à la bataille du Jutland. Un est déjà terminé, 7 autres seront terminés en 1925, et des crédits ont été votés pour que 8 autres soient terminés en 1928. Quant aux Etats-Unis sans compter les 4 cuirassés de 32.600 tonnes munis de pièces de 400 qu'ils ont déjà, ils disposeront à la fin de 1924 ou au début de 1925 de 4 des plus puissants engins de guerre, ayant chacun un tonnage de 42.000 tonnes. L'Angleterre au contraire n'a construit qu'un cuirassé depuis le Jutland, le *Hood*. Encore n'est-il armé que de pièces de 375 millimètres ». M. Amery assure qu'en poursuivant l'exécution de son plan de construction, l'Angleterre ne préjuge pas des résultats de la Conférence de Washington. « Car, déclare-t-il, il n'est guère probable que les autres grandes puissances qui seront représentées à Washington aient l'intention d'offrir de mettre à la ferraille leurs grands bâtiments construits ou en chantiers. »

M. Winston Churchill fit observer que pendant que la marine britannique restait stationnaire, deux autres puissances, profitant des enseignements de la guerre, construisaient de nouvelles unités et allaient en construire d'autres qui seraient mieux appropriées à la guerre navale moderne. « Si l'Angleterre, dit-il, tarde une année encore, elle sera nettement dans une situation d'infériorité navale. Elle deviendra une puissance de troisième ordre, elle ne sera plus une des grandes puissances navales de l'Univers. Toute sa politique étrangère se ressentira de cette situation. La paix pourra régner longtemps mais tout le monde saura que la Grande-Bretagne est finie, qu'elle n'est

pas en état de maintenir sa sécurité ; sa puissance pour le bien aura disparu. On saura que l'Océan qui sert aujourd'hui de lien entre les diverses parties de l'Empire, se sera transformé en une barrière infranchissable, que les Iles Britanniques ne pourront s'alimenter en vivres, se livrer aux transports maritimes que grâce à la permission des autres puissances.

Nos amis et nos anciens ennemis tiendront compte de cette situation lorsque nous leur adresserons des conseils. Nos intérêts sont supérieurs à ceux de presque toutes les puissances du monde. Aller à la Conférence de Washington sans commencer à construire ces 4 grandes unités et consentir à cette conférence, à n'en pas construire de nouvelles, ce serait immobiliser notre pays dans la situation actuelle, c'est-à-dire dans celle d'une énorme infériorité pour quinze ou vingt années.

Nous ne pouvons pas accepter cette position d'infériorité. Nous devons pouvoir compter sur notre propre force sur mer, et ne jamais voir descendre notre puissance navale à un niveau qui nous oblige à compter sur la puissance des autres, et à ne faire, en conséquence, que des accords ou compromis qui nous lient les mains. Ce n'est qu'en comptant sur notre propre force, que nous pourrions jouer à la Conférence de Washington un rôle pacificateur et marcher la main dans la main avec les Etats-Unis, en qualité de partenaires égaux et non pas en qualité de protégés ...

Et la mise en chantier des 4 super-hood, des 4 plus puissantes machines de guerre qui aient jamais flotté sur les mers, fut votée à la veille de la Conférence sur le désarmement...

L'inquiétude manifestée par M. Winston Churchill, était d'ailleurs des plus légitimes, car l'Angleterre qui avait déjà dû renoncer au « Two powers standard », risquait fort de se voir obligée de renoncer même au « One-power standard », se résignant à devenir une puissance navale de second ordre.

En effet dans les vingt-cinq années qui précèdent la grande guerre, l'Angleterre se donne comme règle d'assurer à sa flotte la supériorité sur les flottes combinées de deux puissances quelconques. C'est le principe du « Two Powers standard ».

Quand les extensions répétées du programme allemand absorbent l'attention de son gouvernement, la règle formulée

par M. Winston Churchill « Two Keels to one », que l'on peut traduire en la paraphrasant : « Deux navires anglais seront mis en chantier chaque fois qu'une quille allemande sera posée », paraît le supplanter. Pratiquement le « Two Powers standard » est respecté jusqu'en 1914, non seulement sous la forme atténuée présentée par sir Edward Grey : « Two Power's standard for european Nations » c'est-à-dire limitée aux nations européennes, mais encore sous la forme générale adoptée par Lord Hamilton en 1889.

Le 21 novembre 1918 la flotte allemande amenait ses couleurs et se faisait interner à Scapa-Flow. L'Angleterre pouvait se féliciter d'avoir suivi la règle de conduite qui venait de lui assurer définitivement en Europe la maîtrise de la mer tant convoitée ; mais au même moment le programme du président Wilson, lui imposait de se mesurer dans une nouvelle compétition plus onéreuse à poursuivre que toutes celles du passé et cependant inéluctable car, comme le disait le premier lord de l'Amirauté, M. Amery, en représentant le budget de 1922, « l'Angleterre ne peut confier à personne le soin de la défendre sur mer, pas même à son meilleur ami ».

Comparaison des flottes américaine et anglaise

Le tableau de la page ci-contre est à cet égard très intéressant :

Il y a lieu de remarquer que, si le total général du tonnage donne une légère supériorité à la Grande-Bretagne, au contraire le tonnage des navires de ligne qui est, suivant ces 2 pays, la véritable expression de la supériorité navale, est tout en faveur des Etats-Unis.

Le tonnage des cuirassés américains se serait élevé à 889.650 tonnes, alors que le tonnage des cuirassés de la Grande-Bretagne n'aurait atteint que 775.850 tonnes, et la supériorité se serait affirmée encore au profit des Etats-Unis en ce qu'ils auraient possédé 10 cuirassés armés de 406 et la Grande-Bretagne pas un seul. Il en va de même des croiseurs de bataille. Le tonnage américain aurait atteint 261.000 tonnes, le tonnage anglais 247.000. Tous les croiseurs américains sont armés de 406; les croiseurs de bataille anglais n'auraient porté que des canons de calibre inférieur; le *Hood* n'est en effet armé que de pièces de 381.

DÉSIGNATION	GRANDE-BRETAGNE		ÉTATS-UNIS		
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	
Cuirassés armés de pièces de.....	305..... 343..... 356 (A).... 381..... 406.....	10 12 1 10 »	199.600 282.000 28.000 266.250 »	8 » 11 » 10	167.650 » 332.400 » 389.600
Total.....	33	775.850	29	889.650	
Croiseurs de bataille armés de pièces de.....	305..... 343..... 381..... 406.....	4 3 3 »	72.150 81.200 94.200 »	» » » 6	» » » 261.000
Total.....	10	247.550	6	261.000	
Croiseurs.....	B) 90	472.600	22	207.850	
Conducteurs de flottille, destroyers et torpilleurs.....	372	397.050	298	354.150	
Sous-marins.....	112	112.250	146	91.450	
Tonnage total.....		2.005.300		1.804.100	
Programme terminé en.....	1922		1925		

(A) Le cuirassé dont il s'agit est l'ancien *Canada* qui avait été construit pour la marine chilienne et fut réquisitionné par l'Angleterre au moment de la guerre. Il fut restitué au Chili en 1920. C'est pourquoi il ne figure pas sur la liste des bâtiments à conserver. Il porte dans la marine chilienne le nom de *Almirante-Latorre*.

(B) Les 3 *Glorious* sont compris parmi les 90 croiseurs légers, bien que considérés comme croiseurs de bataille. On les a comptés ici avec les croiseurs parce qu'ils ont été traités comme tels par la Conférence de Washington et à ce titre ne figurent sur aucune des listes du traité puisque celui-ci ne règle que le sort des vaisseaux de ligne.

D'autre part le *Scientific American* de novembre 1921, a publié un article des plus curieux. L'auteur pose en principe que, vu les incessants progrès des constructions navales, un capital-ship doit passer en 2^e ligne au bout de dix ans et être versé à la ferraille au bout de quinze ans. Il étudie les flottes des trois premières puissances navales (en appliquant au tonnage de chaque navire un coefficient variable selon son âge : 15/15 pour un navire neuf, 14/15 pour un navire d'un an, etc.) et aboutit à attribuer comme tonnage efficace de capital-ship en 1924 (Il admet en outre que les cuirassés armés de 305 millimètres sont inexistants en temps qu'unités de combat) :

Aux Etats-Unis.....	815.467 tonnes
Grande-Bretagne.....	447.469 tonnes
Japon.....	400.806 tonnes

Ces chiffres bien que basés sur des données quelque peu arbitraires, ne manquent pas d'être impressionnants, et montrent bien le danger dans lequel se trouvait l'Angleterre de voir lui échapper le titre de maîtresse des mers (1).

ITALIE

L'Italie épuisée par la guerre, en proie à des troubles économiques et sociaux, n'avait pu songer à construire depuis 1914 aucun grand navire. Sa flotte de ligne comprenait 10 bâtiments d'un tonnage total de 182.800 tonnes. Sur ce nombre 4 cuirassés de 12.600 tonnes construits en 1906, n'ont plus qu'une valeur militaire médiocre. De plus dans ce nombre figurait *le Léonard-de-Vinci*, coulé à la suite d'une explosion en rade de Tarente et récemment renfloué. L'Amirauté italienne ne pensait d'ailleurs pas pouvoir l'employer à nouveau comme unité de combat.

Depuis la fin des hostilités, l'Italie avait construit ou mis en chantier un certain nombre de petites unités (2 croiseurs de 5.000 tonnes, 3 conducteurs d'escadrilles de 2.200 tonnes et 4 destroyers de 900 tonnes) mais aucun capital-ship (2).

1. La même méthode de calcul appliquée au plan définitif adopté par la Conférence, attribue comme tonnage efficace en 1924,

Aux Etats-Unis : 271.318 tonnes;

A la Grande-Bretagne : 276.745 tonnes ou 281.595 tonnes (deux solutions);

Au Japon : 159.045 tonnes.

2. Elle a préparé des plans pour la mise en chantier de 4 cuirassés de

FRANCE

Le discours de M. Raiberti, ministre de la Marine, lorsqu'il demandait au Sénat le 17 mars 1922, le vote d'un programme d'attente, donne quelques exemples de l'état lamentable de notre flotte, en même temps qu'il donne quelques précisions sur les dépenses navales de la France « impérialiste ».

« La France, dit le ministre, de 1918 à 1922, a dépensé pour la marine 6 milliards 500 millions, le Japon 13 milliards, l'Angleterre 38 milliards, les Etats-Unis 48 milliards... Nous n'avons que trois croiseurs en service ; ils arriveront à la fin de leur existence en 1925. En 1928 nous n'aurons plus que 3 torpilleurs. Nos sous-marins seront tous hors de service en 1927. Nous ne pouvons pas rester en cet état... »

La France avait été surprise par la guerre en pleine exécution du programme imposé par la loi du 30 mars 1912, qui avait fixé la composition de la flotte française, en dehors des bâtiments qui défendent les côtes, à 28 navires de ligne, 10 croiseurs-éclaireurs, 52 destroyers, 10 croiseurs de station lointaine et 96 sous-marins. La loi du 30 mars 1912 avait en outre fixé à vingt ans la durée des navires de ligne et prescrit que les bâtiments arrivés à cet âge, seraient automatiquement remplacés. En 1914 la flotte française de bâtiments de ligne comprenait 23 cuirassés à savoir :

1	<i>Jauréguiberry</i>	lancé en 1893	
1	<i>Masséna</i>	—	1895
1	<i>Bouvet</i>	—	1896
1	<i>Henri IV</i>	—	1899
3	<i>Gaulois</i>	—	1895-1896
1	<i>Suffren</i>	—	1899
5	<i>Patrie</i>	—	1902-1903-1904-1907
6	<i>Dantou</i>	—	1909-1910
4	<i>Courbet</i>	—	1911-1912
23			

Ce nombre fut porté à 28 par l'adjonction de :

3	<i>Bretagne</i>	lancés en 1913	
2	<i>Normandie</i>	—	1914
28			

30.000 tonnes *Christofa Colombo, Marc Antonio Colonna, Francesco Morosini*
et *Francesco Caraccioli*.

Pour satisfaire à l'article 2 de la loi on mit en outre en chantier :

2 *Flandre-Gascogne* (1913) en remplacement du *Jauréguiberry-Masséna*.

1 *Béarn* (1914) en remplacement du *Bouvet*. On prépara la mise en chantier de :

3 *Lille-Lyon-Duquesne* (1915) en remplacement des 3 *Gaulois*.

2 *Tourville* (1917) en remplacement du *Henri IV* et du *Suffren*.

En poursuivant l'application de la loi, on aurait mis en chantier :

1 cuirassé en 1920 en remplacement du *République*.

1 cuirassé en 1921 en remplacement du *Patrie*.

2 cuirassés en 1922 en remplacement du *Démocratie et Justice*.

Ce programme a été interrompu par la guerre. La France a mis ses arsenaux navals au service de ses armées de terre et des armées de terre alliées, suspendant la construction des navires de guerre déjà commencés et annulant les commandes relatives aux bâtiments non entrepris.

En outre la France avait, au moment où se réunissait la Conférence de Washington, perdu, par faits de guerre ou autrement : *Bouvet*, *Gaulois*, *Danton*, *Suffren* et, pratiquement, *Mirabeau* et *Vergniaud*. Son Gouvernement avait saisi les Chambres d'un projet tendant à ne point achever les 4 cuirassés du type *Normandie* (*Normandie*, *Languedoc*, *Gascogne*, *Flandre*) et à transformer la coque du cuirassé *Béarn* en navire porte-avions ; enfin, il avait rayé de la liste navale les unités qui, bien que n'ayant point encore atteint la vingtième année, ne constituaient plus pratiquement qu'une force d'ostentation (1).

En fait au moment de la Conférence la France n'inscrivait plus à son plan d'armement que :

1. A ces pertes il faut ajouter comme ayant péri par acte de guerre 5 croiseurs : *Léon Gambetta*, *Amiral Charner*, *Kléber*, *Chateaurenault*, *Dupetit Thouars* ; 13 torpilleurs, 11 sous-marins.

<i>Condorcet</i>	18.890 tonnes
<i>Diderot</i>	18.890 —
<i>Voltaire</i>	18.890 —
<i>Bretagne</i>	23.500 —
<i>Lorraine</i>	23.500 —
<i>Provence</i>	23.500 —
<i>Paris</i>	23.500 —
<i>France (1)</i>	23.500 —
<i>Jean-Bart</i>	23.500 —
<i>Courbet</i>	23.500 —
Total.....	221.170 tonnes

ou 31,8 o/o du tonnage en vaisseaux de guerre que lui aurait donné l'application de la loi et sur les 10 cuirassés, 7 seulement correspondaient au type dreadnought, *Condorcet*, *Diderot*, *Voltaire*, n'étant que des predreadnoughts.

Quant à sa flotte légère, la France était dans une situation pareillement affaiblie, puisqu'elle ne possédait aucun croiseur postérieur à 1910, aucun grand torpilleur de 1500 tonnes, que ses torpilleurs de 700 à 1500 tonnes, âgés de moins de 10 ans, n'étaient qu'au nombre de 31, la plupart très usés par la guerre, et que 24 sous-marins de moins de 10 ans. Sa situation s'était légèrement améliorée du fait de l'attribution de 5 petits croiseurs, 10 torpilleurs et 10 sous-marins provenant des flottes des Empires centraux.

A part l'Italie épuisée, et la France « impérialiste » occupée à relever des ruines, les trois grandes puissances navales faisaient retentir le monde du bruit de leurs armements, et forgeaient les plus terribles armes de guerre que l'humanité ait jamais connues.

C'est sous ces heureux auspices que s'ouvrit la Conférence pour la limitation des armements, à Washington, le 11 novembre 1921.

1. Aujourd'hui disparu.

CHAPITRE II

LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE

Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur les résultats de la Conférence de Wasinghton, la séance du 11 novembre 1921 marquera dans l'histoire.

Elle marque pour la forme d'abord. Jamais d'aussi graves questions n'ont été suivies desolutions suggérées aussinettement ; jamais programme maximum n'a été défini dans des limites aussi précises. Elle marque également pour le fond. Jamais propositions engageant de telles conséquences et de telles responsabilités n'avaient été portées devant des délégations de pays parlementaires, ces propositions, vu l'importance et la nature du problème abordé et de la solution suggérée, pouvant être tranchées seulement par les Parlements.

L'Amérique en convoquant les grandes puissances avait vraiment quelque chose à proposer. Que M. Hughes ait frappé son coup pour des raisons de politique intérieure, afin de consolider son parti, c'est certain ; mais on peut penser qu'il avait des visées plus élevées d'un idéal supérieur.

Le plan américain de désarmement

M. Hughes, dans son discours d'ouverture, rappela d'abord les efforts tentés avant lui pour parvenir à une limitation des armement par l'empereur de Russie (1) et par M. Root, secrétaire d'Etat des Etats-Unis (2).

Il insista ensuite sur la nécessité de parvenir à un accord concret pour la limitation des armements, en vue d'éviter des crises économiques menaçantes et d'écarter le « danger continuél que constituent les accumulations de matériel de guerre

1. Le tsar Nicolas II, première conférence de la Haye de 1899.

2. Deuxième conférence de la Paix de la Haye de 1901. Cette conférence fut réunie par M. Root, sur l'initiative de M. Roosevelt, président des Etats-Unis.

qui sont en train de transformer la paix armée qui existe de nos jours en un fardeau écrasant ». Puis il entra dans le vif du sujet et proposa pour toutes les nations une grande trêve qu'il appelait « vacances navales ».

« Le plan américain repose sur l'application de ces quatre principes généraux :

1^o Abandon de la construction de toutes les unités de 1^{re} classe dites « capital-ships » inscrites dans les programmes navals ;

2^o Mise au rancart de certaines unités parmi les plus anciennes ;

3^o Prise en considération de la force navale actuelle des puissances intéressées ;

4^o Prise pour base d'évaluation de la force des flottes, le tonnage d'unités de 1^{re} classe avec adjonction proportionnelle d'un certain tonnage en navires de combat auxiliaires. »

Plus spécialement en ce qui concerne les « capital ships » le plan est le suivant.

ETATS-UNIS

Les Etats-Unis terminent actuellement le programme de 1916 qui prévoyait 10 nouveaux cuirassés (1) et 6 croiseurs de bataille (2).

Un cuirassé est terminé ; les autres sont à des stades divers d'achèvement (3). Dans certains cas de 60 o/o à 80 o/o de la construction est faite ; 330 millions de dollars ont déjà été dépensés sur ces 15 capital-ships. Malgré cela, les Etats-Unis, dans l'intérêt d'une limitation immédiate des armements navals, sont prêts à mettre à la ferraille tous ces navires.

Les Etats-Unis proposent (si ce plan est accepté) :

1^o De mettre au rancart tous les navires en construction. Ceux-ci comprennent 6 croiseurs de bataille et 7 cuirassés sur cale et en cours de construction, et 2 cuirassés déjà lancés.

Le nombre total de « capital-ships » ainsi mis au rancart est de 15. Le tonnage total de ces capital-ships après achèvement serait de 618.000 tonnes ;

2^o De mettre à la ferraille tous les vieux cuirassés, jusque, mais non compris le *Delaware* et *North Dakota*. Le nombre de

1. Type *Indiana*, voir p. 12.

2. Type *Constellation*, voir p. 13.

3. Voir p. 16.

ces vieux cuirassés à supprimer est de 15. Leur tonnage total est de 227.740 tonnes. Ainsi le nombre total des navires de ligne à supprimer par les Etats-Unis, si ce plan est accepté, est de 30, avec un tonnage total (y compris celui des navires en construction après achèvement) de 845.740 tonnes.

GRANDE-BRETAGNE

Le plan envisage que la Grande-Bretagne et le Japon prendront des mesures en rapport avec celles proposées par les Etats-Unis.

Nous proposons pour la Grande-Bretagne :

1° Arrêt de la construction de 4 « Nouveaux *Hood* », les nouveaux capital-ships qui ne sont pas encore sur cale mais pour lesquels de l'argent a déjà été dépensé. Ces 4 navires, en cas d'achèvement, auraient un déplacement total de 172.000 tonnes ;

2° Mise au rancart de ses predreadnoughts, de ses cuirassés de second rang, et de ses cuirassés de premier rang, jusque, mais non compris la classe des *King George V*.

Ces navires, avec certains predreadnoughts, qui ont déjà été mis à la ferraille, s'élèveraient au nombre de 19 et comporteraient une réduction de 411.375 tonnes.

Le tonnage total de navires que la Grande-Bretagne devrait supprimer, s'élèverait (y compris le tonnage des 4 Nouveaux *Hood* en cas d'achèvement) à 583.875 tonnes.

JAPON

Nous proposons pour le Japon :

1° Abandon du programme des navires qui ne sont pas encore sur cale, c'est-à-dire le *Kii*, l'*Ovarii* et les n^{os} 7 et 8 et les croiseurs de bataille, n^{os} 5-6-7 et 8.

Il est à remarquer que ceci n'implique pas l'arrêt de la construction, car la construction d'aucun de ces navires n'est commencé ;

2° Mise au rancart de 3 capital-ships, (le *Mutsu* déjà lancé, le *Tosa* et le *Kago* en construction) et de 4 croiseurs de bataille (l'*Amagi* et l'*Akagi* en construction et l'*Ataga* et *Ta kao* qui

ne sont pas encore sur cale, mais pour lesquels certains matériaux ont été assemblés.

Le tonnage total de ces capital-ships neufs à supprimer d'après ce paragraphe est de 7. Ils représenteraient après achèvement un tonnage total de 289.100 tonnes ;

3^e Mise au rancart de tous les predreadnoughts et cuirassés de second rang. Cette disposition entraînerait la suppression de tous les navires jusque mais non compris le *Settsu*, c'est-à-dire la suppression de 10 vieux navires, d'un tonnage total de 159.828 tonnes.

« La réduction totale de tonnage sur les navires existant, sur cale, ou pour lesquels des matériaux ont été rassemblés (en calculant le tonnage total après achèvement) serait de 448.928 tonnes. « Ainsi avec ce plan, on supprimerait immédiatement, dans les marines des 3 puissances, 66 capital-ships, construits ou en construction, d'un tonnage total de 1.878.043 tonnes.

« Nous proposons en ce qui concerne les « capital-ships » que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon, conviennent ensemble que leurs marines, à l'expiration des trois mois qui suivront cet accord, se composeront des unités suivantes :

Etats-Unis : 18 navires avec un tonnage de 500.650 tonnes (1).

Grande-Bretagne : 18 navires, tonnage total 604.450 tonnes (2).

Japon : 10 navires tonnage total 299.700 (3).

Après cette déclaration sensationnelle le plan américain prévoit toute une série de dispositions en ce qui concerne les unités de combat auxiliaires, et le remplacement des unités devenues désuètes. Voici la substance de ces propositions.

Aucune unité de 1^{re} classe ne devra être mise en chantier pendant les dix prochaines années.

En outre ce remplacement serait limité à un nombre convenu

1. *Maryland, California, Tennessee, Idaho, Mississippi, New-Mexico, Arizona, Pennsylvania, Oklahoma, Nevada, Texas, New-York, Arkansas, Wyoming, Utah, Florida, North Dakota, Delaware.*

2. *Royal Sovereign, Royal Oak, Resolution, Ramillies, Revenge, Queen Elizabeth, Warspite, Valiant, Barham, Malaga, Benbow, Emperor of India, Iron Duke, Malborough, Erin, King George V, Centurion, Ajax, Hood, Renown, Repulse, Tiger.*

3. *Nagato, Hiuga, Ise, Yamashiro, Fu-So, Settsu, Kirishima, Haruna, Ili-Yei, Kongo.*

de capital-ships, étant donné que le tonnage total des navires mis en chantier ne pourrait dépasser les chiffres suivants :

Etats-Unis.....	500.000 tonnes
Grande-Bretagne.....	500.000 —
Japon.....	300.000 —

D'autre part aucun des navires considérés actuellement comme de première ligne ne pourrait être remplacé avant vingt ans de service.

Enfin le tonnage des capital-ships mis en chantier ne devrait pas dépasser pour chaque unité 35.000 tonnes.

Le tonnage total en croiseurs, conducteurs de flotilles et destroyers, serait fixé pour chaque puissance ainsi qu'il suit :

Grande-Bretagne.....	450.000 tonnes
Etats-Unis.....	450.000 —
Japon.....	270.000 —

Le tonnage total des sous-marins serait de :

Grande-Bretagne.....	90.000 tonnes
Etats-Unis.....	90.000 —
Japon.....	40.000 —

Le tonnage des navires porte-avions serait de :

Grande-Bretagne.....	80.000 tonnes
Etats-Unis.....	80.000 —
Japon.....	48.000 —

Dans chaque cas nul gouvernement dont le tonnage actuel dépasse les limites prescrites ne serait tenu de faire disparaître l'excédent avant que le remplacement des navires démodés par de nouveaux ait commencé.

Les croiseurs datant de dix-sept ans seraient remplacés par de nouvelles constructions. De même les destroyers, les conducteurs de flotilles et les sous-marins seraient remplacés lorsqu'ils dateraient de douze ans et les navires porte-avions lorsqu'ils dateraient de vingt ans.

Des résolutions en ce qui concerne l'utilisation en cas de guerre, des bâtiments de commerce, devraient être prises.

Les bâtiments de surface, non cuirassés, actuellement existants, et dont le tonnage est inférieur à 5.000 tonnes, tels que pétroliers, ravitailleurs-annexes, navires-ateliers, remorqueurs

et dragueurs de mines seraient exclus des clauses de l'accord. Tous les bâtiments auxiliaires de surface en chantier pourraient être achevés.

Chaque puissance partie à l'accord s'engagerait à informer les autres de tout détail de construction et de remplacement.

Aucune limitation n'est proposée pour l'aviation navale en raison de la facilité avec laquelle les avions de commerce peuvent être adaptés à un but militaire.

En ce qui concerne les armements navals de la France et de l'Italie, M. Hughes déclare qu'étant données certaines conditions extraordinaires dues à la dernière guerre et qui ont affecté les forces navales italiennes et françaises, les Etats-Unis proposent de réserver le sujet pour un examen ultérieur de la part de la Conférence.

Les propositions américaines furent accueillies avec beaucoup de faveur par l'ensemble des délégations. A l'issue de la séance d'ouverture, MM. Briand et Shanzer approuvaient la manière nette et courageuse dont le problème avait été posé.

Mais il est surtout intéressant de connaître le point de vue anglais et japonais puisque ces deux puissances sont intéressées au premier chef par ce plan.

La délégation anglaise parut avoir éprouvé quelque surprise de l'étendue de la proposition américaine. M. Balfour très réservé fit cette simple déclaration. « Le projet de M. Hughes est d'un homme d'état, il comporte des possibilités infinies et donne les plus grands espoirs de résultats satisfaisants. »

Il ne semblait d'ailleurs pas à première vue que la Grande-Bretagne eût rien à craindre des conséquences du désarmement naval tel qu'on le proposait. En effet, la reconnaissance du principe que la réduction doit s'opérer en prenant pour base le tonnage actuel, consolidait sa supériorité navale et répondait au vœu de l'opinion publique, à la fois désireuse de voir la marine britannique égale à la plus forte et favorable aux réductions budgétaires.

L'acceptation définitive de la Grande-Bretagne ne semblait point devoir faire de doute, d'autant plus que l'idée d'un « congé naval » est née en Angleterre, et que c'est un ministre de la marine qui, quelques années avant la guerre a proposé à

l'Allemagne, sans succès du reste, un pacte de ce genre pour une période de deux ans. D'autre part le contribuable anglais chargé d'impôts ne devait pas être défavorable à ce plan qui permettait d'augmenter les économies.

Il faut se rendre compte, en effet, que la Grande-Bretagne, avec ses 37 millions d'habitants (sans compter l'Irlande dont la contribution à la défense impériale est maintenant problématique) doit trouver seule et sans le secours régulier de ses Dominions, les ressources nécessaires à la construction et à l'entretien dans l'avenir, d'une flotte au moins égale à celle des Etats-Unis avec leurs 100 millions, ou à celle du Japon avec ses 77 millions d'habitants. La situation de l'Angleterre à ce point de vue était rendue d'autant plus difficile qu'ainsi que nous l'avons vu, elle s'était mise en retard depuis la guerre, et elle avait déjà dû se résigner à abandonner, la politique du « two-power standard », pour celle plus modeste, du « one-power standard ».

L'acceptation du Japon était peut-être plus aléatoire. C'est en effet le pays qui est le plus visé par le projet américain puisque, seul à ce moment, il possédait les puissantes unités modernes dont la destruction était réclamée. De plus, au moment où la délégation japonaise avait quitté Tokio, une grande partie de l'opinion considérait la réunion de la Conférence et l'invitation du président Harding comme une manœuvre nettement anti-japonaise (1). Cependant l'amiral Koto déclara à l'issue de la séance du 12 novembre que loin de refuser toute discussion ou de se réfugier derrière une consultation parlementaire, la délégation japonaise était prête à négocier sur l'accord pour la limitation

1. L'opinion japonaise était en effet fortement divisée depuis l'invitation du président Harding, sur la participation ou la non participation du Japon à la Conférence. Les libéraux groupés autour du député Osaki approuvaient la réunion de la Conférence. Ils y voyaient en effet l'occasion de développer les aspirations raisonnables du Japon vers une politique de pénétration commerciale dans l'Empire du Milieu. Leur action est symbolisée par l'ordre du jour du Congrès des Chambres de commerce affirmant la nécessité de réduire les armements, manifestation qui a grandement retenti parmi les masses fatiguées par les lourds impôts militaires et lasses de la conscription.

Les militaristes conduits par le prince Yamamoto combattaient la limitation des armements et auraient volontiers envoyé des troupes en Chine.

Les concessions que fit l'amiral Koto à Washington lui valurent d'ailleurs une grande impopularité et son débarquement dut être protégé par la police.

des armements et qu'elle était prête à satisfaire au désir de M. Hughes jusqu'à l'extrême limite possible :

Il ne semble d'ailleurs pas que la proposition de M. Hughes, ait pris la délégation japonaise tout à fait au dépourvu, car le bruit avait couru avant la Conférence que le Gouvernement de Tokio avait élaboré un projet de désarmement naval.

Ce fut à la séance plénière du 15 novembre (la 2^e) que M. Balfour, pour la Grande-Bretagne, et l'amiral Koto pour le Japon apportèrent officiellement l'adhésion de principe de leur gouvernement au projet Hughes. M. Balfour après avoir rappelé que l'Angleterre « est comme tout le monde le sait, le pays qui est le plus intéressé dans les questions navales », rappela la nécessité dans laquelle se trouve son pays d'avoir une forte marine pour assurer les communications de la métropole avec les Dominions éloignés, et pour assurer le ravitaillement de l'Angleterre qui ne peut produire plus de sept semaines de vivres et déclara ; « Nous croyons que la proposition proposée par le projet pour les divers pays est acceptable ; nous croyons que la limitation de ces forces est raisonnable et qu'elle doit être acceptée. » L'amiral Koto apporta en ces termes l'approbation de principe de son gouvernement : « Sensible au dessein élevé qui a inspiré M. Hughes, le Japon accepte avec joie la proposition en principe. Il est prêt à procéder avec résolution à une réduction radicale de l'armement naval. Naturellement on devra tenir compte des exigences de la situation territoriale particulière du Japon. »

La Conférence paraissait donc devoir parvenir très rapidement à un accord définitif. Mais de nombreuses difficultés s'élevèrent dont quelques-unes faillirent mettre en péril l'œuvre tout entière de la Conférence, et ce n'est que le 31 janvier 1922 que le projet du traité naval fut soumis au comité de limitation des armements.

La proportion des capital-ships

Il était manifeste dès l'abord qu'aucun accord pour la limitation n'était possible si les 3 puissances ne prenaient pas comme base leur force navale actuelle. Il n'y avait pas lieu de s'arrêter à des considérations générales d'aspirations nationales, ou de besoins de politique intérieure ou de programmes, car sans

cela chaque puissance aurait pu justifier les plus extravagantes demandes d'accroissement de forces navales, et la Conférence se serait enlisée dans des discussions et des arguties sans fin. La meilleure solution était de prendre comme base les forces que possédait chacune des puissances à ce moment, car il était évident qu'aucune n'aurait pu améliorer sa position relative sans reprendre la course aux armements que la Conférence se proposait précisément d'arrêter. Il était impossible de mettre un terme à la lutte pour la suprématie des mers, si les puissances subordonnaient leur acceptation de l'accord à l'obtention des avantages qu'elles espéraient tirer de la lutte. Aussi la réclamation du Japon fut-elle assez mal accueillie.

Le Japon, en effet considéra au début qu'un tonnage en capital-ships égal à 60 0/0 du tonnage des Etats-Unis était insuffisant pour assurer sa protection et demanda qu'on lui allouât une proportion de 70 0/0. La proportion proposée par le plan Hughes étant de 5. 5. 3 ou 10. 10. 6, le Japon aurait voulu voir adopter la nouvelle proportion 10. 10. 7. On répondit au Japon que sa demande n'était susceptible d'être satisfaite qu'au cas où la force de sa marine au moment de la réunion de la Conférence conformément aux principes exposés ci-dessus, l'y autorisait.

Une longue discussion, retardée encore par la lenteur des communications, avec le Japon, s'institua à ce sujet. L'accord était en effet général pour admettre comme juste la règle américaine pour déterminer la puissance navale, basée sur le tonnage en « capital-ships ». Mais une question n'était pas résolue, c'était celle de savoir dans quelle mesure il devait être tenu compte des navires en projet ou en construction pour le calcul de la puissance navale. Le gouvernement américain proposait de ne pas tenir compte des programmes sur le papier, et de prendre seulement en considération les navires sur cales ou pour lesquels des dépenses avaient déjà été faites.

Le gouvernement américain proposait de plus de compter les navires en construction pour le pourcentage d'achèvement où ils se trouvaient au moment de la Conférence. C'est ce dernier point qui fut combattu vigoureusement par le Japon, sous prétexte qu'un navire n'était digne de ce nom, que lorsqu'il était complètement achevé et prêt à entrer en ligne. Les Etats-Unis combattirent formellement ce point de vue du Japon : en

effet, dirent-ils, en cas d'urgence un navire qui est à 90 o/o d'achèvement, est utilisable dans cette proportion ; de même dans le cas d'un navire à 50 ou à 60 o/o, ou à quelque autre pourcentage d'achèvement, le travail déjà achevé constitue autant de puissance navale en mains. D'un autre côté, il ne s'ensuit pas de ce qu'un navire est complètement terminé qu'il soit prêt pour le combat ; il peut être en réparation, ses machines, ses chaudières, ses canons peuvent avoir besoin d'être remplacés et plusieurs mois peuvent s'écouler avant qu'il soit prêt à reprendre la mer.

Il paraissait donc impossible de déterminer la puissance navale d'un pays d'après le nombre de ses navires prêts à entrer en action à un moment donné à cause du trop grand nombre d'éléments variables qui devraient être pris en considération.

Enfin, comme dernier argument, les Etats-Unis firent ressortir qu'ils étaient prêts à faire un sacrifice plus élevé que celui demandé à aucune autre nation, qu'ils consentaient à sacrifier les cuirassés et croiseurs de bataille en construction, mais qu'ils ne pouvaient admettre que l'on ne tienne aucun compte du pourcentage des forces navales représentées par les 330 millions de dollars déjà dépensés sur ces navires.

Finalement l'opposition qui s'était formée au Japon, contre le plan Hughes ayant fortement diminué, et le gouvernement japonais ayant donné à sa délégation des instructions accommodantes, l'accord se fit, et l'Angleterre et le Japon souscrivirent aux propositions de l'Amérique en ce qui concerne l'adoption du plan 5.5.3.

Cette acceptation d'ailleurs fut subordonnée de la part du Japon, à la solution de 2 questions :

- a) La question des fortifications du Pacifique ;
- b) La question du Pacifique.

La question des fortifications du Pacifique

C'est là une question qui touche de très près à la question du Pacifique que nous étudierons plus loin, mais les deux grands problèmes que devait examiner la Conférence, sont liés à un

point tel, que souvent l'étude de certaines questions doit chevaucher sur l'une et l'autre.

Le Japon, avant de donner son acceptation définitive au plan 5. 5. 3. demanda des assurances en ce qui concerne l'accroissement des fortifications et des bases navales dans le Pacifique.

Il insista sur ce fait que tandis que la proposition contenue dans le plan Hughes était acceptable dans les conditions existantes à ce moment, le gouvernement japonais se verrait obligé de la rejeter au cas où les Etats-Unis construiraient de nouvelles fortifications ou établiraient de nouvelles bases navales dans le Pacifique.

La question de l'établissement des bases navales dans le Pacifique, était entrée depuis 1920 dans une phase aiguë, car c'était une question vitale dans la lutte que l'on prévoyait entre le Japon et les Etats-Unis pour la suprématie navale dans cet Océan.

M. Bywater, un des critiques maritimes les plus appréciés des Etats-Unis, fit paraître au début de 1921 un livre intitulé : *Sea Power in the Pacific*. Ce livre, dont le but était de faire de la propagande, en vue de faire voter les crédits que réclamaient les partisans de « the biggest navy in the world » et de faire fortifier l'île de Guam, annonce un conflit avec le Japon pour 1922. Il suppose que le Japon attaquerait par surprise les Philippines et l'île de Guam, et que la flotte américaine opérant loin de ses bases, serait en état d'infériorité vis-à-vis du Japon malgré la plus grande puissance de ses grosses unités. Et l'auteur ajoute : « Une défaite initiale serait suivie d'un tel mouvement d'opinion qu'il faudrait à tout prix attaquer. Mais quelles difficultés présenterait cette contre-attaque ? Rassembler toute la flotte à Hawaï, improviser une base avancée à l'île Wake, tenter de reprendre Guam ? Mieux vaudrait faire tout de suite l'effort nécessaire pour fortifier cette position dont l'importance dépasse celle d'Héligoland, par rapport aux côtes allemandes, celle de Malte par rapport à la Méditerranée », et plus loin l'auteur ajoute cette phrase, qui devait faire quelques mois plus tard un merveilleux argument aux revendications japonaises « l'île de Guam, rendue imprenable, deviendrait entre nos mains un canon pointé au cœur du Japon ».

Autre sujet d'inquiétude pour le Japon que justifie amplement l'information suivante parue dans le *Moniteur de la flotte* du 9 juillet 1921 :

« Le financier américain Vanderlip a obtenu des Soviets, non seulement la concession pendant soixante ans de 100.000 kilomètres carrés dans le Kamtchatka, mais encore à perpétuité, deux bases navales, dont la baie d'Avatcha, surnommée le Gibraltar du Pacifique : capable de contenir la plus grande flotte du monde, elle n'est accessible que par un canal long de 20 milles, large de 10. Elle est à 24 heures de navigation de l'Alaska, à deux journées du Japon septentrional. L'autre base, proche de Vladivostock est susceptible de devenir un excellent centre d'aviation. »

On comprendra aisément l'émotion que cette information a pu causer au Japon, en considérant les points d'appui que les Etats-Unis avaient établi dans le Pacifique, jalonnant le champ de bataille pour une rencontre éventuelle : Puget-Sound près de Vancouver et San Diego au sud de la Californie, bases de ravitaillement et d'opérations de la flotte du Pacifique ; Pearl-Harbour à Honolulu, Cavité aux Philippines. Une base très importante était en préparation dans l'île d'Unalaska (Iles Aléoutiennes) à Dutch-Harbour, commençant ainsi les travaux d'approche contre le Japon, qui perdait d'un coup l'avantage que lui valait sa situation rapprochée du lieu du conflit éventuel.

Il est juste d'ajouter d'ailleurs que les Américains paraissent être en droit de concevoir quelques craintes quant à leur situation dans la partie occidentale du Pacifique. M. Bywater, dans son ouvrage précité, envisage les suites qu'aurait pour l'Amérique une attaque brusquée du Japon sur Guam, au cas où cette île ne serait pas fortifiée et ne pourrait pas servir de base à la flotte américaine : 1° les Japonais engagent la lutte à proximité de leurs bases et arrivent au combat dans une forme parfaite. Leur ligne de retraite est courte et sûre ; 2° ils s'avancent avec toute leur flotte alors qu'il est douteux que la flotte des Etats-Unis puisse emmener tous les destroyers si loin de ses bases ; 3° tous les sous-marins sont à pied-d'œuvre pour attaquer la flotte américaine avant ou après l'action de surface, etc.

Le *New-York Times* du 9 juillet 1921, s'inquiétait également des travaux de défense entrepris par les Japonais dans l'île

Bonin du groupe Perry, car Bonin est presque au nord de Guam. Le Japon, contrôle de plus, par mandat, les Carolines, les Marshall, les Pelew et toutes les Mariannes excepté Guam, encerclant ainsi la possession américaine. Bonin et les Archipels du Nord-Ouest du groupe dont fait partie cette île appartiennent au Japon depuis 1861 et on peut dire qu'il a le droit d'agir à sa guise dans ses possessions. D'après les conditions du mandat le Japon ne peut construire de fortifications dans aucune des anciennes colonies allemandes ; mais en cas de nécessité imaginé par lui, que ne peut-il pas faire à tant de milliers de milles des chancelleries européennes ? La question est plausible parce qu'on ne voit pas pourquoi Bonin qui est si éloigné du Japon serait fortifié. A quoi cette île pourrait-elle servir si ce n'est comme base navale et contre quelle puissance navale l'emploierait-on si ce n'est contre les Etats-Unis ».

On voit donc l'importance primordiale, qu'avait, aussi bien pour le Japon que pour les Etats-Unis, cette question des fortifications du Pacifique, et en particulier de la fortification de l'île de Guam. Il ne semble pas qu'au moment de la discussion de cette question à Washington, le monde se soit rendu compte de son importance. Nous pensons qu'elle était de nature à faire échouer tout le plan de désarmement élaboré par M. Hughes au cas où les Etats-Unis auraient persisté dans leur projet de construire à Guam une base navale puissante. Le Japon, dans ces conditions n'aurait pu admettre la proportion de 60 o/o qu'on lui offrait, et aurait tout remis en question en demandant à une augmentation de son tonnage de capital-ships, une compensation aux avantages qu'il perdait, avantages constitués principalement par l'éloignement de toute base navale américaine solide.

Aussi considérons-nous comme capital pour le succès de la Conférence, et la paix du monde, l'accord qui se fit entre les Etats-Unis et le Japon pour maintenir le *statu quo*, en ce qui concerne l'établissement de nouvelles bases navales et de nouvelles fortifications dans leurs possessions du Pacifique.

D'ailleurs les Etats-Unis considérant qu'ils avaient assez fait en écartant la menace de guerre immédiate que représentait la fortification de l'île de Guam, n'acceptèrent aucune discussion en ce qui concerne la fortification de leurs propres côtes et des îles Hawaï. Il fut également admis qu'il n'y avait pas lieu

d'édicter de limitations en ce qui concerne le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que les îles voisines, pas plus qu'en ce qui concerne les possessions insulaires voisines des côtes des Etats-Unis y compris l'Alaska et la zone du canal de Panama. Le cas des îles Aléoutiennes s'étendant vers le Japon, était spécial, mais il trouvait son pendant dans les Kouriles qui prolongent le Japon vers le Nord. Et dans la direction des Aléoutiennes.

On tomba d'accord sur le maintien du *statu quo* en ce qui concerne ces deux groupes. Après de longues discussions, les Etats-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne se mirent d'accord sur le maintien du *statu quo* au moment de la signature du traité naval, dans leurs territoires et possessions réciproques déterminées comme suit (Traité naval, article 19).

1° Les possessions insulaires, soit actuelles, soit futures, des Etats-Unis dans l'Océan Pacifique, à l'exception de :

a) Celles avoisinant la côte des Etats-Unis, de l'Alaska et de la zone du canal de Panama, non compris les îles Aléoutiennes et ;

b) Les îles Havaï.

2° Hong-Kong et les possessions insulaires soit actuelles, soit futures, de l'Empire Britannique de l'Océan Pacifique situées à l'Est du 110^e degré de longitude est, à l'exception ; a) de celles avoisinant la côte du Canada ; b) du Commonwealth d'Australie et de ses territoires ; c) de la Nouvelle-Zélande.

3° Les territoires et possessions insulaires du Japon dans l'Océan Pacifique, ci-après désignés : les îles Kouriles, les îles Bonin, Amami-Oshima, les îles Liou-Kiou, Formose, les Pescadores, ainsi que tous territoires et possessions insulaires futurs du Japon dans l'Océan Pacifique.

Le même article définit comme suit la signification du terme : maintien du *statu quo* :

Le maintien du *statu quo* visé ci-dessus implique. « Qu'il ne sera établi dans les territoires et possessions ci-dessus visées, ni bases navales, ni fortifications nouvelles, qu'il ne sera pris aucune mesure de nature à accroître les ressources navales existant actuellement pour la réparation et l'entretien des forces navales, et qu'il ne sera procédé à aucun renforcement des défenses côtières des territoires et possessions ci-dessus visés.

Toutefois cette restriction n'empêchera pas la réparation et le remplacement de l'armement et des installations détériorés, selon la pratique des établissements navals et militaires en temps de paix. »

Le cas du « Mutsu »

Parmi les navires dont le gouvernement américain préparait la mise au rancart par le Japon se trouvait le *Mutsu* (1). Le gouvernement des Etats-Unis ne pensait pas que ce navire fut entièrement terminé au moment où la Conférence s'est réunie, mais seulement à 98 0/0 d'achèvement. Aussi en proposa-t-il la suppression comme de tous les navires qui étaient en construction. Mais la délégation japonaise déclara que le *Mutsu* était complètement terminé et armé, prêt à prendre sa place dans la flotte avant la réunion de la Conférence. De plus, la délégation insista sur ce fait que ce navire, la plus belle unité de la flotte nippone, était un sujet d'orgueil pour la nation tout entière qui d'ailleurs avait pris part à sa construction à l'aide d'une souscription populaire ; aussi considérait-elle comme absolument impossible d'obtenir l'adhésion de son gouvernement à un plan de désarmement qui entraînerait la mise à la ferraille du *Mutsu*.

Mais si le Japon était autorisé à conserver le *Mutsu* de sérieuses difficultés allaient être causées par l'avantage que procurerait au Japon la possession d'une unité entièrement neuve et d'une telle puissance.

Le Japon offrit de supprimer le *Settsu* un des plus vieux navires parmi ceux que le plan américain lui laissait ; et reconnaissant l'avantage que lui procurait le maintien du *Mutsu*, proposait aux Etats-Unis d'achever deux des cuirassés qui étaient à un stade très avancé d'achèvement, et à l'Angleterre de construire deux nouvelles unités. Il fut donc convenu que les Etats-Unis achèveraient deux navires de la classe *West-Virginia* (2) en construction et qu'à leur achèvement ils démoliraient le *North Dakota* et le *Delaware* qui étaient conservés dans le plan original.

1. 33.800 tonnes (1921).

2. Le choix des Etats-Unis sur le *Colorado* et sur le *West-Virginia*.

La Grande-Bretagne de son côté fut autorisée à construire 2 nouveaux navires, à la condition de démolir après leur achèvement 4 navires (1) qui devaient être conservés d'après le plan primitif.

On parvint ainsi à conserver l'équilibre entre les trois marines, sans apporter de changement trop important au plan de M. Hughes. Le plan original prévoyait en effet :

Etats-Unis.....	500.000 tonnes
Empire Britannique.....	500.000 —
Japon.....	300.000 —

Par suite des changements rendus nécessaires par le maintien du *Mutsu*, ce plan devint :

Etats-Unis.....	525.000 tonnes.
Empire Britannique.....	425.000 —
Japon.....	315.000 —

Le rapport 5.5.3. se trouvait ainsi conservé. En ce qui concerne les deux unités qu'elle était autorisée à construire, l'Angleterre consentit à une assez grande concession. Elle avait en effet préparé des plans pour la construction de 4 *Super-Hood* (2) et avait même donné l'ordre de les mettre en chantier quelques semaines avant la Conférence. Elle aurait donc gagné un temps considérable en utilisant ces plans pour la construction de 2 unités nouvelles ; mais ils prévoyaient des navires d'un tonnage beaucoup plus élevé que le tonnage unitaire maximum que M. Hughes avait proposé de fixer à 35.000 tonnes. Cependant l'Angleterre consentit à modifier ses plans pour ne pas dépasser cette limite.

Les Etats-Unis, l'Empire Britannique et le Japon étaient donc parvenus à un projet d'accord, sur la question des capital-ships, mais cet accord ne pouvait devenir définitif que s'il recevait l'agrément de la France et de l'Italie.

FRANCE ET ITALIE

Le raisonnement des trois grandes puissances pour calculer la limitation du tonnage de la France était le suivant :

1. *Thunderer, King Georges V, Ajax, Centurion.*
2. 43.000 tonnes.

Le projet de réduction accepté par les Etats-Un's, la Grande Bretagne et le Japon entraîne la suppression d'environ 40 o/o du tonnage existant en capital-ships. Il est évident que ni la France, ni l'Italie ne peuvent supporter une telle réduction et que leurs marines méritent le bénéfice d'une réglementation spéciale.

La France a 7 dreadnoughts (1) d'un tonnage de 194.500 t. et 3 predreadnoughts (2) ce qui lui donne un tonnage total de 221.000 tonnes. En ce qui concerne les Etats-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne, il fut convenu que leurs predreadnoughts seraient tous supprimés, et qu'en plus ces puissances supprimeraient environ 40 o/o de leurs forces navales en dreadnoughts et superdreadnoughts.

En réduisant le tonnage de la France dans les mêmes proportions que celui des Etats-Unis, la France n'aurait eu droit qu'à 102.000 tonnes de capital-ships. Ou bien si les predreadnoughts de la flotte française entraient en ligne de compte (bien qu'ils n'aient pas été comptés pour les Etats-Unis) le tonnage total de la France était 221.000 tonnes, une réduction sur les mêmes bases n'aurait laissé à la France que 136.000 tonnes. Les grandes puissances voulurent bien concéder à la France que cette limitation aurait été absolument exagérée et proposèrent de lui donner un tonnage de 175.000 tonnes de capital-ships. Les puissances n'oubliaient qu'une chose c'est que, tandis qu'à la faveur de la guerre, elles avaient continué à accroître leur flotte, la France tout entière à fabriquer des munitions pour elle et ses alliés, abandonnait sur cales 5 belles unités cuirassées, et que si son essor n'avait pas été arrêté elle aurait eu en 1921 une flotte de 28 grosses unités d'un tonnage total de 700.000 tonnes.

L'amiral Le Bon fit ressortir que, avant qu'il fut question de la Conférence, la France avait spontanément réduit l'importance de la flotte de 455.674 tonnes.

1° En déclassant 74.674 tonnes de predreadnoughts de moins de vingt ans d'âge.

2° En ne poursuivant plus en fait l'exécution du programme

1. Bretagne, Lorraine, Provence, Paris, France, Jean-Bart, Courbet.

2. Condorcet, Diderot, Voltaire.

de la loi de 1912, ce qui la privait d'une part de 135.000 tonnes de bâtiments nouveaux qui auraient dû être construits ou mis en chantier aux dates prévues par ladite loi, et d'autre part de 120.000 tonnes de bâtiments de remplacement.

3^e En renonçant par un projet de loi de déclassement voté par la Chambre des députés (1) à terminer la construction de 126.000 tonnes de dreadnoughts dont quelques-uns étaient à 75 0/0 de leur achèvement (2) (3).

La délégation française vivait à ce moment sous l'impression que le tonnage en navires auxiliaires (croiseurs-légers, destroyers) et en sous-marins serait fixé en proportion du tonnage en capital-ships. Aussi la France ayant besoin d'un fort tonnage de petites unités et de sous-marins pour défendre ses côtes et assurer ses communications, la délégation française se trouva-t-elle dans l'obligation de demander un tonnage de capital-ships bien supérieur à ses possibilités, pour pouvoir obtenir le tonnage de petites unités nécessaires à sa sécurité.

L'amiral Le Bon fit remarquer que tous les déclassements et réductions volontaires de tonnage que la France avait déjà consentis, aboutissaient à ne plus laisser en service que 10 unités ; que ces 10 unités, vieilles pour quelques-unes très avant l'âge de leur déclassement normal, devaient être remplacées, dans l'avenir, par un nombre au moins égal d'unités. Et comme il se trouvait que le projet de convention prévoyait une limite de 35.000 tonnes pour chaque unité à construire et que la France devait être amenée à construire des bâtiments égaux en dimensions à ceux des autres nations, l'amiral Le Bon en concluait que le tonnage de remplacement pour les dix capital-ships français devait être logiquement de 35.000 tonnes.

Il expliquait enfin que le chiffre de 175.000 tonnes énoncé dans le projet de convention ne correspondait à rien de ration-

1. La loi déclassant les 4 *Normandie* et le *Béarn* ne devint définitive que le 18 avril 1922.

2. Rapport de M. Guernier, p. 21.

3. En 1914 le budget de la marine était de 641.000.000 francs. En 1921 le budget voté fut de 951.540.000 francs. En 1922 le budget de dépenses totales était de 939.948.000 francs plus 225.000.000 pour la première tranche de constructions navales ; et même sur cette somme le ministre a admis deux réductions de 79 et 17 millions. Si l'on tient compte de l'augmentation des salaires et des matières, ces crédits sont très inférieurs à ceux de 1914.

nel quant au nombre des unités de combat. Avec un total de 175.000 tonnes, on pouvait tout juste construire 5 unités. Or, dans le passé les escadres comprenaient toujours au moins 6 bâtiments, et, dans les années qui précéderent la guerre, elles furent portées à 8. Avec 5 unités la France ne pouvait même pas avoir une escadre.

M. Sarraut, déposa donc au nom de la France une demande de 350.000 tonnes de capital-ships, soit 10 unités de 35.000 t. ; les experts navals français proposaient le plan d'armement suivant :

1926 : 194.000 tonnes ; le tout en vieux navires.
1931 : 200.000 tonnes ; 2 vieux navires et 6 nouveaux.
1936 : 235.000 tonnes ; 1 vieux navire et 7 nouveaux.
1941 : 350.000 tonnes ; 10 nouveaux navires.

Ce fut dans une presse admirablement stylée, et qui recevait son inspiration du Bureau de presse installé par la délégation anglaise une belle indignation aux Etats-Unis (1) et en Angleterre. Il n'y a qu'à parcourir les articles que le romancier anglais Wells, écrivit à cette époque pour le *Daily-Dail* (qui d'ailleurs ne les imprima pas *in extenso*, et se sépara de son collaborateur) pour se rendre compte du ton de la presse anglaise. Comme toujours ce fut au moment où l'Angleterre qui avaient beaucoup gagné et n'avait rien perdu à la Conférence était en train d'assurer son hégémonie sur l'Europe en s'arrangeant pour que sa flotte soit plus puissante que celle des deux autres puissances navales de l'Europe, qu'elle accusa la France d'impérialisme et de conspiration contre la paix du monde (2).

La situation était grave, car la France, si elle paraissait disposée à modifier ses prétentions en ce qui concerne les « capital ships », ne pouvait céder sur la question des navires légers et des sous-marins qui était pour elle d'une importance vitale.

Le 10 décembre, M. Hughes télégraphia personnellement à

1. Le sénateur Mac Cormick lança l'idée que nous ne maintenions nos armements que grâce à l'argent prêté par l'Amérique, et fit voter, aux acclamations du Sénat, une motion exigeant le paiement de nos dettes.

2. L'agence Reuter, bien connue pour son peu de sympathie pour la France fit paraître une note disant que le programme de construction proposé par M. Sarraut, aboutirait à donner à la France, à la fin des vacances navales, une proportion de tonnage de 2,75 par rapport à celui de l'Angleterre.

M. Briand qui était rentré en Europe et se trouvait alors à Londres, pour lui exposer la gravité de la situation : il rappelait dans son message le nombre des navires et le tonnage énorme (1.878.000 t.) que les 3 grandes puissances étaient disposées à sacrifier. L'Italie, disait-il, par suite de sa situation économique désire réduire son tonnage en unités de première classe ; par conséquent l'attitude de la France déterminera le succès ou l'échec des efforts faits en vue de réduire le lourd fardeau des armements navals.

M. Briand fit à ce télégramme une réponse dont nous extrayons les passages suivants :

« La préoccupation de la France n'est pas le point de vue offensif, mais uniquement le point de vue défensif.

En ce qui concerne le tonnage des vaisseaux de première ligne, j'ai donné à nos délégués des instructions dans le sens que vous désirez.

Mais en ce qui a trait aux vaisseaux auxiliaires, il serait impossible au gouvernement français, sans se mettre en contradiction avec le vote de la Chambre, d'accepter des réductions correspondantes à celles acceptées pour les vaisseaux de première classe.

L'idée qui domine à la Conférence de Washington est de réduire les armements navals offensifs et coûteux, et je ne crois pas qu'il soit dans le programme de refuser à une nation comme la France, qui a une grande longueur de côtes et un grand nombre de colonies éloignées, des moyens essentiels de défendre ses communications et sa sécurité. »

A la suite des instructions reçues, M. Sarraut retira la demande de 350.000 tonnes formulée par la France et accepta la proposition de 175.000 tonnes de capital-ships, mais en déclarant : « Nous ne pouvons pas abandonner la construction des autres unités auxiliaires, telles que les petits croiseurs, les torpilleurs, les destroyers et les sous-marins ».

Dès ce moment apparaît nettement de la part de la France le souci constant de conserver son entière liberté d'action en ce qui concerne le tonnage des navires légers et des sous-marins qu'elle se réserve le droit de construire.

Quant à l'Italie, qui avait été mise, par les 3 puissances, sur le même pied que la France, elle accepta de suite l'offre qui lui

était faite de fixer son tonnage de remplacement en capital-ships à 175.000 tonnes.

Unités auxiliaires. — La question de la suppression des sous-marins

Le plan américain original prévoyait que le tonnage en navires auxiliaires accordé à chaque puissance serait en rapport avec le tonnage de capital-ships qu'elle serait autorisée à garder.

Le plan prévoyait, pour les 3 grandes puissances le tonnage suivant en croiseurs, conducteurs de flottille et destroyers :

Etats-Unis.....	450.000 tonnes
Grande-Bretagne.....	450.000 —
Japon.....	270.000 —

En appliquant à la France et à l'Italie la même règle, ces puissances, ne se seraient vu allouer chacune que 150.000 tonnes d'unités auxiliaires et 30.000 tonnes de sous-marins.

Au cours même de la discussion la délégation américaine estima que les chiffres qu'elle avait proposés en ce qui concerne le tonnage sous-marin était trop élevé.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne conserveraient seulement un tonnage maximum de 60.000 tonnes. Quant à la France, au Japon et à l'Italie, ces puissances conserveraient seulement le tonnage sous-marin qu'elles possédaient à ce moment, c'est-à-dire, resteraient dans le *statu quo*.

Les Etats-Unis estimaient ainsi ce tonnage :

France.	31.391 tonnes
Japon	31.452 —
Italie.	21.000 —

Ces chiffres ne furent d'ailleurs pas acceptés, et après une très longue discussion, chaque puissance conserva son entière liberté d'action en ce qui concerne les unités auxiliaires et les sous-marins.

Ce fut au cours de cette discussion que l'Angleterre tenta de faire prononcer la suppression absolue des sous-marins (1).

1. Demande introduite par Lord Lee, 4^e séance de la limitation des armements.

Cette manœuvre, si elle avait réussi, aurait constitué pour elle un succès de portée incalculable, car elle lui aurait assuré sans conteste l'hégémonie européenne : elle aurait régné sur les eaux européennes grâce à sa supériorité écrasante en *capital-ships* sur la France et l'Italie, et aurait été à l'abri du péril sous-marin que l'expérience de la guerre lui avait appris à redouter.

Heureusement pour l'Europe et la paix du monde entier, cette proposition fut repoussée par toutes les autres puissances après discussion.

L'Italie tout d'abord par la voix de M. Shanzer déclara qu'elle ne pouvait être favorable à l'abolition des sous-marins. De plus, intervenant un jour dans la discussion entre M. Balfour et la délégation française sur la suppression des sous-marins, M. Shanzer fit observer que de nouvelles puissances méditerranéennes (il voulait probablement parler de la Yougoslavie) pourraient avec 50 millions de dollars posséder une flotte sous-marine de 50.000 tonnes, chiffre supérieur à celui que la proposition américaine assurait à l'Italie, mais qu'elle était disposée à limiter les sous-marins sur la base de ce qui est strictement nécessaire pour une politique purement défensive. D'autre part elle ne pouvait accepter un chiffre définitif tant qu'elle ne connaîtrait pas le chiffre alloué à la France, désirant conserver la parité entre les deux marines comme l'avait admis la Conférence. M. Shanzer déclara que les experts navals italiens étaient loin de partager l'opinion de lord Lee. Il représenta le sous-marin comme un instrument de défense indispensable pour les côtes italiennes, si étendues, le long desquelles sont bâties de grandes villes, courent les principales voies ferrées, s'élèvent des établissements industriels importants ; qu'enfin l'Italie a besoin de protéger ses communications maritimes, car c'est par la mer que s'importent la plus grande partie des approvisionnements.

Le Japon s'opposa également avec force à la proposition britannique et déclara que 54.000 tonnes de sous-marins lui étaient nécessaires pour défendre les îles de l'Archipel Japonais, et qu'il maintiendrait sa demande même si les Etats-Unis descendaient pour leur part au chiffre de 60.000 tonnes.

M. Hanihara, délégué du Japon observa que les sous-marins envisagés comme arme de légitime défense, ne diffèrent pas

essentiellement des destroyers. Employés conformément au droit international public, ils ne sont pas plus atroces que les gaz asphyxiants et les bombes d'avion. Utilisés comme engins de défense côtière, ils sont semblables à des mines mouvantes et constituent une arme défensive efficace. User sans limite des mines contre les navires marchands en haute mer serait au surplus aussi dangereux que de couler sans avertissement des navires avec des sous-marins.

N'importe qu'elle arme peut devenir déloyale si elle est employée sans restriction. Pour la protection d'une nation insulaire, les sous-marins sont des bâtiments relativement peu coûteux et efficaces dont le Japon ne saurait se priver.

Le point de vue américain fut indiqué dans un rapport du comité des conseillers américains, rapport hostile à l'abolition des sous-marins. Il contient quelques indications intéressantes sur le rôle des sous-marins en temps de guerre. Il affirme d'abord la nécessité de réglementer la guerre sous-marine en ce qui concerne les navires de commerce neutres et belligérants (1), puis esquisse le rôle du sous-marin tant contre les unités de combat que comme éclaireur. Les appréciations de ce rapport qui admet l'emploi des sous-marins, sont à notre sens fort justes et justifient l'insistance avec laquelle l'Angleterre en poursuivait l'abolition.

« Contre les cuirassés ennemis le sous-marin peut être comparé à l'avant-garde sur terre qui se cache dans un arbre ou se dissimule dans des buissons. Si l'infanterie ennemie tombe sur cette embuscade, elle risque d'être anéantie. Cependant une embuscade, est absolument régulière. De même un sous-marin se dissimule pour frapper l'ennemi qui s'avance et aucune nation n'élève la voix pour protester que ce procédé est illégal. Sa marine devient plus vigilante, augmente sa vitesse et emploie des unités anti-sous-marines de surface... Le sous-marin porte les mêmes armes que les navires de surface c'est-à-dire torpilles, mines et canons. Aucune prohibition n'est édictée contre leur emploi sur les navires de surface et il ne peut qu'en être de même sur les sous-marins.

Le sous-marin comme navire de guerre a un rôle important à

1. Cette question fut étudiée par un comité spécial et aboutit à la signature d'un traité spécial.

jouer. Il doit rester. Il peut frapper sans avertissement les navires de combat, ainsi que le font les navires de surface, mais il doit être contraint d'observer les mêmes règles que les navires de surface lorsqu'ils ont affaire à des navires de commerce. »

« Comme éclaireur le sous-marin a de grandes possibilités. C'est le seul type de navire capable de se rendre sans soutien dans les eaux ennemies et de s'y maintenir pour observer les mouvements de l'ennemi et en rendre compte. Dans ce cas encore le sous-marin doit subsister. Il a une grande valeur, son usage est légitime et aucune nation ne peut protester contre son emploi.

« Le sous-marin est, en particulier, un instrument utile aux puissances navales faibles. Le commerce mondial a lieu sur la surface des Océans. Toute marine qui a l'hégémonie à la surface préfère se fier à cette supériorité. Tandis que les marines comparativement faibles peuvent menacer cette hégémonie en employant de nouvelles formes d'attaque par surprise.

... La marine des Etats-Unis manque de croiseurs. Le peu que nous possédons sont incapables de couvrir la surface nécessaire pour rapporter des renseignements. Les sous-marins les aideraient grandement dans leur tâche, car ils ne peuvent pas être refoulés par les éclaireurs ennemis... L'entretien de 100.000 tonnes de sous-marins avec leurs équipages au complet revient annuellement à 30 millions de dollars. Pour les services qu'ils rendraient en cas de besoin cette dépense est minime en comparaison des dépenses que nécessite la Flotte. Le maintien par les Etats-Unis d'une flotte sous-marine puissante, permettra peut-être un jour aux Etats-Unis de conserver leurs possessions lointaines. Si ces colonies tombent dès le début de la lutte (1), la dépense en hommes, nécessaire pour les réoccuper sera effroyable et pourra rapporter aux Etats-Unis un succès tellement coûteux qu'il équivaldrait à une défaite. *Les Etats-Unis ont besoin d'une flotte sous-marine puissante pour protéger leurs intérêts.* En conséquence l'opinion du comité est que l'emploi sans restriction des sous-marins contre les navires de commerce doit être considéré comme un cas de mise hors la loi. Le

1. Ce sont les Philippines et l'île de Guam qui sont visées ici.

droit de visite doit être exercé par les sous-marins dans les mêmes conditions que par les navires de surface. Le comité n'approuve pas la limitation du tonnage des sous-marins. »

On voit donc que le comité des experts américains était en opposition formelle avec la Grande-Bretagne sur cette question, mais c'est principalement la France, beaucoup plus que l'Allemagne, que M. Balfour visait en faisant le procès des sous-marins.

Ce fut lord Lee qui le premier demanda au nom de la délégation britannique, l'interdiction absolue de l'emploi des sous-marins en arguant de leur inutilité au point de vue défensif contre les flottes de haut bord.

L'amiral Le Bon fit d'abord ressortir l'opposition entre la thèse britannique et les conclusions du rapport américain. En ce qui concerne l'utilité des sous-marins, contre les navires de premier rang, l'amiral rappela que des vaisseaux de guerre français avaient été torpillés pendant la guerre, ainsi que du côté de l'Italie et de la Grande-Bretagne (1).

Il signala que la flotte anglaise n'avait jamais pu approcher la côte allemande, à cause des sous-marins et des champs de mines qu'ils tendaient impunément, de même que les sous-marins avaient considérablement gêné le bombardement des Dardanelles.

L'amiral Le Bon d'ailleurs, aussi bien que M. Sarraut, tout en affirmant la puissance défensive du sous-marin, proclamaient hautement la nécessité de réglementer strictement l'emploi de cette arme contre les navires de commerce.

Mais ces déclarations ne calmaient point les anxiétés de M. Balfour qui persistait à attribuer à la France des intentions agressives et il ne voulait pas supposer que la France désirait une flotte sous-marine dans le but unique de défendre ses côtes et d'assurer ses communications. Il s'exprimait ainsi à cet égard, tâchant de mettre l'Italie dans son jeu. « Le fait que vous

1. *Navires français torpillés* : Cuirassés : Danton, Suffren, Gaulois. Croiseurs-cuirassés : Léon-Gambetta, Amiral Charner, Châteaurenault, Dupetit-Thouars. Aviso : Cassini. Contre-torpilleurs : Fourche, une vingtaine de torpilleurs.

Navires anglais torpillés : Cuirassés : Andacious-Triumph, Cornwallis, Formidable, Goliath, Majestic : Croiseurs-Cuirassés : Cressy, Hogue, Aboukir. Croiseurs : Hermès, Hawke, Nottingham. Eclaireurs : Falmouth, Amphion, Pathfinder. Canonnière : Niger, une centaine de torpilleurs.

allez donner une bénédiction générale aux sous-marins, met toutes les puissances qui possèdent la moindre ligne côtière en état de devenir une puissance ennemie formidable pour l'attaque. L'Italie, a dans la Méditerranée, cinq puissances maritimes pour voisins... Je dirai à l'Italie: vous avez cinq voisines et chacune de ces voisines peut, si elle le désire, mettre votre littoral en état de blocus sans posséder elle-même une seule unité naviguant en surface. »

La discussion dura ainsi pendant plusieurs séances. M. Sarraut montra la nécessité pour la France de se montrer intransigeante sur ce chapitre. Elle a, en comptant ses colonies, une longueur de côtes de 24.000 kilomètres. Son empire colonial est le plus grand du monde après l'Empire Britannique et ses possessions sont dispersées sur tous les points du globe. Faut-il rappeler l'intérêt vital qu'elle aurait en cas d'agression à maintenir ses lignes de communication avec cet empire et tout d'abord avec l'Afrique du Nord où est stationnée une importante partie de son armée. Est-il besoin de rappeler que son empire colonial lui fournit durant la guerre 845.000 hommes dont 535.000 combattants et qu'elle ne peut vivre en sécurité si elle n'est pas certaine de pouvoir communiquer librement avec ces réservoirs d'hommes ! Enfin l'amiral Le Bon, au cours de la septième séance, s'était heureusement emparé d'une observation de lord Lee pour montrer que la limitation du tonnage global des sous-marins en proportion du tonnage global des capital-ships aboutissait pour la France à leur suppression pratique. Lord Lee avait déclaré que les Allemands, qui avaient construit 320 sous-marins n'en avaient en général qu'une dizaine en action à la fois. Conséquemment, maintenir pour l'avenir, ainsi que le proposait M. Hughes, à 31.000 tonnes le tonnage global des sous-marins au service de la France, c'était pratiquement l'en priver. Aussi la délégation française ne pouvait-elle céder et le 28 décembre, M. Sarraut exposa les demandes françaises en unités auxiliaires :

« Examinant la composition des forces nécessaires à la France, en bâtiments légers, en sous-marins armés, spécialement destinés à la protection du territoire et des communications, le Conseil des ministres et le Conseil supérieur de la Défense Nationale, ont constaté l'impossibilité d'accepter une limitation infé-

rieure à 330.000 tonnes pour les bâtiments légers et 90.000 tonnes pour les sous-marins, sans que soient mis en péril les intérêts essentiels de la sécurité et de la vie même du pays et des colonies.

« La délégation française a reçu pour instruction de ne pas consentir de concessions sur ces chiffres.

« En résumé la France accepte le sacrifice en navires de ligne qu'elle doit envisager pour entrer dans les vues de la Conférence, et qui constitue une réduction importante de sa puissance navale normale ; elle limite le programme de constitution de sa future flotte à 330.000 tonnes en bâtiments légers et à 90.000 tonnes en sous-marins. »

Cette demande, provoqua chez M. Balfour une très vive émotion qu'il manifesta d'ailleurs dans un discours où il ne cacha pas le danger que ferait courir à l'Angleterre une puissante flotte sous-marine française.

« La France peut, si elle le veut, employer cette force pour la destruction du commerce, et il est difficile de croire qu'à une heure grave elle ne l'utiliserait pas dans ce sens... Il est parfaitement clair que, quand on demande un tonnage de 90.000 tonnes pour les sous-marins, on se propose de détruire le commerce... Si la Grande-Bretagne ne possédait pas le nécessaire pour lutter contre les sous-marins il lui faudrait accepter que la France avec son arme sous-marine pourrait compromettre l'existence même de la Grande-Bretagne. »

Et M. Balfour, en forme de conclusion déclarait, que si la question des sous-marins restait sans solution, la Grande-Bretagne affirmerait son droit de construire non seulement des sous-marins mais autant d'unités auxiliaires qu'elle le jugerait nécessaire pour défendre son commerce.

Dans ces conditions il était impossible que l'accord se fit, et chaque puissance conserva la faculté de construire le tonnage qui lui conviendrait en sous-marins et en bâtiments légers. Et ceci fut fort heureux car la France qui revenait de Washington très affaiblie au point de vue offensif, conservait heureusement le droit d'organiser sa défense comme elle l'entendait.

CHAPITRE III

LE TRAITÉ NAVAL

Le traité naval fut signé le 6 février 1922, lors de la séance de clôture de la Conférence, par les représentants des *Etats-Unis* de l'*Empire Britannique*, de la *France* de l'*Italie* et du *Japon*.

En ce qui concerne les capital-ships les propositions du gouvernement américain ne subirent que des modifications assez légères.

Le traité contient trois chapitres :

CHAPITRE I : consacré aux dispositions générales relatives à la limitation des armements navals.

CHAPITRE II : précise les règles concernant l'exécution du traité et définit les termes employés.

CHAPITRE III : contient des « dispositions diverses ».

En voici les principaux articles :

PRÉAMBULE

Les Etat-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon.

Désireux de contribuer au maintien de la paix générale et de réduire le fardeau imposé par la compétition en matière d'armement.

Ont résolu pour atteindre ce but de conclure un traité limitant leur armement naval.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales relatives à la limitation de l'armement naval

ARTICLE I

« Les puissances contractantes conviennent de limiter leur armement naval ainsi qu'il est prévu au présent traité. »

ART. 2

« Les puissances contractantes pourront conserver respectivement les navires de ligne, énumérés au chapitre II, partie I. A la mise en vigueur du présent traité et sous réserve des dispositions ci-dessous du présent article, il sera disposé comme il est prescrit au chapitre II, partie II, de tous les autres navires de ligne des Etats-Unis, de l'Empire Britannique et du Japon, construits ou en construction.

En sus des navires de ligne énumérés au chapitre II, partie I les Etats-Unis pourront achever et conserver deux navires en construction de la classe *West Virginia*. A l'achèvement de ces 2 navires, il sera disposé du *North Dakota* et du *Delaware* comme il est prescrit au chapitre II, partie II.

ART. 3

Sous réserve des dispositions de l'article 2 les puissances contractantes abandonneront leur programme de construction de navires de ligne et ne construiront ou n'acquerront aucun nouveau navire de ligne, à l'exception du tonnage de remplacement qui pourra être construit ou acquis comme il est spécifié au chapitre II, partie III.

Il sera disposé selon les prescriptions du chapitre II, partie II des navires remplacés conformément au chapitre II, partie III.

ART. 4

Le tonnage total des navires de ligne de remplacement, calculé d'après le déplacement type, ne dépassera pas, pour chacune des puissances contractantes, savoir : pour les Etats Unis 525.000 tonnes (533.400 tonnes métriques) ; pour l'Empire Britannique, 525.000 tonnes (533.400 tonnes métriques) ; pour la France 175.000 tonnes (177.800 tonnes métriques) ; pour l'Italie, 175.000 tonnes (177.800 tonnes métriques) ; pour le Japon 315.000 tonnes (320.040 tonnes métriques).

ART. 5

Les Puissances contractantes s'engagent à ne pas acquérir, à ne pas construire et à ne pas faire construire de navire de ligne d'un déplacement type supérieur à 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) et à ne pas en permettre la construction dans le ressort de leur autorité.

Cette disposition mérite que l'on s'y arrête. Elle faisait partie du plan Hughes, et personne ne l'a discutée. L'utilité en est d'ailleurs incontestable et elle a arrêté l'augmentation continue et excessivement rapide du tonnage unitaire.

Nous avons également vu que l'Angleterre consentit à modifier les plans des deux cuirassés neufs qu'elle est autorisée à soustraire, plans qui étaient prévus pour des unités de 43 000 t.

Il est de plus curieux de constater que les cuirassés dont le tonnage dépasserait 35.000 tonnes, auraient une largeur qui ne leur permettrait pas de traverser les écluses du canal de Panama.

ART. 6

Aucun navire de ligne de l'une quelconque des puissances contractantes ne portera de canon d'un calibre supérieur à 16 pouces (406 millimètres).

Cette limitation du calibre concourt au même but que la limitation du tonnage unitaire : arrêter l'accroissement formidable de la valeur combative de chaque unité. Voir nos explications sur les possibilités qui permettraient d'entrevoir les perfectionnements de la technique dans l'artillerie navale.

ART. 7

Le tonnage total des navires porte-aéronefs, calculé d'après le déplacement type, ne dépassera pas, pour chacune des puissances contractantes, savoir :

Etats-Unis, 135.000 tonnes (137.160 tonnes métr.)
Empire Britannique, 135.000 tonnes (137.160 tonnes métr.)
France, 60.000 tonnes (60.960 tonnes métr.)
Italie, 60.000 tonnes (60.960 tonnes métr.)
Japon, 81.000 tonnes (82.296 tonnes métr.)

Cet article fait état d'une arme nouvelle qui n'a pas encore fait ses preuves pendant la dernière guerre en ce qui concerne tant l'éclairage des escadres que l'attaque des côtes ou des grosses unités, mais que d'aucuns considèrent comme devant jouer dans un très proche avenir, un rôle capital.

Les tonnages accordés sont d'ailleurs de beaucoup inférieurs aux tonnages actuels, car jusqu'à présent le navire porte-aéronef type n'a pas encore été réalisé. Il paraît devoir consister en un navire de fort tonnage capable de transporter une centaine d'avions avec approvisionnement, pièces de rechange et atelier, doté d'une très grande vitesse (30 ou 35 nœuds) pour pouvoir échapper à l'ennemi et pour pouvoir opérer par surprise, muni d'un dispositif permettant le départ et le retour facile des avions. L'Angleterre possède plusieurs navires d'expériences : l'*Argus* (20 nœuds), le *Vindictive* (29 nœuds), l'*Hermès* (25 nœuds). Le *Furious* qui file 32 nœuds, représente déjà une unité fort intéressante.

L'Amérique ne possède encore que des navires d'expériences ; le *Lengley* et le *Wright*.

Le Japon construit le *Hoshi* qui sera très rapide, il va également faire transformer à cet effet le croiseur *Akagi* non encore terminé, qu'il n'a pas le droit d'achever.

En France la transformation du *Béarn*, un des cinq dreadnoughts dont l'achèvement fut arrêté par la guerre, nous dotera d'une belle unité d'expériences.

ART. 8

Le remplacement des navires porte-aéronefs n'aura lieu que selon les prescriptions du chapitre II, partie III ; toutefois il est entendu que tous les navires porte-aéronefs construits ou en construction à la date du 12 novembre 1921 sont considérés comme navires d'expérience et pourront être remplacés, quel que soit leur âge, dans les limites de tonnage total prévues à l'article 7.

ART. 9

Les puissances contractantes s'engagent à ne pas acquérir, à ne pas construire et à ne pas faire construire de navire porte-aéronefs, d'un déplacement type supérieur à 27.000 tonnes (27.432 tonnes métriques), et à ne pas en permettre la construction dans le ressort de leur autorité.

Toutefois chacune des puissances contractantes pourra, pourvu qu'elle ne dépasse pas son tonnage total alloué de navires porte-aéronefs, construire au plus deux navires porte-aéronefs, chacun d'un déplacement type maximum de 33.000 tonnes (33,528 tonnes métriques) ; à cet effet et pour des raisons d'économie, chacune des puissances contractantes pourra utiliser deux de ses navires, terminés ou non terminés, pris à son choix parmi ceux qui, sans cela, devraient être mis hors d'état de servir pour le combat aux termes de l'article 2. L'armement d'un navire porte-aéronefs ayant un déplacement type supérieur à 27.000 tonnes (27.432 tonnes métriques) sera soumis aux dispositions de l'article 10, avec cette restriction que, si cet armement comporte un seul canon d'un calibre supérieur à 6 pouces (152 millimètres), le nombre total des canons ne pourra dépasser huit, non compris les canons contre aéronefs et les canons d'un calibre ne dépassant pas 5 pouces (127 millimètres).

ART. 10

Aucun navire porte-aéronefs de l'une quelconque des puissances contractantes ne portera de canon d'un calibre supérieur à 8 pouces (203 millimètres). Sous réserve de l'exception prévue à l'article 9, si l'armement comprend des canons d'un calibre supérieur à 6 pouces (152 millimètres) le nombre total des canons pourra être de dix au maximum, non compris

les canons contre aéronefs et les canons d'un calibre ne dépassant pas 5 pouces (127 millimètres). Si, au contraire, l'armement ne comprend pas de canon d'un calibre supérieur à 6 pouces (152 millimètres), le nombre des canons n'est pas limité. Dans les deux cas, le nombre des canons contre aéronefs et des canons d'un calibre ne dépassant pas 5 pouces (127 millimètres) n'est pas limité.

ART. 11

Les puissances contractantes s'engagent à ne pas acquérir, à ne pas construire et à ne pas faire construire, en dehors des navires de ligne ou des navires porte-aéronefs, de navires de combat d'un déplacement type supérieur à 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques), et à ne pas en permettre la construction dans le ressort de leur autorité. Ne sont pas soumis aux limitations du présent article les bâtiments employés soit à des services de la flotte, soit à des transports de troupes, soit à toute autre participation à des hostilités qui ne serait pas celle d'un navire combattant, pourvu qu'ils ne soient pas spécifiquement construits comme navires combattants ou placés en temps de paix sous l'autorité du gouvernement dans un but de combat.

ART. 12

En dehors des navires de ligne, aucun navire de combat de l'une quelconque des puissances contractantes, mis en chantier à l'avenir, ne portera de canon d'un calibre supérieur à 8 pouces (203 millimètres).

Ces articles sont particulièrement importants en ce qu'ils déterminent le tonnage maximum 10.000 tonnes et le calibre maximum de l'artillerie (8 pouces 203 mm.) des « navires légers » dont le nombre n'est pas limité.

Ils furent insérés dans le traité à la demande de Lord Lee afin qu'il ne soit pas possible de construire des navires pouvant remplir le rôle de capital-ship sous le nom de navires légers.

ART. 13

Sous réserve de l'exception prévue à l'article 9, aucun navire à déclasser par application du présent traité ne pourra redevenir navire de guerre.

ART. 14

Il ne sera fait, en temps de paix, aucune installation préparatoire sur les navires de commerce en vue de les armer pour les convertir en navires de guerre; toutefois, il sera permis de renforcer les ponts pour pouvoir y monter des canons d'un calibre ne dépassant pas 6 pouces (152 millimètres).

Les navires de commerce ont le droit d'être armés. Dans ces conditions il semble qu'il y aura quelques difficultés pour les sous-marins à respecter les prescriptions édictées pour la visite de ces navires.

ART. 15

Aucun navire de guerre construit pour une puissance non contractante dans le ressort de l'autorité d'une puissance contractante ne devra dépasser les limites de déplacement et d'armement prévues au présent traité pour les navires similaires à construire par ou pour les puissances contractantes. Toutefois la limite du déplacement type des navires porte-aéronefs construits pour une puissance non contractante ne devra en aucun cas dépasser 27.000 tonnes (27.432 t. métriques).

ART. 16

Si un navire de guerre quel qu'il soit est mis en construction pour le compte d'une puissance non contractante dans le ressort de l'autorité d'une puissance contractante, cette dernière fera connaître, aussi rapidement que possible, aux autres puissances contractantes la date de la signature du contrat de construction et celle de mise sur cale du navire ; elle leur communiquera également les caractéristiques du navire en se conformant au chapitre II, partie III, section b 4 et 5.

ART. 17

Si l'une des puissances contractantes vient à être engagée dans une guerre, elle n'emploiera pas comme tels, les navires de guerre quels qu'ils soient, en construction ou construits mais non livrés, dans le ressort de son autorité, pour le compte de toute autre puissance.

ART. 18

Les puissances contractantes s'engagent à ne disposer, ni à titre gratuit, ni à titre onéreux, ni autrement, de leurs navires de guerre, quels qu'ils soient, dans des conditions permettant à une puissance étrangère de les employer comme tels.

ART. 19

Cet article règle la question des fortifications du Pacifique. Voir *suprà* page 41.

ART. 20

Les règles de détermination du déplacement, telles qu'elles sont posées au chapitre II, partie IV, s'appliquent aux navires de chacune des puissances contractantes.

CHAPITRE II

Règles concernant l'exécution du traité Définition des termes employés

PREMIÈRE PARTIE

NAVIRES DE LIGNE QUI PEUVENT ÊTRE CONSERVÉS PAR LES PUISSANCES CONTRACTANTES

Pourront être conservés par chacune des Puissances contractantes, conformément à l'article 2, les navires énumérés dans la présente partie :

Navires qui peuvent être conservés par les Etats-Unis :

Nom	Tonnage
<i>Maryland</i>	32.600
<i>California</i>	32.300
<i>Tennessee</i>	32.300
<i>Idaho</i>	32 000
<i>New Mexico</i>	32.000
<i>Mississippi</i>	32.000
<i>Arizona</i>	31.400
<i>Pennsylvania</i>	31.400
<i>Oklahoma</i>	27.500
<i>Nevada</i>	27.500
<i>New-York</i>	27.000
<i>Texas</i>	27 000
<i>Arkansas</i>	26.000
<i>Wyoming</i>	26.000
<i>Florida</i>	21.825
<i>Utah</i>	21.825
<i>North Dakota</i>	20.000
<i>Delaware</i>	20.000
TONNAGE TOTAL	<u>500.650</u>

Quand les deux unités de la classe *West-Virginia* seront achevées et quand le *North Dakota* et le *Delaware* seront déclassés, ainsi qu'il est indiqué à l'article 2, le tonnage total à conserver par les Etats-Unis sera de 525.850 tonnes.

Navires qui peuvent être conservés par l'Empire Britannique :

Nom	Tonnage
<i>Royal Sovereign</i>	25.750
<i>Royal Oak</i>	25.750
<i>Revenge</i>	25.750
<i>Resolution</i>	25.750
<i>Ramillies</i>	25.750
<i>Malaya</i>	25.750
<i>Valiant</i>	27.500
<i>Barham</i>	27.500
<i>Queen Elizabeth</i>	27.500
<i>Warspite</i>	27.500
<i>Benbow</i>	25.000
<i>Emperor of India</i>	25.000
<i>Iron Duke</i>	25.000
<i>Marlborough</i>	25.000
<i>Hood</i>	41.200
<i>Renown</i>	26.500
<i>Repulse</i>	26.500
<i>Tiger</i>	28.500
<i>Thunderer</i>	22.500
<i>King George V</i>	23.000
<i>Ajax</i>	23.000
<i>Centurion</i>	23.000
TONNAGE TOTAL	<u>580.450</u>

Quand les deux unités nouvelles à construire seront achevées, et quand le *Thunderer*, le *King George V*, l'*Ajax* et le *Centurion* seront déclassés, ainsi qu'il est indiqué à l'article 2, le tonnage total à conserver par l'Empire Britannique sera de 558.950 tonnes.

Navires qui peuvent être conservés par la France :

Nom	Tonnage (tonnes métriques.)
<i>Bretagne</i>	23.500
<i>Lorraine</i>	23.500
<i>Provence</i>	23.500
<i>Paris</i>	23.500
<i>France</i>	23.500
<i>Jean-Bart</i>	23.500
<i>Courbet</i>	23.500
<i>Condorcet</i>	18.890
<i>Diderot</i>	18.890
<i>Voltaire</i>	18.890
TONNAGE TOTAL	<u>221.170</u>

La France pourra mettre en chantier des navires en 1927, 1929 et 1931, ainsi qu'il est prévu à la partie III, section 2.

Navires qui peuvent être conservés par l'Italie :

Nom	Tonnage
	(tonnes métriques.)
<i>Andrea Doria</i>	22 700
<i>Caio Duilio</i>	22.700
<i>Comte di Cavour</i>	22.500
<i>Giulo Cesare</i>	22.500
<i>Leonardo Da Vinci</i>	22.500
<i>Dante Alighieri</i>	19 500
<i>Roma</i>	12.600
<i>Napoli</i>	12.600
<i>Vittorio Emanuele</i>	12.600
<i>Regina Elena</i>	12.600
TONNAGE TOTAL	<u>182.800</u>

L'Italie pourra mettre en chantier des navires neufs en 1927, 1929 et 1931, ainsi qu'il est prévu à la partie III, section 2.

Navires qui peuvent être conservés par le Japon :

Nom	Tonnage
<i>Mutsu</i>	33.800
<i>Nagato</i>	33.800
<i>Hiuga</i>	31.260
<i>Ise</i>	31.260
<i>Yamashiro</i>	30.600
<i>Fu-So</i>	30.600
<i>Kirishima</i>	27 500
<i>Haruna</i>	27.500
<i>Hiyei</i>	27.500
<i>Kongo</i>	27.500
TONNAGE TOTAL	<u>301.320</u>

PARTIE II

RÈGLES POUR LE DÉCLASSEMENT DES NAVIRES DE GUERRE

Les règles suivantes devront être observées pour le déclassement des navires de guerre dont on doit disposer comme il est prescrit aux articles 2 et 3.

1. — Un navire pour être déclassé doit être mis hors d'état de servir pour le combat.

II. — Pour obtenir ce résultat d'une manière définitive, on devra employer l'un des moyens suivants :

a) Submersion du navire sans possibilité de renflouement ;
b) Démolition. Cette opération devra toujours comprendre la destruction ou l'enlèvement de toutes machines, chaudières, cuirasses, ainsi que de tout le bordé de pont, de flanc et de fond ;

c) Transformation pour l'usage exclusif de cible. Dans ce cas, on devra observer au préalable toutes les dispositions du paragraphe 3 de la présente Partie, à l'exception du sous-paragraphe 6° (dans la mesure nécessaire pour utiliser le navire comme cible mobile) et du sous-paragraphe 7°. Aucune des Puissances contractantes ne pourra conserver, pour s'en servir comme de cible, plus d'un navire de ligne à la fois.

d) Parmi les navires de ligne arrivant, à partir de 1931, à l'époque de leur déclassement, la France et l'Italie sont autorisées à conserver chacune deux bâtiments navigants, qui seront affectés exclusivement aux écoles de canonage ou de torpilles. Pour la France, ces deux navires seront du type *Jean-Bart*. Pour l'Italie, l'un d'eux sera le *Dante-Alighieri*, le second sera du type *Giulio Cesare*. La France et l'Italie s'engagent à ne plus utiliser comme navires de guerre les navires ainsi conservés dont les blockhaus devront alors être enlevés et détruits.

III. — a) Sous réserve des exceptions spéciales de l'article 9, quand un navire doit être déclassé, la première opération du déclassement, qui consiste à mettre le navire hors d'état de remplir ultérieurement un service de combat, doit être immédiatement commencée.

(b) Viennent alors des précisions techniques sur la manière d'enlever à un navire toute valeur militaire.

Il y a 2 stades de déclassement. Le premier est destiné à rendre le navire incapable (enlèvement des canons, des monte-charges hydrauliques ou électriques, télémetros, munitions, installation de TSF, tourelles, plaques de blindage).

Au cas où le navire doit être déclassé immédiatement, il doit être rendu inoffensif dans un délai de six mois après la mise en vigueur du traité ; et il doit être définitivement déclassé dans les dix-huit mois de cette date.)

PARTIE III

REMPLACEMENT

Le remplacement des capital-ships et des porte-aeronefs aurait lieu conformément à la section I et aux tables dans la section II de cette partie.

SECTION I

Règles pour le remplacement

(Cette section prévoit en détail les conditions dans lesquelles aura lieu la mise en chantier des unités dont la construction sera autorisée pour remplacer les unités démodées ainsi que les notifications que chaque puissance contractante devra faire à cet égard aux autres puissances.)

SECTION II

Cinq tableaux de remplacement et de déclassement

ÉTATS-UNIS

ANNÉE	NAVIRES MIS SUR CALE	NAVIRES ACHEVÉS	NAVIRES A DÉCLASSER (Age entre parenthèses)	NAVIRES CONSERVÉS Nombre total	
				Pre- Jutland	Post- Jutland
			Maine (20), Missouri (20), Virginia (17), Nebraska (17), Georgia (17), New Jersey (17), Rhode Island (17), Connecticut (17), Louisiana (17), Vermont (16), Kansas (16), Minnesota (16), New Hampshire (15), South Carolina (13), Michigan (13), Washington (0), South Dakota (0), Indiana (0), Montana (0), North Carolina (0), Iowa (0), Massachusetts (0), Lexington (0), Constitution (0), Constellation (0), Saratoga (0), Ranger (0), United States (0) (1).		
1922..	»	A, B (2) ..	Delaware (12), North Dakota (12).	15	3
1923..	»	»	»	15	3
1924..	»	»	»	15	3
1925..	»	»	»	15	3
1926..	»	»	»	15	3
1927..	»	»	»	15	3
1928..	»	»	»	15	3
1929..	»	»	»	15	3
1930..	»	»	»	15	3
1931..	C, D.....	»	»	15	3
1932..	E, F.....	»	»	15	3
1933..	G.....	»	»	15	3
1934..	H, I.....	C, D.....	Florida (23), Utah (23), Wyoming (22)	12	5
1935..	J.....	E, F.....	Arkansas (23), Texas (21), New-York (21)	9	7
1936..	K, L.....	G.....	Nevada (20), Oklahoma (20).....	7	8
1937..	M.....	H, I.....	Arizona (21), Pennsylvania (21) ..	5	10
1938..	N, O.....	J.....	Mississippi (21).....	4	11
1939..	P, Q.....	K, L.....	New Mexico (21), Idaho (20).....	2	13
1940..	»	M.....	Tennessee (20).....	1	14
1941..	»	N, O.....	California (20), Maryland (20).....	—	15
1942..	»	P, Q.....	2 navires de la classe West Virginia.....	—	15

(1) Les États-Unis pourront conserver l'Oregon et l'Illinois pour des destinations autres que le combat, en se conformant aux dispositions de la Partie 2, III (b).

(2) 2 de la classe West Virginia.

NOTE. — Les lettres A, B, C, D, etc., représentent chacune un navire de ligne de 35,000 tonnes de déplacement type, mis sur cale et achevé dans les années indiquées.

EMPIRE BRITANNIQUE

ANNÉE	NAVIRES MIS SUR CALE	NAVIRES ACHEVÉS	NAVIRES A DÉCLASSER (Age entre parenthèses)	NAVIRES CONSERVÉS Nombre total	
				Pre- Jutland	Pos- Jutland
			<i>Commonwealth</i> (16), <i>Agamemnon</i> (13), <i>Dreadnought</i> (15), <i>Bellerophon</i> (12), <i>St.-Vincent</i> (11), <i>Inflexible</i> (13), <i>Superb</i> (12), <i>Nephtune</i> (10), <i>Hercules</i> (10), <i>Indomitable</i> (13), <i>Temeraire</i> (12), <i>New Zealand</i> (9), <i>Lion</i> (9), <i>Princess Royal</i> (9), <i>Conqueror</i> (9), <i>Monarch</i> (9), <i>Orion</i> (9), <i>Australia</i> (8), <i>Agincourt</i> (7), <i>Erin</i> (7), 4 en construction ou en projet (1).	21	1
1922..	A, B (2)..	»	»	21	1
1923..	»	»	»	21	1
1924..	»	»	»	21	1
1925..	»	A, B.....	<i>King George V</i> (13), <i>Ajax</i> (12), <i>Centurion</i> (12), <i>Thunderer</i> (13).	17	3
1926..	»	»	»	17	3
1927..	»	»	»	17	3
1928..	»	»	»	17	3
1929..	»	»	»	17	—
1930..	»	»	»	17	—
1931..	C, D.....	»	»	17	—
1932..	E, F.....	»	»	17	3
1933..	G.....	»	»	17	3
1934..	H, I.	C, D.....	<i>Iron Duke</i> (20), <i>Marlborough</i> (20), <i>Emperor of India</i> (20), <i>Benbow</i> (20).	13	5
1935..	J.....	E, F.....	<i>Tiger</i> (21), <i>Queen Elizabeth</i> (20), <i>Warspite</i> (20), <i>Barham</i> (20).	9	7
1936..	K, L.....	G.....	<i>Malaya</i> (20), <i>Royal Sovereign</i> (20).	7	8
1937..	M.....	H, I.....	<i>Revenge</i> (21), <i>Resolution</i> (21).....	5	10
1938..	N, O.....	J.....	<i>Royal Oak</i> (22).....	4	11
1939..	P, Q.....	K, L.....	<i>Valiant</i> (23), <i>Repulse</i> (23).....	2	13
1940..	»	M.....	<i>Renown</i> (24).....	1	14
1941..	»	N, O.....	<i>Ramillies</i> (24), <i>Hood</i> (21).....	—	15
1942..	»	P, Q.....	A (17), B (17).....	—	15

(1) L'Empire Britannique pourra conserver le *Colossus* et le *Collingwood* pour des destinations autres que le combat en se conformant aux dispositions de la Partie 2, III, (b).

(2) 2 navires de 35,000 tonnes de déplacement type.

NOTE. — Les lettres A, B, C, D, etc., représentent chacune un navire de ligne de 35,000 tonnes de déplacement type, mis sur cale et achevé dans les années indiquées.

FRANCE

ANNÉE	NAVIRES	NAVIRES	NAVIRES A DÉCLASSER (Age entre parenthèses)	NAVIRES CONSERVÉS Nombre total	
	MIS SUR CALE	ACHEVÉS		Pre- Jutland	Pos- Jutland
1922..	»	»	»	7	—
1923..	»	»	»	7	—
1924..	»	»	»	7	—
1925..	»	»	»	7	—
1926..	»	»	»	7	—
1927..	35,000 t.	»	»	7	—
1928..	»	»	»	7	—
1929..	35,000 t.	»	»	7	—
1930..	»	35,000 t.	<i>Jean-Bart (17) Courbet (17).....</i>	5	(¹)
1931..	35,000 t.	»	»	5	(¹)
1932..	35,000 t.	35,000 t.	<i>France (18).....</i>	4	(¹)
1933..	35,000 t.	»	»	4	(¹)
1934..	»	35,000 t.	<i>Paris (20), Bretagne (20).....</i>	2	(¹)
1935..	»	35,000 t.	<i>Provence (20) ...</i>	1	(¹)
1936..	»	35,000 t.	<i>Lorraine (20).....</i>	—	(¹)
1937..	»	»	»	—	(¹)
1938..	»	»	»	—	(¹)
1939..	»	»	»	—	(¹)
1940..	»	»	»	—	(¹)
1941..	»	»	»	—	(¹)
1942..	»	»	»	—	(¹)

(1) Dans les limites du tonnage total; nombre non fixé.

NOTE. — La France réserve expressément son droit d'employer son allocation de tonnage de navires de ligne comme elle le jugera bon, pourvu que le déplacement de chaque navire ne dépasse pas 35,000 tonnes et que le tonnage total des navires de ligne reste dans les limites imposées par le présent Traité.

ITALIE

ANNÉE	NAVIRES MIS SUR CALE	NAVIRES ACHEVÉS	NAVIRES A DÉCLASSER (Age entre parenthèses)	NAVIRES CONSERVÉS Nombre total	
				Pre- Jutland	Post- Jutland
1922..	«	«	«	6	—
1923..	«	«	«	6	—
1924..	«	«	«	6	—
1925..	«	«	«	6	—
1926..	«	«	«	6	—
1927..	35.000 t.	«	«	6	—
1928..	«	«	«	6	—
1929..	35.000 t.	«	«	6	—
1930..	«	«	«	6	—
1931..	35.000 t.	35.000 t.	<i>Dante Alighieri</i> (19).....	5	(1)
1932..	45.000 t.	«	«	5	(1)
1933..	35.000 t.	35.000 t.	<i>Leonardo Da Vinci</i> (19).....	4	(1)
1934..	«	«	«	4	(1)
1935..	«	25.000 t.	<i>Giulio Cesare</i> (21).....	3	(1)
1936..	«	45.000 t.	<i>Conte di Cavour</i> (21), <i>Duilio</i> (21).	1	(1)
1937..	«	25.000 t.	<i>Andrea Doria</i> (21).....	—	(1)

1. Dans les limites du tonnage total ; nombre non fixé.

NOTE. — L'Italie réserve expressément son droit d'employer son allocation de tonnage de navires de ligne comme elle le jugera bon, pourvu que le déplacement de chaque navire ne dépasse pas 35.000 tonnes et que le tonnage total de navires de ligne reste dans les limites imposées par le présent Traité.

JAPON

ANNÉE	NAVIRES	NAVIRES	NAVIRES A DÉCLASSER (Age entre parenthèses)	NAVIRES CONSERVÉS Nombre total	
	MIS SUR CALE	ACHEVÉS		Pre- Jutland	Post- Jutland
			<i>Hizen (20), Mikasa (20), Kashima (16), Katori (16), Satsuma (12), Aki (11), Settsu (10), Ikoma (14), Ibuki (12), Kurama (11), Amagi (0), Akagi (0), Kaga (0), Tosa (0), Takao (0), Atago (0).</i>	8	2
			Projet de programme : 8 navires non sur cale (1).		
1922..	«	«	«	8	2
1923..	«	«	«	8	2
1924..	«	«	«	8	2
1925..	«	«	«	8	2
1926..	«	«	«	8	2
1927..	«	«	«	8	2
1928..	«	«	«	8	2
1929..	«	«	«	8	2
1930..	«	«	«	8	2
1931..	A	«	«	8	2
1932..	B	«	«	8	2
1933..	C	«	«	8	2
1934..	D	A	<i>Kongo (21)</i>	5	3
1935..	E	B	<i>Hiyei (21) Haruna (20)</i>	5	4
1936..	F	C	<i>Kirishima (21)</i>	4	5
1937..	G	D	<i>Fuso (22)</i>	3	6
1938..	H	E	<i>Yamashiro (21)</i>	2	7
1839..	I	F	<i>Ise (22)</i>	1	8
1840..	«	G	<i>Hiuga (22)</i>	—	9
1841..	«	H	<i>Nagato (21)</i>	—	9
1842..	«	I	<i>Mutsu (21)</i>	—	9

(1) Le Japon pourra conserver le *Shikishima* et l'*Asahi* pour des destinations autres que le combat, en se conformant aux dispositions de la Partie 2, III (b).

NOTE. — Les lettres A, B, C, D, etc., représentent chacune un navire de ligne de 35.000 tonnes de déplacement type, mis sur cale et achevé dans les années indiquées.

Note visant tous les tableaux de la Section II

Dans les tableaux précédents, l'ordre suivant lequel sont inscrits les navires à déclasser est celui de leur âge. Il est entendu que, quand les remplacements commenceront, conformément aux dits tableaux, l'ordre de déclassement des navires de chaque puissance contractante pourra être changé au gré de cette puissance, pourvu qu'elle décline, chaque année, le nombre de navires indiqué par ces tableaux.

PARTIE IV

DÉFINITIONS

Dans le présent Traité, les expressions suivantes doivent s'entendre respectivement avec le sens ci-après :

Navire de ligne

Un navire de ligne, en ce qui concerne les navires à construire dans l'avenir, est un navire de guerre autre qu'un navire porte-aéronefs, dont le déplacement type est supérieur à 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques), ou qui porte un canon d'un calibre supérieur à 8 pouces (203 millimètres).

Navire porte-aéronefs

Un navire porte-aéronefs est un navire de guerre d'un déplacement type supérieur à 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques), spécifiquement et exclusivement destiné à porter des aéronefs. Il doit être construit de manière qu'un aéronef puisse y prendre son vol ou s'y poser. Son plan et sa construction ne doivent pas lui permettre de porter un armement plus puissant que celui autorisé, soit par l'article 9, soit par l'article 10, selon le cas.

Déplacement type

Le déplacement type d'un navire est le déplacement d'un navire achevé, avec son équipage complet, ses machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

Le mot tonne employé dans le présent Traité sans la qualification de « métrique » désigne une tonne de 2 240 lbs. ou 1.016 kilogrammes.

Les navires actuellement achevés continueront à figurer avec le déplacement (1) qui leur est attribué, selon leur système national d'évaluation.

1. Le tonnage de déplacement est le tonnage employé pour signifier l'importance des navires de guerre. Il exprime le poids réel du navire. L'unité de poids est suivant les pays, la tonne métrique de 1.000 kilogrammes ou la tonne de 2.240 livres anglaises, soit 1.016 kilos. En outre, le poids réel du navire est calculé, tantôt en y comprenant le plein de charbon et le plein d'eau pour les machines, tantôt sans ce double plein. En France la tonne prise comme unité est la tonne métrique et le chiffre du tonnage est celui du poids réel du navire prêt à prendre la mer, y compris le combustible et l'eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières. En Angleterre la tonne prise

Toutefois, lorsqu'une Puissance compte le déplacement de ses navires en tonnes métriques, elle sera considérée, pour l'application du présent Traité, comme ne possédant que le tonnage équivalent en tonnes de 2.240 lbs.

Les navires achevés par la suite seront comptés pour leur déplacement type tel qu'il est défini au premier alinéa de la présente définition.

comme unité est la tonne de 2.240 livres anglaises ou 1.016 kilos, mais le chiffre du tonnage est sensiblement, comme en France, celui du poids du navire prêt à prendre la mer, y compris le combustible et l'eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

Conséquemment en prenant les chiffres de la conférence pour ce qu'ils valent, un vaisseau anglais de 35.000 tonnes équivaut à un vaisseau américain de 37.000 tonnes et à un vaisseau français de 37.592 tonnes.

Pour éviter les difficultés qui naissent de ces différences d'unités et de méthodes, le Traité de Washington, définit pour son exécution, en ce qui concerne les vaisseaux de ligne qui seront construits à l'avenir, la tonne de déplacement et indique la méthode pour calculer le tonnage. La tonne considérée est la tonne anglaise et le tonnage est calculé sensiblement suivant la méthode anglaise ci-dessus définie.

CHAPITRE III

Dispositions diverses. — Durée du traité

ART. 21

« Si pendant la durée du présent traité une puissance contractante estime que les exigences de sa sécurité nationale en ce qui touche la défense navale se trouvent matériellement affectés par des circonstances nouvelles, les puissances contractantes se réuniront en conférence sur sa demande pour examiner à nouveau les dispositions du présent traité et s'entendre sur les amendements à y apporter.

En raison des possibilités de progrès dans l'ordre technique et scientifique les Etats-Unis provoqueront la réunion d'une conférence de toutes les puissances contractantes, après les avoir consultées.

Cette conférence se tiendra aussitôt que possible après l'expiration d'une période de huit ans à dater de la mise en vigueur du présent traité et examinera les changements à y apporter, s'il y a lieu, pour faire face à ces progrès. »

Le traité restera en vigueur dit l'article 23 jusqu'au 31 décembre 1936.

Voilà sa durée normale. Mais les puissances contractantes comprenant que tant de dispositions basées sur l'état actuel des bâtiments d'un type transitoire deviendraient forcément caduques ou inapplicables avant cette date, ont prévu la possibilité de reviser les standard adoptés.

ART. 22

Art. 22. — Si l'une des puissances contractantes se trouve engagée dans une guerre qui, dans son opinion, affecte sa sécurité nationale du côté de la mer, cette puissance pourra, sur avis préalable donné aux autres puissances contractantes, se dégager, pour la durée des hostilités, de ses obligations résultant du présent traité, à l'exception de celles qui sont prévues aux articles 13 et 17. Toutefois, cette puissance devra notifier aux autres puissances contractantes que la situation est d'un caractère assez critique pour exiger cette mesure.

Dans ce cas, les autres puissances contractantes échangeront leurs vues pour arriver à un accord sur les dérogations temporaires que l'exécution

du traité devrait comporter, s'il y a lieu, en ce qui les concerne. Si cet échange de vues ne conduit pas à un accord, conclu régulièrement selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues, chacune d'entre elles pourra, après en avoir donné notification aux autres, se dégager, pour la durée des hostilités, des obligations résultant du présent traité, à l'exception de celles qui sont prévues aux articles 13 et 17.

A la cessation des hostilités, les puissances contractantes se réuniront en conférence pour examiner les modifications à apporter, s'il y a lieu, au présent traité.

Dans le traité de Washington il n'y a donc que 2 articles obligatoires : l'article 13, qui interdit de remettre en service, comme navire de guerre, l'un des bâtiments que le traité ordonne de déclasser et l'article 17 qui interdit à un Etat d'employer, pour son propre usage des navires de guerre qui seraient construits sur son territoire pour le compte d'une tierce puissance. Ces articles, à eux seuls, ne constituent évidemment pas une limitation des armements navals. Le premier n'a pas beaucoup d'intérêt car les navires démodés ne sont pas ceux qu'on mettrait volontiers en service. Le second resterait sans effet si la tierce puissance pour laquelle les navires sont construits se trouvait être l'alliée de la puissance chez laquelle la construction a lieu ; dans ce cas en effet les navires entreraient en ligne avec le pavillon de l'état pour le compte duquel ils ont été construits, et rien ne pourrait les empêcher de se joindre, comme alliés, à la flotte du pays constructeur. Quant au reste du traité il s'évanouit à partir du moment où une puissance notifie aux autres qu'elle se trouve engagée dans une guerre, qui, dans son opinion, affecte sa sécurité nationale du côté de la mer. A dater de cette notification la puissance qui en a pris l'initiative peut mettre en chantier autant d'unités qu'elle veut et monter sur ses navires des canons aussi gros qu'il lui plaît. Et les autres peuvent en faire autant.

ART. 23

Art. 23. — Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936. S'il n'est fait notification deux ans avant cette date par aucune des puissances contractantes de son intention de mettre fin au traité, ce dernier restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à dater du jour où l'une des puissances contractantes notifiera son intention de mettre fin au traité. En ce cas, le traité prendra fin pour toutes les puissances contractantes. La notification devra être faite par écrit au gouver-

nement des Etats-Unis, qui devra immédiatement en transmettre aux puissances une copie authentique avec l'indication de la date de réception. La notification sera considérée comme faite à cette date, à partir de laquelle elle produira son effet. Dans le cas où le gouvernement des Etats-Unis notifierait son intention de mettre fin au traité cette notification sera remise aux représentants diplomatiques à Washington des autres puissances contractantes; la notification sera considérée comme faite et prendra effet à la date de la communication auxdits représentants diplomatiques.

Toutes les puissances contractantes devront se réunir en conférence dans le délai d'un an à partir de la date à laquelle aura pris effet la notification, par une puissance, de son intention de mettre fin au traité.

Autrement dit :

1^o Le traité se continuera indéfiniment par tacite reconduction à partir du 31 décembre 1936;

2^o Si une partie contractante veut faire obstacle à la tacite reconduction elle devra, deux ans avant cette date, faire notification de son intention au gouvernement des Etats-Unis.

Le caractère indéfini de la tacite reconduction ne doit en aucune manière être considéré comme donnant aux chiffres qui fixent le tonnage une valeur symbolique exprimant un rapport permanent et nécessaire entre les forces navales des parties contractantes. Ces chiffres ne sont que la constatation d'un état de fait. La tacite reconduction ne peut leur conférer une valeur qu'ils n'ont pas par eux-mêmes.

Le gouvernement qui en 1934 aura la faculté d'user de la dénonciation ne saurait être lié pour un traité nouveau par les chiffres dont il s'agit.

Au cours de sa durée, le traité peut être modifié :

1^o D'une manière générale par la Conférence de revision instituée par l'article 21, § 2 ci-dessus cité ;

2^o Quand une puissance contractante estime que les exigences de sa sécurité nationale en ce qui touche la défense nationale, se trouvent matériellement affectées par des circonstances nouvelles.

Alors les puissances contractantes se réunissent en conférence sur sa demande pour examiner à nouveau les dispositions du traité et s'entendre sur les amendements à y apporter ;

3^o Si l'une des puissances contractantes se trouve engagée dans une guerre qui, dans son opinion, affecte sa sécurité nationale

du côté de la mer, cette puissance peut alors, sur avis préalable donné aux autres puissances contractantes, se dégager pour la durée des hostilités, des obligations du traité.

ART. 24

Art. 24. — Le présent traité sera ratifié par les puissances contractantes selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues, prendra effet à la date du dépôt de toutes les ratifications, dépôt qui sera effectué à Washington, le plus tôt qu'il sera possible. Le gouvernement des Etats-Unis remettra aux autres puissances contractantes une copie authentique du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Le présent traité, dont les textes français et anglais feront foi, restera déposé aux archives du gouvernement des Etats-Unis ; des expéditions authentiques seront remises par ce gouvernement aux autres puissances contractantes.

Fait à Washington, le 6 février 1922.

Charles Evans Hughes (Etats-Unis).
Henry Cabot Lodge (Etats-Unis).
Oscar W. Underwood (Etats-Unis).
Elihu Root (Etats-Unis).
Arthur James Balfour (Angleterre).
Lee of Farcham (Angleterre).
A. C. Geddes (Angleterre).
R. L. Borden (Canada).
G. F. Pearce (Australie).
John W. Salmond (Nouvelle-Zélande).
A. J. Balfour (Afrique du Sud).
V. S. Srinavasa Sastri (Indes).
A. Sarraut (France).
Jusserand (France).
Carlo Shanzer (Italie).
V. Roland Ricci (Italie).
Luigi Albertini (Italie).
T. Kato (Japon).
K. Shidehara (Japon).
M. Hanihara (Japon).

CHAPITRE IV

LE DÉSARMEMENT TERRESTRE

Les règles pour l'emploi des sous-marins. — Les gaz toxiques
Les lois de la guerre

L'ordre du jour de la Conférence, tel qu'il avait été proposé par M. Hughes contenait la discussion de la question du désarmement terrestre.

M. Briand qui ne pouvait séjourner longtemps aux Etats-Unis tint à prendre part lui-même à cette discussion pour y défendre le point de vue de la France.

Cette importante question fut examinée dans la troisième séance plénière de la Conférence qui se tint le 21 novembre.

M. Hughes fit d'abord ressortir que la question n'intéressait pas les Etats-Unis qui avaient, à la fin de la guerre, 4.200.000 hommes sous les armes, et qui, depuis lors, avaient réduit leurs troupes régulières à 160.000 hommes. Puis il ajouta : « Nous nous rendons parfaitement compte des difficultés et des appréhensions des autres pays et nous sommes prêts à nous incliner devant toutes les considérations de sécurité nationale.

M. Briand ensuite, dans un discours magistral, qui souleva d'ailleurs un enthousiasme unanime (et passager [malheureusement]) exposa la situation spéciale de la France, et l'impossibilité dans laquelle elle se trouvait de réduire son armée plus qu'elle ne l'avait fait. « Il serait souhaitable, dit-il, qu'on comprît les inquiétudes d'une France désarmée en présence d'une Allemagne hostile. » Il montra en outre l'Allemagne prête à la revanche, camouflant une armée sous la dénomination de troupes de police, accumulant les dépôts clandestins de matériel de guerre, toute frémissante de haine avec ses 70 millions d'habitants et 7 ou 8 millions d'hommes en état de porter les armes, en face de 40 millions de Français ; il rappela le péril que pourrait un jour

lui faire courir l'armée russe alliée de l'Allemagne. Il rappela que depuis un siècle la France avait eu à subir quatre fois l'invasion allemande en 1814-1815-1870-1914 et qu'elle devait se préserver contre la perpétuelle menace que font peser sur elle les aspirations de ses voisins de l'Est.

A la suite de ce plaidoyer, la question fut considérée comme réglée, et il fut admis que la France serait libre d'assurer à son gré la protection de sa frontière terrestre.

Quelques jours plus tard cependant M. Briand eut à repousser un nouvel assaut au cours d'une séance du Comité des Cinq (composé des chefs des délégations des cinq grandes puissances). Il parvint à faire écarter une proposition demandant l'examen du problème du désarmement terrestre par une commission générale. Mais par contre il proposa la nomination de 3 commissions chargées de l'étude du contrôle des nouveaux moyens de guerre.

Cette proposition fut favorablement accueillie et le Comité des Cinq décida de former des conseils d'experts qui devaient s'occuper respectivement des sujets suivants :

I. *Flottes aériennes* : leurs qualités, leur caractère, leur emploi ;

II. *Gaz toxiques* ;

III. *Règles pour la conduite de la guerre.*

Le travail de ces commissions ne fut pas vain, car sur leur proposition la Conférence adopta des résolutions sur l'emploi des sous-marins contre les navires marchands, et rappela la prohibition de l'emploi des gaz toxiques déjà édictée dans les traités de paix qui mirent fin à la guerre.

Règles pour l'emploi des sous-marins et des gaz toxiques. — Nous avons vu que l'accord ne put se faire sur la question de la suppression des sous-marins, mais durant la discussion qui eut lieu à cette occasion toutes les délégations affirmèrent l'urgence de réglementer l'emploi des sous-marins contre les navires de commerce, et flétrirent la guerre sous-marine telle que l'avaient pratiquée les Allemands. L'opinion générale était que les sous-marins devaient se conformer en tous points aux règles édictées par le droit international maritime en ce qui concerne l'arraisonnement, la visite et le cas échéant la prise ou la destruction des navires de commerce par

les navires de guerre de surface. C'est la condamnation des torpillages sans avertissement.

Au cours de la discussion M. Root rappela d'ailleurs que le torpillage du *Lusitania* fut une des causes dominantes de l'entrée en guerre des Etats-Unis et insista sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le retour de semblables actes de barbarie.

Les résolutions adoptées par la Conférence furent réunies en un traité qui fut signé le 6 février 1922 lors de la séance de clôture par les plénipotentiaires des grandes puissances.

TRAITÉ

ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE,
L'ITALIE ET LE JAPON
RELATIF A L'EMPLOI DES SOUS-MARINS ET DES GAZ ASPHYXIANTS
EN TEMPS DE GUERRE

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE et le JAPON, ci-après désignés les puissances signataires, désireux de rendre plus efficaces les règles adoptées par les nations civilisées pour la protection de la vie des neutres et des non-combattants sur la mer en temps de guerre et d'empêcher l'emploi dans la guerre des gaz et des produits chimiques nuisibles, ont décidé de conclure un traité à cet effet.

ART. I

Les puissances signataires déclarent qu'au nombre des règles adoptées par les nations civilisées pour la protection de la vie des neutres et des non-combattants en mer en temps de guerre les règles suivantes doivent être considérées comme faisant déjà partie du droit international :

1^o Un navire de commerce ne peut être saisi avant d'avoir reçu l'ordre, en vue de déterminer son caractère, de se soumettre à la visite et à la perquisition.

Un navire de commerce ne peut être attaqué que si, après une mise en demeure, il refuse de s'arrêter pour se soumettre à la visite et à la perquisition, ou si, après saisie, il refuse de suivre la route qui lui est indiquée.

Un navire de commerce ne peut être détruit que lorsque l'équipage et les passagers ont été préalablement mis en sûreté.

2^o Les sous-marins belligérants ne sont, en aucune circonstance, dispensés des règles universelles ci-dessus rappelées ; au cas où un sous-marin ne serait pas en mesure de capturer un navire de commerce en respectant lesdites règles, il doit d'après le droit des gens reconnu, renoncer à l'attaque ainsi qu'à la saisie et laisser le navire de commerce continuer sa route sans être molesté.

ART. 2

Les puissances signataires invitent toutes les autres puissances civilisées à adhérer à la reconnaissance de ce droit établi, de sorte qu'il y ait une entente publique universelle bien définie quant aux règles de conduite selon lesquelles l'opinion publique du monde jugera les belligérants de l'avenir.

ART. 3

Les puissances signataires, désireuses d'assurer l'exécution des lois d'humanité déjà reconnues et confirmées par elles relativement à l'attaque, à la saisie et à la destruction des navires de commerce, déclarent en outre que tout individu au service de quelque puissance que ce soit, agissant ou non sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique, qui violera l'une ou l'autre desdites règles, sera réputé avoir violé les lois de la guerre et sera susceptible d'être jugé et puni comme s'il avait commis un acte de piraterie. Il pourra être mis en jugement devant les autorités civiles et militaires de toute puissance dans le ressort de l'autorité de laquelle il sera trouvé.

Cet article est destiné à combler une lacune que certains déplorent durant la dernière guerre.

Il était en effet impossible, à défaut de textes appropriés, de juger comme pirates les commandants des sous-marins allemands qui tombaient en notre pouvoir après s'être livrés à des actes de barbarie qui révoltaient la conscience de l'humanité. La loi du 10 août 1825 qui réprime en France la piraterie exige en effet, pour appliquer à un navire le titre de pirate, certaines conditions que ne remplissaient pas les sous-marins allemands, car, s'il est vrai qu'ils ne connaissaient aucun frein et n'observaient pas les règles de l'humanité, ils agissaient sur l'ordre d'une grande puissance et arboraient un pavillon. Dans ces conditions le crime de piraterie n'était pas constitué.

ART. 4

Les puissances signataires reconnaissent qu'il est pratiquement impossible d'utiliser les sous-marins à la destruction du commerce sans violer, ainsi qu'il a été fait au cours de la guerre 1914-1918, les principes universellement acceptés par les nations civilisées pour la protection de la vie des neutres et des non-combattants, et, dans le dessein de faire universellement reconnaître comme incorporée au droit des gens l'interdiction d'employer les sous-marins à la destruction du commerce, conviennent de se considérer comme liées désormais entre elles par cette interdiction et invitent toutes les autres nations à adhérer au présent accord.

ART. 5

L'emploi à la guerre des gaz asphyxiants, empoisonnés ou autres, et de tous liquides ou systèmes analogues, ayant été justement condamné par l'opinion générale du monde civilisé, et la prohibition d'employer ces procédés ayant été édictée dans des traités qui ont été signés par la majorité des nations civilisées, les puissances signataires afin que cette prohibition soit universellement acceptée comme une loi internationale liant aussi bien la conscience que les actes des nations, déclarent adhérer à cette prohibition et invitent toutes les autres nations civilisées à y adhérer.

L'adoption de cet article n'alla d'ailleurs pas sans discussion. Les Etats-Unis qui, à la fin de la guerre étaient parvenus à un haut degré de préparation en ce qui concerne la guerre chimique, attachaient une grande importance à cette question et tout en redoutant l'usage des gaz toxiques que pourraient faire contre eux certaines puissances, ils s'apprêtaient à en user largement (1).

En effet le brigadier général Ames Fries, chef des services chimiques de la guerre, avait remis au début de 1921 au major général Wood un rapport dans lequel il disait : « Les Japonais pourraient devenir rapidement maîtres des Philippines, de Guam et d'Hawaï par l'emploi de gaz moutarde qu'ils répandraient sur les fortifications au moyen de dirigeables. Les Japonais pourraient aisément transporter 100 tonnes de gaz moutarde à bord d'une flotte aérienne composée de 100 avions. Cette flotte arriverait de nuit à Corregidor et infecterait rapidement toute l'île. Le même procédé pourrait être employé pour Yap, pour d'autres points et au besoin pour un grand nombre de villes américaines ! »

Et le brigadier général envisageait la riposte et déclarait à la même époque devant le « Général Staff Collège » : (2)

« La marine se servira des gaz à la fois dans ses canons et sous forme de nuages. Les gaz toxiques pénétreront dans les systèmes de ventilation des bâtiments. La marine étudie la façon de repousser ces gaz en les projetant sur les navires ennemis.

Les nuages toxiques pourront être déversés à torrents par des bombes d'avions ou être envoyés sous l'eau par des sous-marins. Ce sera par exemple du phosphore blanc qui brûle et

1. *Naval and Military Register*, 14 mai 1921.

2. *Revue Maritime*, août 1921.

ne peut pas être asséché. Notre programme est prêt. Nous emploierons les nuages toxiques, le phosphore et un puissant gaz goudronné ».

Une forte opposition se manifesta d'ailleurs au sein de la Commission car plusieurs experts prétendaient que les gaz étaient plus humains que les mitrailleuses ou les canons.

Ne voyons-nous pas l'Amiral Sir Reginald Bacon (2) déclarer que « les gaz toxiques tueraient la guerre » comme d'autres avaient dit que « l'avion tuera la guerre ».

« Aucune limitation de puissance maritime dit-il n'aura pour effet d'empêcher les guerres dans l'avenir. L'accord international signé à Washington est un pas important effectué vers le désarmement, mais il convient dans notre optimisme de ne pas nous jeter aux extrêmes en cette matière.

« C'est l'aviation, seule à même de porter la guerre chez elle à la population civile, qui mettra fin aux guerres. Aussi longtemps que le choc du combat n'atteindra que soldats et marins et que ceux qui restent chez eux n'éprouveront pas vivement l'horreur de la bataille, aussi longtemps que l'élément jeune de la population aspirera à gagner gloire et renom en même temps qu'à satisfaire ses instincts primitifs de lutte, les dispositions des peuples à faire la guerre se maintiendront. Mais quand les gaz délétères chasseront les civils, femmes et enfants dans les caves et les y tueront, quand le combat consistera surtout à laisser tomber des bombes empoisonnées et ne pourra plus en aucune manière apporter honneur et gloire aux aviateurs, alors la guerre cessera, tuée par la peur et par le mutuel dégoût. »

ART. 6

Cet article prévoit des formalités de ratification du présent traité.

ART. 7

Le Gouvernement des Etats-Unis fera parvenir ultérieurement à toutes les puissances non signataires une expédition authentique du présent traité et les invitera à y donner leur adhésion.

Toute puissance non signataire pourra adhérer au présent traité en faisant parvenir l'instrument portant adhésion au gouvernement des Etats-Unis, qui en transmettra une expédition authentique à chacune des puissances signataires ou adhérentes.

1. *Nineteenth Century*, janvier 1922.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent traité.

Fait à Washington, le six février mil neuf cent vingt-deux.

Suivent les signatures.

Le sénateur Rool en soumettant ce traité à l'approbation de la Conférence en délimita la portée et en précisa l'esprit, insistant surtout sur le rôle attribué à l'opinion publique pour en assurer l'application.

« Vous remarquerez dit-il, que ce traité n'entreprend pas la codification de la loi internationale en ce qui concerne la visite, la fouille et la saisie des navires marchands. Mais il entreprend d'établir solidement les règles les plus importantes et les plus effectives du droit des gens en ce qui regarde le traitement des navires de commerce par les vaisseaux de guerre et de déclarer que les sous-marins ne sont, en aucune circonstance, dispensés de l'observation de ces règles d'humanité pour la protection de l'existence de non-combattants innocents.

Il entreprend de plus de stigmatiser la violation de ces règles et le massacre, au mépris des lois de la guerre, de femmes, d'enfants et de non-combattants par la destruction des navires de commerce à bord desquels ils ont pris passage voulant que dorénavant de tels actes soient punis comme des actes de piraterie par les cinq grandes puissances et par toutes les autres nations civilisées qui y adhéreront.

Il entreprend encore de supprimer la tentation de violer ces règles en utilisant les sous-marins pour la capture des navires de commerce et pour parvenir à ce résultat il prohibe radicalement l'emploi des sous-marins à cet usage.

Il entreprend enfin de dénoncer l'usage de gaz empoisonnés et de produits chimiques en cas de guerre, ainsi que cela s'est produit pendant la guerre 1914-1918, à l'horreur de la civilisation tout entière.

Des sceptiques ont dit que dans l'ardeur de la lutte ces règles seront violées. Les sceptiques sont toujours myopes et souvent les faits les plus importants se trouvent hors du champ de leur vision.

Nous accordons que ces règles limitant l'emploi d'engins de guerre, établies par des diplomates, seront violées dans la lutte. Nous accordons que les obligations les plus solennelles prises par

un gouvernement à ce sujet seront violées. Mais derrière les diplomates, derrière les gouvernements, il y a l'opinion publique du monde civilisé qui peut punir. Elle peut assurer une sanction à cette prohibition avec des conséquences aussi terribles que n'importe quelle loi criminelle votée par un parlement (1).

Nous accordons que dans de telles matières qui sont compliquées et difficiles, l'opinion publique peut être abusée et manquer d'efficacité ; cependant lorsqu'une règle claire et simple est basée sur les idées fondamentales de l'humanité et que l'opinion publique du monde entier a rendu un jugement définitif sur cette règle, elle sera appuyée par la plus grande force connue dans l'histoire des peuples, cette force sur laquelle reposent les espérances du monde entier. »

Cette déclaration du sénateur Root au point de vue du droit international est des plus intéressante car son auteur, tout en reconnaissant que les règles exprimées sont parfois violées, exprime avec force et avec une certaine grandeur sa confiance dans le pouvoir de l'opinion publique pour sanctionner ce que j'oserais appeler « les décisions de la conscience universelle ».

Commission pour réviser les lois de la guerre

La Conférence se sépara avant que la question de la revision des lois de la guerre, telles qu'elles résultent de la Conférence de La Haye de 1907, ait été examinée. Elle adopta donc la résolution suivante qui prévoit la réunion d'une commission dont le rôle serait d'examiner les modifications aux règles de 1907 qui peuvent être nécessaires par suite de l'emploi de nouveaux engins de guerre ainsi que les possibilités de faire accepter ces règles par les autres nations.

1. Six mois après la ratification de l'accord sur l'emploi des gaz toxiques, l'amiral Sins déclarait dans un speech rapporté par *l'Army and Navy Journal* du 17 mars 1922 :

« Si nous sommes attaqués, nous emploierons les gaz, nous ne regarderons pas quand, comment, pourquoi. »

Peut-être est-ce là de l'insubordination mais ceux qui blâmeront l'amiral ne pourront s'empêcher de penser que c'est malheureusement lui qui a raison.

1. — RÉSOLUTION

ÉTABLISSANT UNE COMMISSION DE JURISTES POUR ÉTUDIER LES MODIFICATIONS À APPORTER AUX LOIS DE LA GUERRE

Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon ont décidé que :

I. Une commission, composée au plus de deux membres représentant chacune des puissances précitées, sera instituée pour étudier les questions suivantes :

a) Les lois actuelles du droit international régissent-elles d'une façon adéquate les nouvelles méthodes d'attaque ou de défense résultant de l'introduction ou du développement de nouveaux engins de guerre depuis la Conférence de la Paix de 1907 ?

b) Dans le cas contraire, quels changements aux lois actuelles doivent être adoptés en conséquence, comme une partie du droit des gens ?

II. Les notifications de nomination des membres de la commission seront transmises, dans les trois mois qui suivront l'ajournement de la présente Conférence, au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui, après consultation avec les puissances intéressées, fixera le lieu et la date de la réunion de la commission.

III. La commission sera libre de demander aide et conseil aux experts en droit international et en guerre terrestre, navale et aérienne.

IV. La commission adressera un rapport de ces décisions à chacune des puissances qui en sont membres.

Ces puissances se concerteront ensuite sur l'acceptation du rapport et sur la méthode à suivre pour assurer l'étude de ses recommandations par les autres puissances civilisées.

Adoptée par la Conférence de la limitation des armements à la sixième séance plénière, le 4 février 1922.

Le même jour la Conférence adopta la résolution suivante :

RÉSOLUTION

LIMITANT LA JURIDICTION DE LA COMMISSION DES JURISTES

Il est décidé qu'en convenant de nommer une commission chargée d'examiner et de faire rapport sur les lois internationales de la guerre, applicables aux nouveaux procédés de guerre, les puissances n'ont pas l'intention de charger cette commission de soumettre à son examen et de faire rapport sur les règles ou déclarations visant les sous-marins ou l'emploi des gaz et produits chimiques, telles qu'elles ont déjà été adoptées par lesdites puissances au cours de la présente Conférence.

Aéronautique

Les conditions particulières dans lesquelles se trouve actuellement l'aviation, empêchèrent la commission de la guerre aérienne de faire œuvre utile. En effet, tant que les avions de guerre ne seront pas plus spécialisés qu'ils ne le sont actuellement, il sera toujours facile de transformer n'importe quel avion postal en avion de bombardement ou de reconnaissance.

Dans ces conditions la commission considéra qu'il était impossible de préconiser l'adoption de règles tendant à limiter le nombre ou la taille des aéronefs de guerre, car ces règles seraient pratiquement inopérantes si la fabrication des avions commerciaux restait libre. Elle craignit par une réglementation difficilement applicable d'entraver le développement d'une invention qui jouera certainement un rôle des plus importants pour le progrès de la civilisation, mais dont malheureusement la puissance aggravera les horreurs des conflits futurs.

LIVRE II

LA QUESTION DU PACIFIQUE ET LE TRAITÉ A QUATRE

L'Alliance Anglo-Japonaise
Les Iles sous mandat — l'Île de Yap

Nous avons vu que l'intention du gouvernement des Etats-Unis en convoquant la Conférence de Washington était de provoquer l'examen de deux grandes Questions : celle du désarmement naval et celle du Pacifique et d'Extrême-Orient. Ces deux questions d'ailleurs ne pouvaient être utilement discutées séparément tant la solution de l'une dépendait de la solution que la conférence apporterait à l'autre. Il nous semble même permis de penser que de ces deux questions, c'était celle du Pacifique qui était la plus importante.

Dès la séance d'ouverture de la Conférence de Washington M. le Président des Etats-Unis déclarait que « du cataclysme de la grande guerre sont sorties de nouvelles camaraderies, de nouvelles convictions, de nouvelles aspirations. »

Ces nouvelles aspirations dans le Pacifique sont la conséquence des modifications profondes survenues du fait de la guerre, dans la situation des puissances dont il était le champ d'activité économique.

Avant la guerre six grandes puissances avaient des intérêts dans le Pacifique.

Ses eaux baignaient les côtes de trois d'entre elles : c'étaient les Etats-Unis, le Japon et la Russie. Les trois autres y étaient seulement représentées par leurs établissements coloniaux.

A l'heure présente l'Allemagne ne possède plus rien dans le Pacifique et la Russie peut en être considérée comme absente. Au contraire, les Etats-Unis et le Japon y ont acquis une situa-

tion prépondérante par une plus grande extension, soit de leur territoire, soit de leur influence.

Avant la guerre, il y avait huit flottes de guerre dignes de ce nom ; de ces huit flottes trois : l'allemande, l'autrichienne et la russe ont disparu ; la flotte française et la flotte italienne sont considérablement diminuées ; la flotte américaine, la flotte anglaise et la flotte japonaise ont conservé tous leurs effectifs, si même elles ne les ont pas augmentés.

Ce déplacement de forces causait des inquiétudes, selon l'expression de M. Balfour : « Si vous voulez, disait-il, au cours de la sixième séance plénière de la Conférence de Washington, si vous voulez vraiment vous rendre compte de la grandeur de votre œuvre et des méthodes par lesquelles nos résultats ont été accomplis, puis-je vous demander de vous reporter seulement quelques mois en arrière, lorsqu'un sentiment de profonde inquiétude troublait l'esprit de ceux qui observaient l'état du sentiment public dans la vaste zone du Pacifique ? Vous vous souviendrez qu'à ce moment, bien que le monde fût encore meurtri des récentes blessures, bien que chacun murmurât sous la pression des impôts, néanmoins des hommes, se disant doués de prescience, parlaient tout de même de guerre inévitable à venir tandis que les grandes puissances maritimes se croyaient presque condamnées à cette rivalité fatale de constructions navales qui, non seulement, devait résulter en la ruine mondiale, mais était encore une menace permanente à la paix universelle. Je ne parle pas ici d'histoire ancienne. Je parle d'un état de choses qui régnait dans les douze derniers mois et vraiment à la veille de notre Conférence. »

Et plus loin, au cours du même discours, faisant une allusion plus directe encore aux difficultés qui pouvaient surgir en Extrême-Orient, à l'alliance anglo-japonaise et au Traité à Quatre qui, déjà, à cette date, 4 février 1922, était intervenu, M. Balfour ajoutait :

« Si le problème d'Extrême-Orient était la source de nos difficultés, si c'était de là que provenaient ces causes de méfiance, comment ces difficultés devaient-elles être surmontées ? Elles étaient augmentées par le fait qu'il y avait des groupes de puissances navales dans le Pacifique, groupes qui, se trouvaient justifiés par des considérations historiques, mais qui véritablement,

ne correspondaient pas à l'état de choses actuel. La première chose à faire était donc d'écarter tout ce qui, bien que cela n'eût aucune valeur pour aucun dessein que je sache, était néanmoins la cause, à tort ou à raison, de méfiances malheureuses et de discussions plus qu'inutiles sur ce qui pourrait arriver si telle ou telle complication internationale survenait. Ces méfiances et ces discussions constituent l'obstacle le plus fatal à l'établissement de ce sentiment de confiance mutuelle qui forme la base la plus solide de tout projet de désarmement. Les causes de malentendus ont été écartées ; et maintenant, en vertu du quadruple arrangement, toutes les grandes puissances du Pacifique ont pris un engagement formel et public, qui, si je ne me trompe, doit écarter à l'avenir toute cause de conflit international. »

A quoi bon limiter la puissance des flottes en capital-ships si ces flottes étaient, malgré tout, destinées à se rencontrer dans une lutte pour la conquête du Pacifique ?

A quoi bon fixer une proportion de capital-ships si les Etats-Unis étaient exposés à voir un jour, par le jeu de l'alliance anglo-japonaise, en face de leurs 18 cuirassés, les 10 cuirassés du Japon, plus les 22 de l'Angleterre ? A quoi bon tenter un désarmement si les causes de conflit dans le Pacifique entre le Japon et les Etats-Unis n'étaient pas apaisées ?

Nous allons donc étudier dans cette partie, les efforts faits par la Conférence pour écarter entre les deux grands peuples riverains du Pacifique quelques-unes des causes de friction qui, de l'avis de nombre de bons esprits, rendaient la guerre inévitable à plus ou moins longue échéance.

Examinons d'abord l'essor prodigieux du Japon depuis une vingtaine d'années et nous comprendrons la froide colère et les inquiétudes qui grondent au cœur de l'Amérique quand elle regarde vers l'Ouest et qu'elle voit menacée son hégémonie sur l'Océan Pacifique et qu'elle s'aperçoit de l'accaparement par un concurrent dangereux de l'immense marché asiatique et en particulier de la Chine. Car depuis qu'en mai 1903 le président Roosevelt a déclaré que la domination du grand Océan est réservée aux Etats-Unis, les citoyens de l'Union sont pénétrés de cette parole et s'efforcent de la réaliser.

Le Japon depuis 1900 a marché de progrès en progrès avec

une vitesse réellement stupéfiante et en 1914 ses premières manufactures commençaient à alimenter la consommation intérieure. La guerre chassa des régions d'Extrême-Orient les plus sérieux concurrents, les Français, les Anglais et les Allemands d'abord, les Américains ensuite. Aussi cette situation favorisa-t-elle un nouvel essor de l'industrie manufacturière, la flotte marchande s'accrut, et le Japon commença à inonder de ses produits tout le continent asiatique et en particulier la Chine où son commerce s'établit solidement.

Quelques chiffres illustreront cet essor économique. Les deux principaux ports de commerce du Japon sont Yokohama et Kobé. Voici en millions de yens l'importance de leur trafic :

	YOKOHAMA			KOBÉ		
	Exportation	Importation	Total	Exportation	Importation	Total
1900	96	109	205	70	137	207
1905	145	189	334	84	229	313
1910	225	154	379	122	230	352
1915	309	140	449	197	269	466
1920	766	710	1.476	519	1.127	1.646

Le plus récent port de commerce du Japon, Osaka, qui est à Kobé ce que Manchester est à Liverpool, a vu son mouvement d'affaires passer de 1900 à 1920 de 19,3 à 658 millions de yens, soit une augmentation de 3,363 pour 0/0.

Mais c'est surtout pendant la guerre mondiale que le Japon mit à profit sa situation privilégiée et remplaça sur les marchés du Pacifique ses concurrents américains et européens.

L'annuaire Statistique du ministère des Finances japonais de 1920, nous donne à cet égard quelques précisions.

De 1914 à 1918 la balance commerciale du Japon lui fut toujours favorable et ces années se soldèrent par des excédents d'exportation tels que le pays d'en avait jamais connu.

175 millions de yens en 1915 (1)			
371	«	«	1916
567	«	«	1917
293	«	«	1918

De plus la situation financière du pays était extrêmement

1. 1 yen = 2 fr. 583 au pair.

favorable, et les budgets des années de guerre se soldèrent par des excédents de recettes supérieures à ceux du temps de paix :

222 millions de yens en	1916-1917
349 « «	1917-1918
462 « «	1918-1919

sur un budget de 1 milliard 1/2.

Dans la période de 1910 à 1919 le nombre des mineurs passa de 233.000 à 464.000, celui des ouvriers des tissages mécaniques de 786.000 à 951.000, celui des métiers de 60.000 à 200.000.

La production de la houille passa de 15 à 31 millions de tonnes, la production du fer brut a quadruplé et celle de l'acier est multipliée par 40.

Le développement de la marine marchande suit une marche parallèle. Dans cette période, le tonnage de la flotte de commerce passa de 1.200.000 tonnes à 3.012.447 tonnes en 1921.

Alors qu'en 1905, 2400 navires japonais (plus de 1.700.000) pénétraient dans les ports japonais contre 2.500 navires anglais (pour 6.000.000 tonnes), en 1919 le mouvement est de 10.000 navires japonais (pour 16.000.000 tonnes) contre 838 anglais (pour 3.000.000 tonnes).

Le Japon ne se contente pas d'une flotte de charge puissante ; il crée des compagnies de navigation possédant de grands paquebots qui assurent les communications avec l'Europe, l'Australie et l'Amérique.

La puissante Compagnie « Nupon Yusen Kaisha » envisageait pour les cinq années 1920-1924 la construction de 79 steamers d'une jauge globale de 690.000 tonnes pour un prix global de 220 millions de yens. Elle désirait porter le tonnage moyen de ses paquebots destinés à assurer les transports dans le Pacifique de 9.000 à 30.000 tonnes.

Grâce à l'intensification de sa production, grâce à la puissance de sa flotte, le Japon devint le principal centre commercial du Pacifique.

En 1916, par exemple, la valeur des échanges a atteint à Yokohama et à Kobé 1.765 millions et 1.760 millions de francs alors qu'elle n'a pas dépassé 1.740 millions à Chang-Haï et 1.365 millions à Singapour (en 1915), 1.285 millions à Sydney,

1.450 millions dans l'arrondissement douanier de San Francisco, 1.500 millions dans l'Etat de Washington.

Le Japon ne se contente plus d'inonder de ses produits les marchés asiatiques, il exporte jusqu'en Amérique du Sud et en Afrique Australe.

D'autre part il tend à devenir un centre de redistribution de marchandises. Le sucre des Philippines est réexpédié du Japon en Chine. De même le coton des Indes Britanniques, des Etats-Unis, d'Egypte, est réexporté en Chine, en Australie, aux Philippines, au Cap, dans l'Asie Russe et même en Angleterre, après avoir été travaillé dans les filatures japonaises.

Cette esquisse de l'énorme développement économique du Japon permet de comprendre comment il se fit que lorsqu'après l'armistice les Américains voulurent reprendre leurs exportations dans les pays riverains du Pacifique, ils trouvèrent installés sur tous les marchés, un concurrent sérieux qui n'était pas du tout disposé à se laisser évincer... Et les questions d'intérêt surtout lorsqu'elles ont l'ampleur de celles-ci sont celles qui dressent avec le plus de violence les peuples les uns contre les autres,

Une autre question irritante se posait depuis longtemps : la question de l'émigration japonaise, de l'antagonisme des races.

La population du Japon se trouve trop à l'étroit dans son archipel, et, il ne semble qu'aucune puissance au monde, qu'aucun traité ne puisse arrêter le phénomène naturel que constitue le besoin d'expansion de tout un peuple qui ne peut plus vivre sur le sol natal parce qu'il y est trop à l'étroit. En effet la population japonaise augmente dans la proportion invraisemblable de 800.000 unités par an. Elle atteint 60 millions dans des îles qui ont 120.000 kilomètres carrés de moins que la France.

Aussi depuis un quart de siècle le Japon essaie-t-il de trouver des débouchés pour le trop-plein de sa population. Il se heurte d'ailleurs de tous côtés à une résistance extrêmement violente, car outre la protection de certains pays contre une main-d'œuvre sobre, économe et travailleuse qui contraint au chômage leurs nationaux, il y a lieu de tenir compte de l'antagonisme des races, du préjugé de la couleur, préjugé profondément ancré surtout chez l'Américain qui ne considère jamais comme son égal « l'homme de couleur » qu'il soit noir ou jaune. Aussi nous semble-t-il qu'un des problèmes capitaux, inexo-

rables, que la Conférence avait la charge de résoudre, celui dont on ne parlait pas, mais qui dominait toutes les discussions, c'est celui de la destinée des races.

Ce qui était mis en question à la Conférence c'était la primauté de l'homme blanc, son droit depuis tant de siècles incontesté, à diriger le monde selon son gré, droit que le Japonais, « l'homme de couleur » lui conteste aujourd'hui.

La population du Japon, y compris Formose, était au 31 décembre 1914 de 55.130.000 habitants ; au 31 décembre 1917 elle était de 56.860.000. Le recensement de 1920 donne les chiffres suivants :

Métropole.	55.971.140	} 59.625.538
Formose	3.654.398	
Sakhaline:	105.775	
Corée	17.284.207	
	77.015.520 habitants	

Le Japon possédait alors 2 villes de plus de 1 million d'habitants ; Tokio (2.173.112) et Osaka (1.251.972) et 16 villes de plus de 100.000 habitants.

Aussi, malgré toutes les entraves apportées par les puissances riveraines du Pacifique l'immigration japonaise se répand-elle dans tout le bassin du Grand-Océan, menaçant particulièrement les Etats-Unis.

La question, en effet, a pris à plusieurs reprises, une allure des plus aiguës dans les Etats de l'Ouest de l'Union et particulièrement en Californie, où l'hostilité tournée d'abord contre les Chinois, s'est tournée contre les Nippons depuis la guerre russo-japonaise.

En 1906 il y avait aux Etats-Unis 65.800 Japonais dont 44.250 en Californie, où grâce à leurs qualités de travail et de sobriété, ils prenaient chaque jour une place plus grande.

Les Etats de l'Ouest s'inquiétèrent et des troubles anti-japonais sérieux éclatèrent en 1908. A la suite de ces troubles, un accord intervint, l'accord Root-Takahara, dit « accord de gentlemen » parce qu'il s'est efforcé de ménager les susceptibilités japonaises. Le gouvernement japonais s'engagea à prendre les mesures nécessaires pour empêcher, dans toute la mesure du possible, l'immigration nipponne aux Etats-Unis. Il tint d'ailleurs ses engagements car les statistiques nous montrent que l'élé-

ment japonais en Californie a augmenté en douze ans de 2 o/o à 2,7 o/o, c'est-à-dire dans une proportion insignifiante(1).

Malgré cela l'hostilité ne fit que croître dans les Etats de l'Ouest et en 1920 la situation était très tendue. Il y avait des causes variées à cette recrudescence : les difficultés économiques surmontées plus facilement par les jaunes que par les blancs, politique du Japon en Chine, armements navals, propagande anti-japonaise. Le 2 novembre 1920, à la suite d'une pétition l'Etat de Californie interdit aux Japonais de devenir propriétaires fonciers, même par la voie détournée de leurs enfants nés en Amérique. A la même époque, le 27 novembre, le sénateur Lodge disait à « l'Union League Club » de Philadelphie :

« Il est un accord que j'aimerais beaucoup à conclure, c'est un accord avec le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, au sujet de l'immigration asiatique. »

Aussi, dans ces conditions, n'y a-t-il pas lieu de s'étonner de l'échec de la Conférence qui s'ouvrit le 27 juillet 1920 à Washington entre les représentants nippons et américains en vue d'arriver à un accord destiné à remplacer l'accord Root-Takahara.

L'antagonisme des deux races se montre également aux îles Sandwich ou Hawaï. Ce bel archipel polynésien à 2.000 milles de San-Francisco, dont le port, Honolulu, est un point de relâche obligatoire pour tous les navires qui, d'Australie ou de Chine, se rendent aux Etats-Unis, est véritablement la clef du Pacifique. Quand en 1898, les Américains ont annexé l'Archipel, ils l'ont fait surtout pour devancer les Japonais, dont 40.000 compatriotes étaient déjà établis dans les différentes îles du groupe. L'occupation américaine n'a pas anéanti la colonie nippone. Au recensement de 1920 sur 255.312 habitants de l'Archipel Hawaïen les Japonais constituaient 42,7 o/o de la population avec 109.367 habitants de leur race (contre 39,5 o/o en 1900 et 41,5 o/o en 1910). Si leur progression continue normalement on peut prévoir qu'à la fin du xx^e siècle, leur nombre sera supérieur à celui de tous les autres éléments bigarrés de la popula-

1. Aux termes de l'accord Root-Takahara, aucune loi américaine, injurieuse pour le Japon ne devait être adoptée. Or la Chambre des représentants a voté, au début de 1916, une loi destinée à exclure les Hindous et les autres personnes qui ne pourraient obtenir la naturalisation américaine, ce qui est le cas pour les Japonais.

tion hawaïenne. Aussi, les Américains, s'inquiétèrent-ils vivement de l'envahissement des Nippons, maîtres de tous les métiers, adonnés au travail agricole, installés comme chez eux, et en 1920 ils décidèrent la suppression des écoles japonaises, ce qui équivalait à empêcher la propagation de la langue japonaise (en 1920, 17.372 petits Japonais fréquentaient ces écoles). Quel peut être l'effet d'une pareille tentative de dénaturalisation sur les relations des deux peuples!

Nous retrouvons la même hostilité contre l'envahissement nippon en Australie, qui se sent très gravement menacée, car elle comprend qu'avec la densité excessivement réduite de sa population, elle ne pourra résister longtemps à la pression de l'immigration blanche ou jaune. Aussi la voyons-nous interdire l'immigration japonaise dans les colonies allemandes du Pacifique placées sous son mandat, et s'inquiéter de l'introduction de la main-d'œuvre japonaise dans les possessions françaises des Nouvelles-Hébrides.

D'ailleurs ne voyons-nous pas, M. Hughes, premier ministre d'Australie, rendant compte des discussions qui ont eu lieu à la Conférence impériale de Londres, prononcer ces paroles : « Pour l'Australie, le problème du Pacifique, c'est avant tout le problème du Japon. »

Devant cette hostilité croissante le Japon cherche de nouveaux débouchés pour sa main-d'œuvre et commence à diriger son émigration sur le Mexique et l'Amérique du Sud, ce qui constitue, pour les Etats-Unis, une nouvelle cause d'inquiétude. D'après les statistiques du Bureau du Travail, il y avait en 1921, 34.000 ouvriers agricoles japonais au Brésil (culture du café) et 10.000 au Pérou (coton et canne à sucre). Cette main-d'œuvre y est d'ailleurs fort appréciée car elle est bien supérieure à la main-d'œuvre locale.

Enfin, les îles de la Micronésie, occupées par le Japon, offrent un champ assez réduit il est vrai, à l'expansion japonaise.

Alors qu'en septembre 1919 ces îles ne contenaient que 2.341 Japonais, elle en possédaient déjà 5.212 quelques mois plus tard, c'est-à-dire en mars 1920 (1).

1. Un exemple permet de se rendre compte de l'immensité de la zone dans laquelle s'infiltrait l'immigration japonaise. En 1919, 7.722 émigrants ont quitté

Une nouvelle cause de conflit provient du développement territorial des possessions et colonies japonaises depuis le début du ^{xx}^e siècle, et en particulier pendant la dernière guerre.

Dès 1895, à la suite de la guerre sino-japonaise, le Japon occupa Formose, comptant bien d'ailleurs que cette île lui servirait de base pour occuper un jour les Philippines, mais l'occupation de ce groupe d'îles par les Etats-Unis en 1898 ruina leurs espoirs. Puis c'est sur le continent asiatique que le Japon commença à déborder : en 1904, à la suite de la guerre russo-japonaise, il commence à prendre pied en Mandchourie, et ne tarde pas à annexer la Corée dont la Chine avait dû reconnaître l'indépendance en 1895 par le traité de Simonasaki qui mit fin à la guerre sino-japonaise. Depuis 1912, il sut profiter des troubles qui accompagnèrent et suivirent la proclamation de la République pour augmenter son influence en Chine, jusqu'au jour où grâce à la guerre, il put, en novembre 1914, prendre la place des Allemands à Kiao-Tchéou et dans tout le Chantoung.

La guerre, en attirant vers l'Occident toutes les forces de l'Europe, avait laissé à sa discrétion l'immense Asie. Son programme fut des plus simples : chasser l'Allemand de ses comptoirs et forteresses à Kiao-Tchéou, les Carolines, les Mariannes, les Marshall, et à sa place s'y installer ; puis, à la faveur de la révolution russe, suivie du bolchevisme, recueillir sous prétexte de maintenir l'ordre et de protéger ses nationaux, l'héritage asiatique des tsars.

Le Japon avait en effet une forte tendance à réclamer aux Etats-Unis de reconnaître que, de même que selon la doctrine de Monroe, l'Amérique a des « droits spéciaux » dans les deux Amériques, le Japon aussi a des droits spéciaux en Asie.

La tendance du Japon est de faire admettre une sorte de doctrine de Monroe asiatique : « l'Asie aux Asiatiques », basée sur des affinités de race, la situation géographique et l'avenir politique (1).

la ville de Kobé (500.000 habit.) pour les destinations suivantes : Hong-Kong 131, Manille 108, les Philippines 155, Singapour 132, Sibérie et Russie 178, Indes Néerlandaises 54, Indes anglaises 24, îles Hawaï 767, Canada 460, Etats-Unis 2.377, Chili, Argentine, Brésil 1.261, Afrique Australe et Royaume-Uni 518.

1. Le 3 novembre 1920, un journal populaire de Tokio, le *Tsuo-Ye-Sin-Weng*, a publié une carte géographique du « Nouveau Japon » dans laquelle il repré-

Aussi lorsqu'après l'armistice, l'Europe et les Etats-Unis jetèrent les yeux sur le Pacifique, ils virent que les alliés des confins de l'Est, que le Nippon s'était taillé un empire dans le Pacifique : il s'était installé au Chantoung, à Vladivostock, en Mandchourie, dans la Province maritime, en Sibérie orientale, occupait la partie russe de Sakhaline, s'avancait jusqu'au milieu de Pacifique, grâce aux anciennes îles allemandes de la Micronésie, ses représentants pullulaient aux îles Hawaï et il intriguait au Mexique, à proximité du canal de Panama.

Les Etats-Unis s'aperçurent alors que par un travail silencieux le Japon avait commencé l'investissement du Pacifique et qu'il s'appropriait à en faire une mer intérieure japonaise. Pour que cet investissement fut complet, un verrou était à tirer, combien tentant, quand déjà on tient, comme le Japon à Formose, le seuil de la porte : les Philippines, occupées par les Etats-Unis et qui flanquent des lignes de communications japonaises, non seulement jusqu'à Guam, mais jusqu'à Yap et jusqu'aux îles nouvellement acquises dans le Pacifique.

Du côté japonais, d'autre part, les griefs ne manquaient pas contre les Etats-Unis. Les Japonais, en premier lieu, conscients de leur valeur et de l'importance prépondérante de leur empire dans le Pacifique supportaient avec impatience, l'ostracisme dont était frappée leur race en Amérique, et étaient profondément blessés par le mépris que les Américains affichaient à leur égard. Il y a là, une cause grave de malentendu entre les deux grands peuples, cause qui est malheureusement loin de disparaître, car les Américains ont trop profondément le sentiment de leur supériorité sur les « hommes de couleur », qu'ils soient noirs ou jaunes.

D'autres causes de conflit existaient encore : question des îles sous mandat et en particulier de l'île de Yap, discussion par les Etats-Unis sur l'étendue des droits reconnus au Japon, en Chine, par les accords Lansing-Ishii de 1917.

Enfin quelque temps avant la convocation de la Conférence un nouveau motif d'inquiétude venait de surgir pour le Japon.

La péninsule de Tchoukhotsk, en Sibérie orientale russe, fait le pendant de l'Alaska, territoire américain depuis 1867.

sentait comme japonais, indépendamment de l'archipel lui-même, le Chantoung la ville de Fou-Tchéou, le Kisin, le Fong-Tien, la Mongolie et la Sibérie.

Qui posséderait l'Alaska et la péninsule de Tchoukhotsk serait maître de ces Dardanelles de l'Extrême-Orient qui ont une importance stratégique incomparable.

Or au début de 1921, il fut question que le gouvernement des Soviets, donnât à bail, au groupement américain Vanderlip, pour une durée de soixante ans, une superficie de terrain, de 400.000 kilomètres carrés couvrant toute la Sibérie du Nord-Est y compris la presqu'île du Kamchatka.

Le Japon ne pouvait à aucun prix admettre la réalisation de ce projet, car l'installation des Etats-Unis au Kamchatka, à vingt-quatre heures de navigation du Japon, lui aurait fait courir un danger permanent.

De plus la presqu'île contient des richesses économiques énormes que le Japon convoite depuis longtemps, car elles sont indispensables à son existence. En effet, outre le charbon, la presqu'île paraît contenir d'importants gisements de pétrole. Les Etats-Unis ne posséderont jamais dans le Pacifique trop de terrains pétrolifères pour alimenter en combustibles leur flotte dont les principales unités sont chauffées au mazout. D'autre part la question du pétrole est de première importance pour la flotte japonaise, car la production indigène est tout à fait insuffisante ; de plus le Japon s'est adressé aux Etats-Unis et à l'Angleterre pour la fourniture de 200.000 tonnes de mazout par an, et ces deux pays ont successivement refusé. Ce refus qui bouleversait les dispositions de la marine japonaise obligeait aussi le Japon, à veiller jalousement sur tous les gisements de pétrole des Etats-Unis pour les empêcher de tomber dans des mains étrangères. Enfin les côtes de la presqu'île du Kamchatka sont très poissonneuses et sont exploitées par de très nombreuses pêcheries japonaises qui fournissent le poisson séché, aliment essentiel, avec le riz, du peuple japonais. Aussi le Japon était-il bien résolu à faire observer l'article 2 du traité de Portsmouth du 5 septembre 1905, qui reconnaît au Japon « le droit d'installer des pêcheries le long des côtes des possessions russes dans les mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring ».

Ainsi la guerre économique du pétrole et la guerre du poisson, risquaient de déclencher un conflit dans le Pacifique.

L'Alliance anglo-japonaise

La dénonciation de l'alliance anglo-japonaise était, aux yeux de certains, et en particulier aux yeux de M. Hughes, une des plus importantes parmi les multiples questions soumises à la Conférence.

Dans quelles conditions s'était établie cette alliance ?

Le traité dans sa forme première a été conclu en 1902 pour une durée de cinq ans.

C'était au moment de l'avance de la Russie vers l'Est et sa menace d'occuper la Corée et de porter atteinte à l'indépendance japonaise devenaient inquiétantes. L'objet du traité était de conserver le *statu quo* et la paix en Extrême-Orient, d'assurer l'indépendance et l'intégrité de la Chine et de la Corée et de maintenir ouverte la porte de ces régions.

Le traité repoussait toute intention agressive ; cependant il reconnaissait, des « intérêts spéciaux » au Japon, en Corée, et à la Grande-Bretagne, en Chine. Il stipulait que si l'une des deux parties était attaquée par plus d'une puissance, l'autre était obligée de venir à son secours, de mener la guerre et de faire la paix en communauté avec elle.

A ce moment les Allemands venaient d'occuper Kiao-Tchéou et les Russes Port-Arthur. L'indépendance de la Chine était menacée ; le traité limita la guerre entre la Russie et le Japon, duel où la Russie succomba.

Le 12 août 1905 à la fin de cette guerre, l'alliance fut renouvelée sous une forme plus accentuée. Il ne s'agissait plus cette fois du maintien de la paix en Extrême-Orient, mais aussi dans la région de l'Asie orientale et de l'Inde. La suprématie japonaise était reconnue en Corée, mais le principe de la porte ouverte était maintenu en Chine. La Russie n'était plus prédominante en Extrême-Orient ; la puissance influente était devenue l'Allemagne ; l'Angleterre pour éviter la redoutable éventualité d'une alliance germano-Japonaise conclut une alliance avec le Japon.

Le 13 juillet 1911, nouveau traité stipulant la prorogation, pour dix ans des stipulations en vigueur. A ce moment le Japon et la Russie s'étaient accordés en Mandchourie, la Corée avait été

annexée en août 1910 par le Japon. La menace navale allemande croissait. L'Angleterre voulait avoir les mains libres en Europe. Mais les Dominions avaient revendiqué leur droit à être consultés dans les affaires intérieures de l'empire ; la grosse difficulté était alors, comme aujourd'hui, leur politique hostile à l'immigration nipponne. La question fut discutée à la Conférence impériale, car la coopération des Dominions était indispensable à l'Angleterre : la Conférence approuva l'alliance, malgré l'abstention de l'Australie.

Dans ses grandes lignes le traité de 1911 ressemblait à celui de 1905, mais entre autres modifications, l'article 4 portait les stipulations suivantes : « Si une des parties contractantes, conclut un traité général d'arbitrage, avec une troisième puissance, il est convenu que rien dans l'accord n'obligera la partie contractante à entrer en guerre contre la puissance avec laquelle ce traité d'arbitrage est en vigueur. »

Par là l'Angleterre indiquait son intention de n'être en aucun cas entraînée à la guerre avec les Etats-Unis.

Cependant cette restriction ne rassurait que médiocrement les Etats-Unis, et à la veille de la Conférence, l'opinion de ce pays était nettement hostile au maintien de l'alliance anglo-japonaise. Il n'est pas exagéré de dire que la dénonciation de l'alliance anglo-japonaise constituait la clef de voûte du système de la politique américaine à la Conférence du Désarmement.

Et M. Hughes n'était pas loin de considérer que la Conférence aboutirait à un échec si l'alliance demeurait, car la politique des Etats-Unis, dans le Pacifique et en Extrême-Orient dépendait en grande partie du sort de cette alliance. En effet, le programme du désarmement naval, tel qu'il avait été proposé par les Etats-Unis, ne pouvait leur donner d'apaisement qu'à la condition que les deux flottes, britannique et japonaise, ne puissent pas, à un moment donné, s'unir dans un même effort contre la flotte américaine.

En outre, on estimait à Washington que l'alliance anglo-japonaise, si elle avait un but pratique ne pouvait viser à autre chose qu'à contrecarrer la politique américaine dans le Pacifique et en Extrême-Orient. Donc, de deux choses l'une, ou bien, en acceptant la réduction de leurs forces navales, le Japon et l'Angleterre étaient décidés à ne pas renouveler leur pacte d'alliance

et dans ce cas, les Etats-Unis demandaient à en avoir de suite, l'assurance formelle ; ou bien l'Angleterre et le Japon tout en acceptant le programme Hughes, étaient résolus, sous une forme ou sous une autre, à rester la main dans la main et dans ce cas tout était remis en question, et l'Amérique était autorisée à rester sur la défensive et à continuer à accroître ses armements.

En Angleterre les avis étaient partagés à ce sujet.

A moins d'avis particulier l'alliance devait être renouvelée automatiquement le 13 juillet 1921. Cependant dès le 15 juillet 1920 une déclaration officielle anglaise publiée par la Presse, reconnaissait la nécessité de rendre le traité avec le Japon conforme à l'esprit de la Société des Nations.

Le communiqué portait même ces mots « Si l'accord dure après juillet 1921 ». Cette question fut discutée à la Conférence impériale de 1921 ; malgré la très vive opposition du Canada au renouvellement de l'alliance, un courant s'était dessiné dans les milieux gouvernementaux britanniques, en faveur du maintien de la coopération avec le Japon, ami précieux et éprouvé, mais fier et susceptible, qui estimerait non seulement qu'il serait déloyal de le congédier brutalement, mais que ce serait impolitique car l'alliance paraissait à ce moment le moyen le plus économique et le plus sûr de protéger le grand Dominion isolé d'Australie, contre des velléités agressives du Japon.

Cependant une autre tendance se dessinait dans les sphères officielles, au début de la Conférence, tendance à restreindre la portée de l'alliance en définissant nettement la mesure dans laquelle elle s'exerçait. C'est ainsi que l'Angleterre considérerait comme définitive la répartition territoriale des possessions du Pacifique et ne se rangerait pas aux côtés du Japon pour une politique aventureuse, comme par exemple, s'il essayait de s'emparer des bases navales des Philippines.

On remarqua d'ailleurs beaucoup dès le mois d'août 1921, les déclarations de M. Lloyd George à la Chambre des communes, qui souhaitait la transformation de l'alliance anglo-japonaise en un accord plus étendu sur tous les problèmes du Pacifique.

Il semble donc que dès ce moment le gouvernement britannique était disposé à entrer dans les vues de Washington, et était à la recherche d'un moyen élégant pour rompre l'alliance

anglo-japonaise sans que son ancien allié risquât d'en prendre ombrage.

Il est particulièrement intéressant de connaître sur cette grave question l'opinion d'un homme qui reflétait le mieux l'opinion publique britannique, de lord Northcliffe, qui à la veille de l'ouverture de la Conférence se livrait à une vaste enquête dans le Pacifique.

Il fit à son passage à Hong-Kong au mois d'octobre 1921, les déclarations suivantes :

Au cours des deux dernières années, je me suis peu à peu rendu compte que l'alliance anglo-japonaise n'avait plus de raison d'être. Le Japon a rempli fidèlement ses engagements pendant la guerre et il a été récompensé des services rendus par lui. Le but de la Conférence de Washington est d'aboutir à un accord mutuel, mais les Etats-Unis se trouvent handicapés par un pacte déjà conclu par le Japon et la Grande-Bretagne au sujet de la Chine, principal problème du Pacifique.

L'alliance anglo-japonaise est sans nul doute le facteur dominant qui s'oppose actuellement à une tentative de la Grande-Bretagne, du Japon et des Etats-Unis de régler, libres de toute entrave, les problèmes du Pacifique, parce qu'il écarte les Etats-Unis d'un arrangement défini visant le contrôle de la Chine.

Le prolongement de l'alliance a eu pour résultat d'irriter l'opinion publique et officielle aux Etats-Unis ; elle tend à humilier la Chine et n'ajoute rien au prestige de la Grande-Bretagne en Asie. Elle empêche de trouver le moyen d'aider la Chine dans ses difficultés actuelles et s'oppose à la conciliation des intérêts divergents du Japon et des Etats-Unis.

A l'heure actuelle la Chine ne peut fournir des garanties nationales satisfaisantes ; aussi importe-t-il de trouver le moyen pratique de fournir une aide internationale à la Chine.

Ma conviction est que la solution des problèmes du Pacifique doit être basée sur la coopération et l'amitié anglo-américaines. Malheureusement, l'alliance anglo-japonaise a été prolongée au delà du point où elle est comprise par les Américains et envisagée favorablement par les Chinois.

Le moment était propice pour tenter de dissoudre l'alliance anglo-japonaise et de la remplacer par un accord des grandes puissances possédant des intérêts dans le Pacifique, accord à Quatre, destiné à remplacer l'accord à deux du Japon et de l'Angleterre et à assurer dans la mesure du possible, la Paix dans le Pacifique, tout en ménageant les susceptibilités du Japon. C'est à quoi s'employa avec succès la Conférence puisque ses travaux aboutirent à la signature du traité à Quatre, destiné

à remplacer l'alliance anglo-japonaise qui disparut sans bruit et sans éclat.

Le Traité à Quatre

Le programme primitif de la Conférence ne comptait pas la France au nombre des nations appelées à tenter un accord en vue d'éviter les conflits futurs dans le Pacifique.

Seuls les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon devaient prendre part à la discussion.

Pourquoi la France ne participait-elle pas aux conversations engagées ?

N'était-elle pas, elle aussi, l'alliée du Japon par suite du traité du 10 juin 1907 destiné à maintenir le *statu quo* territorial en Extrême-Orient ?

De plus, si la situation de la France dans le Pacifique n'est pas comparable à celle des trois autres grandes puissances, elle n'y est pas moins très importante.

La France y possède, en dehors de l'Indo-Chine, des possessions insulaires, nombreuses, riches, susceptibles d'un grand développement, non seulement en raison de la fertilité incomparable de leur sol, mais encore et surtout en raison de leur situation géographique.

Qu'on les mette en valeur, en leur apportant de la main-d'œuvre et des capitaux, et ces îles acquerront vite une prospérité inouïe parce qu'elles sont sur la grande route maritime, à des distances moyennes des autres grandes escales.

Pourquoi donc la France n'avait-elle pas été appelée ?

N'est-elle pas de plus une grande puissance européenne, et si sa flotte est momentanément, en 1921, en état d'infériorité, n'est-ce pas parce que, pendant la guerre, elle a dû consacrer tous ses efforts à la lutte sur terre ? Mais ce n'est là qu'une situation passagère ; la France peut reconstituer sa flotte et il ne semble pas qu'elle puisse être éliminée des conversations qui peuvent s'engager au sujet des divers océans, même au sujet du Pacifique, d'où elle n'est pas absente et d'où on ne peut pas la chasser. Aucun document officiel, jusqu'ici tout au moins, ne l'établit, mais ce sont à coup sûr, ces considérations que notre gouvernement fit valoir pour faire admettre la France

aux conversations poursuivies entre les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon.

Elles furent retenues, après de longues hésitations et même de vives résistances, et le traité à trois devint le traité à quatre.

Une fois cette difficulté vaincue, les négociations entre la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon, furent beaucoup moins ardues et moins fertiles en incidents que celles qui précédèrent la conclusion de l'accord sur le désarmement naval.

Le Japon renonça sans trop de difficultés à l'alliance anglo-japonaise pour donner son adhésion à une Quadruple-Entente, d'un caractère essentiellement pacifique.

L'accord, dans ses principes essentiels, garantit le maintien du *statu quo* territorial du Pacifique, et, en cas de conflit un délai de six mois est prévu pendant lequel les quatre puissances signataires s'emploieront à régler le différend pacifiquement, soit par une conférence, soit par l'arbitrage, soit par tout autre moyen.

Le Sénat américain était d'ailleurs favorable, à l'exception de quelques irréductibles comme Borah « l'Antieuropéen » et la Follette, à des conventions de cette nature, analogues aux traités d'arbitrage signés en 1915 par M. Bryan.

L'accord s'applique exclusivement aux îles que les quatre puissances signataires possèdent dans le Pacifique, soit en pleine souveraineté, soit à titre de mandat, en conformité du traité de Versailles.

La France possède ainsi notamment les îles Marquises, de la Société, l'Archipel Toamotou, la Nouvelle-Calédonie, Wallis, Loyalty. Les Etats-Unis ont les îles Hawaï, Toutouila, Guam, Wake, les Philippines. La Grande-Bretagne détient l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Nouvelle-Guinée, une partie de l'archipel Bismarck, Salomon, Gilbert, Phoenix, Ellis, Fidji, Tonga, Naourou, Samoa. Au Japon appartiennent Yap, les Mariannes, les Carolines, les Marshall.

Tout en reconnaissant le gros effort pacifique tenté ici par les puissances, il importe de ne pas s'exagérer la portée de cet accord, et de souligner qu'il est strictement limité au *statu quo* insulaire, et ne s'appliquera pas aux côtes du Pacifique dont le statut n'est pas sans conteste. Une telle convention, en effet,

aurait nécessité la solution de questions très délicates, aurait pu amener la remise en question des droits du Japon sur la Corée, la définition de sa position en Mandchourie, le règlement de la question des territoires à bail en Chine, tous problèmes dont la solution menaçait d'être longue, et qui en tous cas aurait empêché la conclusion immédiate de l'arrangement. L'accord ne s'applique pas non plus à l'Indo-Chine française sur laquelle les droits de souveraineté de la France sont définitivement reconnus.

Il est une question que nous aurions aimé voir préciser c'est la question des Nouvelles-Hébrides. Cet archipel est actuellement dans tout le Pacifique le seul dont la possession reste contestée. Il est placé sous un condominium franco-britannique, et bien que la plus grande partie des îles qui le composent appartiennent à des Français, l'Angleterre et surtout l'Australie cherchent à nous évincer.

M. Lodge, au cours de la séance plénière du 10 décembre (la quatrième de la Conférence) donna lecture de l'accord à Quatre « qui est, dit-il, un acte important pour le maintien de la paix du monde ».

L'accord a été signé le 13 décembre.

TRAITÉ

ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE ET LE JAPON RELATIF A LEURS POSSESSIONS INSULAIRES ET LEURS DOMINIONS INSULAIRES DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE.

Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France et le Japon.

En vue de préserver la paix générale et de maintenir leurs droits touchant leurs possessions insulaires ainsi que leurs dominions insulaires dans la zone de l'Océan Pacifique,

Ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir (ici les noms des délégués), lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

I. — Les hautes parties contractantes conviennent, en ce qui les concerne, de respecter leurs droits touchant leurs possessions insulaires ainsi que leurs dominions insulaires dans la zone de l'océan Pacifique.

S'il venait à surgir entre certaines des hautes parties contractantes un

différend issu d'une question quelconque concernant le Pacifique et mettant en cause leurs droits ci-dessus visés, différend qui ne serait pas réglé d'une façon satisfaisante par la voie diplomatique et qui risquerait de compromettre l'heureuse harmonie existant actuellement entre elles, ces puissances devront inviter les autres parties contractantes à se réunir dans une conférence qui sera saisie de l'ensemble de la question aux fins d'examen et de règlement.

II. — Au cas où les droits ci-dessus visés seraient menacés par la conduite agressive de toute autre puissance, les hautes parties contractantes devront entrer en communication entre elles de la manière la plus complète et la plus franche, afin d'arriver à une entente sur les mesures les plus efficaces à prendre, conjointement ou séparément, pour faire face aux nécessités de la situation.

III. — Le présent traité produira ses effets pendant une durée de dix années à dater du jour de sa mise en vigueur, et à l'expiration de ladite période, continuera à produire ses effets sous réserve du droit de chacune des hautes parties contractantes d'y mettre fin sur préavis de douze mois.

IV. — Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra, conformément aux méthodes constitutionnelles des hautes parties contractantes ; il entrera en vigueur dès le dépôt des ratifications qui sera effectué à Washington ; sur quoi, la convention entre la Grande-Bretagne et le Japon, conclue à Londres le 13 juillet 1911, prendra fin. Le gouvernement des Etats-Unis remettra à chacune des puissances signataires une copie certifiée conforme du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Le présent traité, en français et en anglais, restera déposé dans les archives du gouvernement des Etats-Unis et des copies certifiées conformes en seront remises par ce gouvernement à chacune des puissances signataires.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Washington, le 13 décembre 1921.

La lecture de ces déclarations fut chaleureusement accueillie par tous les membres de la Délégation. M. Lodge expliqua d'abord le mécanisme du traité et termina par ces mots :

Il ne prévoit pas, dit-il, l'emploi de la force et ne comporte pas de sanctions militaires ou navales. Le meilleur moyen de prévenir la guerre est d'empêcher les causes de la guerre. Sans doute, d'autres traités analogues furent conclus précédemment, qui n'empêchèrent pas la guerre, mais cet accord vaudra surtout par les intentions qui animeront ses signataires.

Nous faisons ici une grande expérience ; nous essayons d'assurer la paix dans cette partie du monde que baigne le Pacifique en nous remettant à la bonne foi des peuples. Si l'esprit de

domination qui a abouti à la guerre avec l'Allemagne subsiste, il n'y a rien à espérer ; mais pour moi l'esprit du monde s'est rénové et j'ai assez confiance dans la sagesse des nations intéressées, pour croire qu'elles feront tous leurs efforts pour éviter la guerre.

Après que M. Viviani eût apporté l'adhésion de la France, M. Balfour prit la parole et fit en quelques mots l'oraison funèbre de l'alliance anglo-japonaise.

Mais il ne faut pas oublier que les Etats-Unis n'ont pas ratifié le traité de Versailles et n'ont pas voulu adhérer à la Société des Nations.

Le gouvernement américain était persuadé que jamais le Sénat ne ratifierait l'accord s'il contenait ratification expresse ou tacite des mandats sur les îles ex-allemandes du Pacifique car le principe du mandat contenu dans le traité avait été appliqué par la Société des Nations. Aussi au traité fut jointe la déclaration suivante qui fut signée le même jour que le traité, 13 décembre 1921 :

Il est déclaré, au moment de signer ce jour le traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France et le Japon, que c'est la volonté et l'intention des puissances signataires :

1° Que le traité s'appliquera aux îles sous mandat situées dans l'Océan Pacifique ; sous réserve cependant que la conclusion du traité ne pourra être considérée comme impliquant l'assentiment, de la part des Etats-Unis d'Amérique, aux mandats et n'empêchera pas la conclusion, entre les Etats-Unis d'Amérique et les puissances mandataires respectivement, d'accords ayant trait aux îles sous mandat :

2° Que ne seront pas comprises parmi les contestations visées au second paragraphe de l'article premier les questions qui, d'après les principes du droit international, relèvent exclusivement de la souveraineté des puissances respectives.

Washington, le treize décembre, dix-neuf cent vingt et un.

La signature du traité par les Etats-Unis était subordonnée à la signature d'une convention entre le Japon et les Etats-Unis concernant le statut de l'île de Yap et des îles connues sous le nom d'îles sous mandat au nord de l'Equateur ; les Etats-Unis faisaient également toutes réserves sur les îles sous mandat au sud de l'Equateur occupées par l'Angleterre.

De plus il est expressément convenu que les contestations visées par le traité ne comprennent pas les questions qui,

d'après les principes du droit international sont du ressort de la juridiction propre des puissances. Comme exemple de ces questions on peut citer les questions d'immigration, et en particulier l'immigration japonaise aux Etats-Unis, et des tarifs douaniers, en tant qu'elles ne sont pas affectées par les traités mis en vigueur.

Il est facile de voir que toutes ces réserves ont été dictées par l'unique crainte de voir le traité tout entier repoussé par le Sénat dont l'horreur irréductible des complications des alliances étrangères est bien connue.

On peut dire que ce traité est sans précédent, si l'on ne regarde que l'immense étendue à laquelle il s'appliquera. Mais le principe qu'inspire ce traité n'est pas nouveau. En effet deux déclarations furent signées en 1908, l'une à Pétersbourg, l'autre à Berlin au sujet de la Baltique et de la Mer du Nord. La déclaration relative à la Baltique était particulièrement nette. Les gouvernements signataires se proclamaient « fermement résolus à maintenir intacts les droits de l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, du roi de Danemark, de l'Empereur de Russie et du roi de Suède en ce qui concerne leurs possessions continentales ou insulaires dans lesdites régions ».

Une grave difficulté d'interprétation ne tarda pas à s'élever sur la question de savoir si les îles formant le territoire de la métropole japonaise, étaient visées par les mots « possession insulaire et dominion insulaire ». Les délégations anglaise et américaine soutenaient que lors de la discussion de l'accord il avait été convenu que ces îles étaient visées. Cette thèse fut très vivement combattue par la délégation japonaise, soutenue par le président Harding. La question était assez importante car s'il était décidé que le territoire insulaire de la métropole du Japon n'était pas visé par le traité, quelle serait la situation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

La délégation américaine finit par reconnaître que le métropole japonais devait être laissée en dehors de l'accord, et l'Australie et la Nouvelle-Zélande se rallièrent à cette thèse.

Pour éviter ultérieurement tout malentendu, il fut décidé de spécifier les îles japonaises auxquelles s'appliquerait le traité à

Quatre. Le 6 février 1922, au cours de la séance de clôture, les quatre puissances signèrent un traité, destiné à compléter le traité du 13 décembre 1921.

Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France et le Japon ont convenu, par l'entremise de leurs plénipotentiaires respectifs, d'ajouter la clause suivante au traité signé entre les quatre puissances à Washington le 13 décembre 1921.

Les expressions « possessions insulaires » et « dominions insulaires » employées dans ledit traité ne s'appliqueront, en ce qui concerne le Japon, qu'au Karafuto (c'est-à-dire à la partie sud de l'île de Sakhaline), à Forinose et aux Pescadores, ainsi qu'aux îles placées sous le mandat du Japon.

Le présent accord aura même force et valeur que ledit traité dont il forme une clause supplémentaire.

Les dispositions touchant les ratifications, contenues dans l'article 4 dudit traité du 13 décembre 1921, seront applicables au présent accord. Le texte, rédigé en français et en anglais, restera déposé dans les archives du gouvernement des Etats-Unis. Une expédition authentique en sera remise par ce gouvernement à chacune des autres puissances contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des puissances susnommées ont signé au présent accord.

Enfin en ce qui concerne les possessions insulaires de la Hollande et du Portugal, dans le Pacifique, on avait proposé de les faire garantir par les quatre grandes puissances de la même façon qu'elles garantissent leurs propres possessions. Mais cette solution ne fut pas adoptée et il fut décidé que des notes identiques de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la France et du Japon, seraient échangés avec les gouvernements de La Haye et de Lisbonne, maintenant le *statu quo* dans le Pacifique.

La Question de l'île de Yap

Nous avons vu que, à la suite du traité sur le Pacifique, les Etats-Unis avaient fait adopter une déclaration d'après laquelle la conclusion du traité, n'empêchera pas la conclusion entre les Etats-Unis d'Amérique et les puissances mandataires respectivement, d'accords ayant trait aux îles sous mandats.

Cette restriction était surtout destinée à permettre aux Etats-Unis de continuer des négociations très délicates qui dureraient

depuis longtemps avec le Japon au sujet de l'île de Yap.

Comment se présentait cette question de l'île de Yap ?

L'île de Yap est un petit îlot de 30 mille carrés, habité par quelque 6 ou 7.000 Malais, perdu dans l'immensité du Pacifique qui cependant était l'objet des convoitises des grandes puissances à cause de son importance comme relai télégraphique.

Un marin espagnol le découvre au xvi^e siècle et le baptise Guap. Il fait partie du groupe des Carolines situé à l'est des Philippines, au sud des Mariannes, au nord de la Nouvelle-Guinée, sensiblement à égale distance de ces différents archipels. En 1884, les Allemands tentent de le dérober aux Espagnols. Un arbitrage du pape déjoue le projet. Les convoitises germaniques n'en restent pas moins éveillées et elles trouvent l'occasion de se satisfaire après la guerre hispano-américaine. L'Espagne dépouillée des Philippines, liquide ses possessions océaniques en les vendant à l'Allemagne.

Aussitôt installés les Allemands créent une compagnie de câbles télégraphiques germano-hollandaise. Trois câbles sont lancés de Yap : l'un vers Shang-Haï, l'autre vers les Indes Néerlandaises, le troisième vers Guam. Il importe de signaler que l'îlot de Guam a été cédé par les Espagnols aux Américains en 1898. Il est séparé de Yap par 370 milles seulement. A Guam passe un câble américain allant de San-Francisco à Honolulu, Manille et Shang-Haï. De Guam part un câble américano-japonais allant à Yokohama. Si les Américains avaient pu mettre la main sur Yap, ils étaient maîtres des communications télégraphiques à travers le Pacifique. Mais ils ont été devancés. Dès son entrée dans la guerre le Japon a saisi les îles allemandes du Pacifique : les Ladrones, les Pelew et les Carolines, y compris Yap. Un accord signé durant la guerre entre les gouvernements anglais, français et japonais a décidé que toutes les îles allemandes du Pacifique situées au nord de l'Equateur, seraient attribuées au Japon. Malgré les protestations des Etats-Unis l'attribution de ces îles au Japon, sous la fiction du mandat, fut confirmée par le traité de Versailles et la Société des Nations.

L'Amérique n'accepta jamais cet état de choses. La position de Yap comme point stratégique aussi bien que comme relai des câbles télégraphiques était trop importante pour qu'elle admette

d'y voir installé le Japon, et lui échapper ainsi le contrôle des câbles de tout le Pacifique. De plus sur cette question venait se greffer la question des mandats que l'Amérique n'a pas accepté, pas plus qu'elle n'a ratifié le traité de Versailles ou reconnu la Société des Nations.

D'un autre côté l'île de Yap étant une station de première importance entre l'Amérique et l'Asie, le Japon avait naturellement le plus grand intérêt à en conserver la possession. C'est pour ce motif qu'il tient avec ténacité à une possession qu'il a occupé pendant la guerre, et dont le titre de possession lui a été en outre confirmé par la Société des Nations et par le traité de Versailles.

L'Amérique repoussait ces prétentions. Son raisonnement était le suivant : le droit à la saisie des possessions allemandes d'outre-mer a été conquis grâce à la victoire commune des principales puissances alliées et associées. Aucune disposition affectant ces possessions ne peut par conséquent devenir effective sans le consentement des puissances alliées et associées, y compris les Etats-Unis. L'Amérique n'a donné aucun consentement de ce genre pas plus qu'elles n'a conféré au Conseil suprême, ni à la Société des Nations, le droit d'agir à sa place. L'Amérique n'a pas davantage signé le Traité de Versailles. Bien plus, au cours des négociations, les représentants du gouvernement américain ont, à plusieurs reprises, exprimé clairement que les Etats-Unis réclamaient l'internationalisation de l'île de Yap, et ne consentaient pas à son inclusion dans le mandat donné au Japon sur les îles allemandes au nord de l'Equateur. M. Wilson a affirmé d'une manière expresse, que toutes les stipulations concernant les mandats se trouvaient subordonnées à l'établissement ultime de conventions et à leur acception par chacune des puissances alliées et associées.

Ni le Conseil suprême, ni la Société des Nations, n'ont reçu pouvoir d'agir à la place des Etats-Unis dans ce cas spécial et nul traité ou arrangement n'a été conclu qui lie les Etats-Unis (1).

Chaque adversaire se maintenait donc sur ses positions. Le Japon s'en tenant à affirmer ceci : que l'île de Yap était à lui en fait et légalement, et que ce qu'il possédait, il entendait le garder. Les Etats-Unis déniaient le bien-fondé de cette affirma-

1. Nicholas Roosevelt : *La question de l'île de Yap et le point de vue américain*. *Le temps* du 24 juillet 1921.

tion et demandaient que l'île de Yap soit internationalisée.

Une Conférence internationale des communications réunie à Washington en décembre 1920 ne parvint pas à mettre les parties d'accord. L'Amérique, en effet, fidèle à son principe de l'internationalisation de l'île de Yap, proposa d'attribuer : le câble de Yap à Guam aux Etats-Unis, le câble de Yap aux Indes Néerlandaises à l'Angleterre, le câble de Yap à Shang-Haï au Japon. Celui-ci se montra hostile à une telle répartition. Cependant le gouvernement de Tokio s'était montré dès la première heure favorable à un arrangement et disposé à accorder aux Etats-Unis toutes les garanties de libre trafic télégraphique. Washington faisait la sourde oreille parce qu'il désirait garder tous les atouts en prévision d'un règlement général des problèmes du Pacifique.

L'heure de la liquidation fut marquée par les discussions de la Conférence de Washington sur les mesures propres à assurer le maintien de la paix dans le Pacifique. Les négociations entre le Japon et les Etats-Unis se poursuivirent alors très rapidement, et quelques jours après la clôture de la Conférence, le 11 février 1922, fut signé à Washington, par MM. Hughes et Shidehara un accord relatif à l'île de Yap.

Cet accord à vrai dire n'a pas été l'œuvre de la Conférence de Washington. Mais les négociations qui ont abouti à sa signature ont été si étroitement mêlées à celles qui avaient trait à l'élaboration du Traité du Pacifique, qu'une étude sur l'œuvre de la Conférence ne serait pas complète si nous ne faisons pas mention de cet accord. D'ailleurs les garanties de paix fournies par le Traité à Quatre déjà bien fragile, auraient présenté un caractère bien aléatoire si l'irritante question de Yap était restée entre les deux antagonistes, dont les intérêts se heurtent sur tant de points.

Dans ses grandes lignes ce traité, outre qu'il reconnaît le mandat du Japon sur les îles allemandes au nord de l'Equateur, détermine les droits du Japon et des Etats-Unis sur Yap.

Il interdit la fortification de l'île de Yap et donne au Japon le droit d'y maintenir l'ordre. Le Japon s'engage à ce qu'à l'avenir les droits d'expropriation ne soient jamais exercés contre les propriétés américaines et à ne pas obliger les indigènes à l'entraînement militaire.

Le traité déclare que les Etats-Unis et le Japon seront libres d'exploiter les deux extrémités du câble touchant l'île de Yap et le Japon

s'engage par des droits d'expropriation à assurer à l'Amérique des facilités convenables en ce qui concerne les câbles de l'île de Yap.

Voici les parties principales de cet accord :

Considérant qu'aux termes de l'article 119 du traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer au profit des puissances connues sous le titre de Principales puissances Alliées et Associées, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon ;

Considérant que les avantages accordés aux Etats-Unis par ledit article 119 du Traité de Versailles, ont été confirmés par le traité signé le 25 août 1921, par les Etats-Unis et l'Allemagne pour rétablir les relations amicales entre les deux pays.

Considérant que les quatre puissances sus-mentionnées, c'est-à-dire l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, ont décidé de conférer à Sa Majesté l'Empereur du Japon, comme suite au Traité de Versailles, le mandat d'administrer les groupes d'îles ex-allemandes de l'Océan Pacifique, situées au nord de l'Equateur, dans les conditions suivantes :

Suivent 7 articles précisant les devoirs de la puissance mandataire, en ce qui concerne le bien-être matériel et moral des indigènes, l'esclavage, le trafic des armes, la vente de l'alcool, l'entraînement militaire des indigènes, l'interdiction d'élever des fortifications ou d'établir des bases navales, la liberté de conscience, les rapports avec le conseil de la Société des Nations.

Considérant que les Etats-Unis n'ont pas ratifié le traité de Versailles et n'ont pas pris part à l'accord relatif au mandat sus-visé ;

Désirant parvenir à un accord définitif en ce qui concerne les droits des deux gouvernements et de leurs nationaux respectifs dans les îles sus-mentionnées et en particulier dans l'île de Yap, ont résolu de conclure un accord à cet effet et à cette fin ont nommé comme plénipotentiaires :

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, Charles Evans Hughes, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Sa Majesté l'Empereur du Japon, Baron Kijuro Shidehara, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington,

Qui ont décidé ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Sous réserve des stipulations de la présente convention, les Etats-Unis consentent à l'administration par le Japon, dans les conditions du mandat qui ont été exposées ci-dessus, de toutes les anciennes îles allemandes de l'Océan Pacifique situées au nord de l'Equateur.

ART. 2

Les Etats-Unis et leurs nationaux auront droit à tous les avantages découlant des engagements pris par le Japon dans les articles 3, 4, 5 du mandat (1) bien que les Etats-Unis ne fassent pas partie de la Société des Nations.

Il est de plus convenu entre les Hautes-Parties contractantes :

1° Le Japon assurera dans les îles la liberté de conscience la plus complète ainsi que le libre exercice de tous les cultes compatibles avec l'ordre public et la morale; les missionnaires américains de tous ces cultes seront libres d'entrer dans les îles, de voyager, d'y résider, d'acquérir et de posséder des propriétés, d'élever des édifices religieux et d'ouvrir des écoles dans les îles; restant bien entendu cependant que le Japon aura le droit d'exercer tout contrôle qui serait nécessaire pour assurer le maintien de l'ordre public et de prendre telles mesures qu'il jugera utiles pour exercer ce contrôle.

2° Les droits de propriété américains dans les îles seront respectés.

3° Les traités existant entre les Etats-Unis et le Japon seront applicables aux îles sous mandat.

4° Le Japon adressera aux Etats-Unis un double du rapport annuel que le Japon doit faire au Conseil de la Société des Nations sur l'administration du mandat.

5° Rien dans la présente convention ne sera affecté par les modifications qui pourraient survenir dans les termes du mandat à moins que ces modifications n'aient reçu expressément l'assentiment des Etats-Unis.

ART. 3

Les Etats-Unis et leurs nationaux auront libre accès dans l'île de Yap et seront à cet égard sur un pied d'entière égalité avec le Japon ou tout autre nation, en tout ce qui concerne l'atterrissage et l'exploitation du câble Yap-Guam ou de tout autre câble qui pourrait être par la suite posé ou exploité par les Etats-Unis ou par les nationaux et qui toucherait l'île de Yap.

Les droits et privilèges visés au paragraphe précédent seront également accordés au gouvernement des Etats-Unis et à ses nationaux en ce qui concerne les communications radio-télégraphiques; sous la condition cependant que, aussi longtemps que le gouvernement du Japon entretiendra dans l'île de Yap une station radio-télégraphique convenable, coopérant efficacement avec les câbles et les autres stations radio-télégraphiques, tant à terre que sur les navires, sans préférence ni faveur

1. Art. 3. — Interdiction du commerce des esclaves, contrôle du trafic des armes; interdiction de la vente de l'alcool aux indigènes.

Art. 4. — Interdiction de l'entraînement militaire des indigènes sauf pour la police intérieure et la défense locale du territoire. Interdiction d'établir des bases navales ou de construire des fortifications.

Art. 5. — Liberté de conscience et de religion, et liberté de circulation pour les missionnaires des nations membres de la Société des Nations.

d'aucune sorte, l'exercice du droit reconnu aux Etats-Unis, d'établir des stations radio-télégraphiques dans l'île sera suspendu.

ART. 4

Comme complément des droits visés par l'article 3, les droits, privilèges et exemptions suivantes seront accordés dans l'île de Yap aux Etats-Unis et à leurs nationaux en tant qu'ils se rapportent aux communications électriques :

1° Le droit de résidence dans l'île des nationaux des Etats-Unis ne sera soumis à aucune limite et leurs nationaux auront le droit d'acquérir ou d'occuper sur un pied d'entière égalité avec le Japon ou tout autre nation des propriétés ou des intérêts de toutes sortes, réels ou personnels, y compris les terrains, bâtiments, résidences, bureaux, ateliers, dépendances ;

2° Les nationaux des Etats-Unis n'auront besoin d'aucun permis ou licence pour faire atterrir et exploiter un câble, ou pour établir une station radio-électrique, sous réserve des conditions prévues à l'article 3, ou pour Jouir de tous droits et privilèges prévus par cet article et par l'article 3 ;

3° Aucune censure ni surveillance ne sera exercée sur les câbles, ni les messages radio-télégraphiques ;

4° Les nationaux des Etats-Unis auront la plus entière liberté d'entrer dans l'île et d'en sortir tant pour eux-mêmes que pour leurs biens ;

5° Aucune taxe de port ou de débarquement, ou de quelque nature que ce soit, ne pourra être levée soit à l'occasion de l'exploitation des stations de câbles ou radio-télégraphiques, soit sur les biens, les personnes ou les navires ;

6° Aucune règle de police visant spécialement les citoyens des Etats-Unis ne devra être mise en vigueur ;

7° Le gouvernement du Japon exerce son droit d'expropriation dans l'île pour assurer aux Etats-Unis ou à leurs nationaux les terrains et les avantages nécessaires à l'exploitation des communications électriques si ces terrains et ces avantages peuvent être obtenus d'une autre façon.

Il est entendu que le prix de location et la superficie du terrain ainsi exproprié seront discutés dans chaque cas entre les deux gouvernements.

Les biens possédés par les Etats-Unis ou leurs nationaux ainsi que les avantages qu'ils pourraient avoir pour l'exploitation des communications électriques ne pourront faire l'objet d'une expropriation.

ART. 5

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes suivant leurs règles constitutionnelles respectives. Les ratifications de cette convention seront échangées aussitôt que possible et elle prendra effet du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Washington le 11 février 1922.

HUGHES SHIDEHARO

Aucune convention ne fut signée en ce qui concerne les îles sous-mandats de l'Océan Pacifique au sud de l'Equateur. Les Etats-Unis n'ont pas encore reconnu le mandat de la Grande-Bretagne sur ces îles. Cette question fera l'objet de négociations entre les deux puissances.

La question de l'attribution des câbles allemands du Pacifique ne fut pas résolue non plus. Il fut convenu que cette question serait examinée par les cinq principales puissances alliées et associées, et serait traitée par la voie diplomatique.

La Question de Chine et d'Extrême-Orient

La Conférence de Washington en ce qui concerne les questions de Chine et d'Extrême-Orient, signa 2 traités et 10 résolutions dont l'énumération a été donnée page 8.

De plus, pendant la durée de la Conférence, de longs pourparlers eurent lieu entre la Chine et le Japon pour tâcher de régler la question du Chantoung qui était dans une phase tout à fait aiguë. Ces pourparlers aboutirent le 4 février 1922 à la signature par la Chine et le Japon d'un traité relatif au retour à la Chine de tous les droits et intérêts dans la province du Shantoung.

LIVRE III

LE BILAN DE LA CONFÉRENCE

M. Hughes exalta dans son discours de clôture l'œuvre de la Conférence, et, à l'entendre une ère nouvelle allait s'ouvrir.

Il faut tenir compte pour comprendre ce discours de la fierté des Etats-Unis qui, pour la première fois, voyaient sur leur sol des assises internationales destinées à assurer la paix du monde.

Il importe cependant d'examiner sans parti pris les résultats de cette conférence qui sont loin d'approcher ceux si bruyamment annoncés par les porte-paroles des Etats-Unis car les chancelleries ne paraissent point à l'heure actuelle animées de cet esprit nouveau qui devait régénérer le monde.

Si la Conférence n'a pas réussi entièrement en ses très louables efforts, en ce sens que si la guerre du Pacifique est retardée, elle n'est que retardée, cela tient semble-t-il à une erreur fondamentale de M. Hughes.

Ainsi que nous l'avons vu il ne servait de rien de réduire l'importance des flottes, de les « cristalliser » en quelque sorte, si ces mêmes flottes étaient destinées à s'affronter à plus ou moins longue échéance dans le Pacifique.

Il était essentiel de régler *d'abord* et de vider à fond la question du Pacifique, afin d'y éteindre tout ferment de haine. Au lieu de cela, les Etats-Unis se sont laissés hypnotiser par le coup de théâtre, le « bolide » de la proposition du désarmement naval.

Il est évident qu'au point de vue théâtral la proposition inattendue de jeter à la ferraille quelques centaines de mille de tonnes de capital-ships, était bien faite pour frapper l'esprit des masses du monde entier.

Quel intérêt au contraire le monde aurait-il pu montrer pour des discussions ardues sur des questions d'immigration, de

zones d'influence, de territoires litigieux ? Il fallait frapper un grand coup pour montrer au monde émerveillé que la lumière venait des Etats-Unis, et l'on n'a pas réfléchi aux conséquences de cette manière de procéder.

L'accord s'était fait en principe sur le désarmement naval lorsqu'on en vint à aborder la question du Pacifique. Les Etats-Unis inquiets du sort de la Conférence, redoutèrent que les questions litigieuses ne vinssent la diviser et qu'après un si beau départ elle n'échouât près du port.

Aussi toutes les questions litigieuses dont l'acuité cependant était de plus en plus grande, qui constituent depuis des années un risque de conflit permanent, et qui amèneront inévitablement ce conflit, furent écartées avec soin. La question brûlante entre toutes, la question de l'immigration japonaise ne fut pas abordée et cependant c'était la question vitale pour le Japon, dont les habitants étouffent sur son sol trop étroit, question d'amour-propre, question de l'égalité des races qui avait déjà été refusée au Japon à la Conférence de la Paix, et que le Japon travaille avec tant de ténacité à obtenir. La Conférence a approuvé le principe « d'equal opportunity », pourquoi, puisqu'elle prétendait faire œuvre de justice, n'a-t-elle pas adopté, ou même discuté également le principe de « racial equality » ? Parce que sur cette question les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, imbus de la supériorité de leur race se seraient insurgés et qu'il ne fallait pas d'éclat.

Pourquoi l'Indo-Chine n'est-elle pas protégée par l'accord à Quatre ? Parce qu'il aurait fallu remettre en discussion la question de Corée. Pourquoi la Conférence a-t-elle même été impuissante à régler la question du condominium anglo-français sur les Nouvelles-Hébrides ?

Ces quelques remarques faites il importe de rechercher quels sont les avantages que rapportèrent de Washington les différentes puissances.

Les vainqueurs de la Conférence sont, sans contestation possible, les peuples de langue anglaise qui, par la similitude de leurs intérêts et la parenté de leurs mysticismes, se sont rapprochés dans des conditions qui désormais exigent leur constante collaboration.

L'Angleterre n'a rien perdu à Washington et a gagné beau-

coup. Après avoir été obligée d'abandonner le « two-power standard » le principe de « two Keels to one », elle s'était résignée à adopter le « one power standard ». En 1925, à l'achèvement du formidable programme de 1916 les États-Unis l'auraient dépassée et elle aurait dû abandonner son hégémonie.

Au lieu de cela, le développement de la marine rivale s'arrête au moment même où elle allait dépasser l'Angleterre. Les États Unis consentent à ne pas l'écraser et si l'Angleterre est forcée de partager l'hégémonie des mers avec les États-Unis, du moins la partage-t-elle avec égalité (1).

L'Angleterre par le jeu des vacances navales se voit alléger le fardeau des armements navals qui lui étaient imposés. Elle obtient même l'autorisation de mettre en chantier deux navires qui seront les plus puissants du monde, sur lesquels ses ingénieurs pourront appliquer tous les enseignements de la guerre et qui remplaceront en 1925 dans sa flotte les unités vieilles.

Elle a réussi à assurer son hégémonie absolue dans les mers d'Europe. La marine anglaise joue vraiment de bonheur : la flotte allemande a disparu à Scapa-Flow et voilà qu'à Washington l'hégémonie lui est offerte en Europe, puisqu'elle est plus forte que les marines française et italienne réunies.

Un seul point noir, qui a empêché la délégation britannique de remporter un triomphe complet : elle n'a pu obtenir la suppression des sous-marins. Il faut se représenter l'importance primordiale de cette question pour l'Angleterre, pour comprendre l'insistance avec laquelle elle a réclamé l'abolition des sous-marins, la passion avec laquelle elle s'est élevée contre la demande de la France en tonnage sous-marin, en des discussions où elle perdit toute modération et toute retenue.

Elle employa dans cette discussion les arguments les plus extraordinaires, prétendant que la France ne voulait de sous-marins que pour détruire sa marine marchande, que les sous-marins ne pouvaient utilement entraver le commerce maritime qu'en employant les méthodes de piraterie employées par les

1. « Britannia ne règne plus sur les flots ou du moins si elle y commande encore, c'est en association avec l'aigle américain sur les bases d'une Société à responsabilité limitée » Lord Wester Wemyss, *Revue de Paris*, du 1^{er} mars 1922.

Allemands, ce qui eut pour effet d'ameuter contre nous la presse du monde entier, déformant pour les besoins de sa propagande un article du capitaine de vaisseau Castex sur les méthodes allemandes de guerre sous-marine.

Elle n'hésita pas à déclarer que les sous-marins ne pouvaient rien contre les cuirassés, oubliant tous ses navires coulés, oubliant la leçon des Dardanelles où les cuirassés se réfugiaient à Moudros derrière un rideau de cargos dès qu'un sous-marin était signalé, oubliant que jamais le blocus rapproché des côtes allemandes n'avait pu être réalisé à cause des sous-marins.

Si elle était parvenue à ses fins, elle aurait réellement gagné une splendide victoire, elle aurait été débarrassé de cette crainte sourde qu'elle ressent lorsqu'elle jette les yeux sur ses voisines dont les sous-marins pourraient envoyer par le fond ses énormes navires de ligne.

La raison de cette lutte acharnée contre la prétention de la France, ce n'est pas dans le dessein d'éviter aux navires de commerce les horreurs de la guerre sous-marine qu'il faut la chercher, mais bien dans cette opinion émise par Lord Churchill après la bataille du Jutland : « La première puissance navale se repose sur le canon ; la seconde doit mettre ses espoirs dans la torpille (1). »

Il est heureux pour la France que la manœuvre anglaise ait échoué.

En ce qui concerne le Pacifique, il ne semble pas non plus que l'Angleterre ait à se plaindre des résultats obtenus.

L'accord à Quatre la délivre pour un temps du souci de la défense de ses dominions d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Une question aurait pu lui créer des difficultés avec ces possessions : l'immigration japonaise. L'Angleterre ne partage pas entièrement le préjugé des Etats-Unis à l'encontre des Jaunes, mais l'Australie et la Nouvelle-Zélande se défendent avec la plus grande énergie contre le flot de l'immigration japonaise qui finira d'ailleurs par l'emporter. Mais cette question brûlante fut écartée !

L'accord du Pacifique lui interdit de développer sa base navale de Hong-Kong ! Que lui importe. En signant l'accord de

1. La bataille du Jutland, par le capitaine de corvette Von Haase.

Washington, l'Angleterre n'a nullement entendu renoncer à son droit d'établir une puissante base navale en Extrême-Orient ; elle a eu l'air de faire un sacrifice mais en réalité elle a suivi une politique très réaliste. Si elle ne peut avoir une base à Hong-Kong, elle en aura une autre à l'entrée de l'Océan Pacifique à Singapour. Elle a, en somme, abandonné une position avancée assez difficile à défendre, que rendait vulnérable sa proximité du Japon et des côtes de Chine pour une position stratégique beaucoup plus importante au point de vue défensif, comme au point de vue offensif. L'accord de Washington n'a fait que constater une situation créée par les circonstances, qui obligeaient l'Angleterre à substituer Singapour à Hong-Kong.

En présentant le projet du budget de la Marine pour l'année 1923-1924, devant la Chambre des communes le 12 mars 1923, le premier Lord de l'Amirauté s'est exprimé sur ce point de façon fort précise : « Singapour est pour les Anglais, ce que le canal de Panama est pour les Américains ; la porte du Pacifique. »

L'Angleterre veut avoir en Extrême-Orient une flotte de cuirassés modernes : il faut qu'elle ait dans cette partie du monde une base navale capable de satisfaire aux besoins de cette flotte ; elle ne l'a pas actuellement : aussi ne peut-elle envoyer en Extrême-Orient aucun cuirassé moderne : Singapour va devenir cette base.

Une somme £ 11.000.000 est prévue pour la construction de docks pour les cuirassés modernes, pour les approvisionnements, les munitions, l'armement de forts, l'installation d'un camp d'aviation. Soixante réservoirs à pétrole de 12.000 tonnes sont en construction et les travaux sont très activement poussés.

L'Angleterre ne croit peut-être pas à un conflit dans le Pacifique, mais elle se prépare certainement à y jouer un rôle de premier plan.

En cas de conflit entre l'Amérique et l'Angleterre, le Pacifique deviendrait un théâtre d'opération secondaire mais important. Les Anglais auraient l'avantage de bases admirablement situées et organisées : Hong-Kong, Wei-hai-Weï, Singapour et dans le Nord de Bornéo, une base auxiliaire à Labuan. Les Américains auraient de grosses difficultés à maintenir des forces supérieures à Manille. En effet, les positions stratégiques de la Nouvelle-Guinée, les îles Gilbert, les îles Salo-

mon, étayées par les ressources de l'Australie, flanquent les communications entre les Etats-Unis et les Philippines sur une distance de 2.000 milles.

Les communications d'Europe en Extrême-Orient par Suez sont inattaquables par les Etats-Unis. Hawaï est actuellement insuffisant pour alimenter une flotte entière. De Panama à Hawaï il y a 4.700 milles, de Hawaï aux Philippines 4.600 milles. L'Angleterre, au contraire, grâce à sa base de Singapour serait à pied-d'œuvre (1).

Enfin l'Angleterre trouva à Washington la solution élégante qui lui permit de se débarrasser de l'alliance anglo-japonaise, sans froisser un allié dont l'orgueil national est particulièrement susceptible, et sans encourir les reproches de ses dominions d'Australie et de Nouvelle-Zélande qui trouvent dans l'Accord à Quatre certaines garanties de sécurité. Il semble bien que l'un des principaux buts, pour ne pas dire le principal, des conversations sur le Pacifique, fut la transformation de l'alliance anglo-japonaise en un accord à Quatre. L'Angleterre parvint ainsi à rompre une alliance qui déplaisait aux Etats-Unis, et renforçant l'union du bloc anglo-saxon, elle eut cependant la suprême habileté de conserver, dans le Pacifique, les avantages que lui procurait cette alliance.

En résumé, l'Angleterre gagne une magnifique partie. Elle a trouvé le moyen de dénoncer l'alliance japonaise et de resserrer l'amitié américaine. Elle a évité de perdre le trident de Neptune qui, mathématiquement aurait passé l'Atlantique en 1924 si la lutte des armements avait continué. Ce seraient déjà de jolis résultats. Mais il y a mieux. L'Angleterre a trouvé le moyen de s'assurer une flotte de surface supérieure d'un tiers aux forces combinées de la France et de l'Italie ; de faire édicter une réglementation qui paralyse l'arme sous-marine, c'est-à-dire de réaliser une hégémonie européenne telle qu'aucune nation n'en a connue et de rejeter sur la France la suspicion d'impérialisme.

Quels avantages les *Etats-Unis* retirent-ils de la Conférence ?
Des avantages moraux d'abord : par l'ampleur des problèmes

1. *Army and Navy Journal* du 31 décembre 1921.

internationaux abordés à Washington, les Etats-Unis eurent conscience de l'importance qu'ils avaient désormais dans le monde et ne furent pas peu fiers d'avoir été les promoteurs de cette réunion d'où sortirent ces décisions si importantes à leurs yeux.

Des avantages matériels ensuite : l'accord avec l'Angleterre était entièrement rétabli, et les querelles qui avaient un moment obscurci les rapports des deux nations étaient oubliées. Le bloc anglo-saxon était reconstitué et les deux pays s'apprêtaient à marcher la main dans la main pour assurer la paix anglo-saxonne sur les océans et par le monde.

La course aux armements était arrêtée, les Etats-Unis n'étaient pas obligés, pour conserver cette égalité avec la puissance navale de l'Angleterre qui avait nécessité de leur part un si prodigieux effort, d'achever le programme de 1916. Le président Harding avait été élu sur un programme d'économie : le fardeau des constructions navales était allégé et les Etats-Unis conservaient leur rang de grande puissance navale.

D'autres problèmes, en apparence secondaires, étaient du même coup résolus à l'avantage des Etats-Unis : les écluses du canal de Panama ne permettent pas le passage de cuirassés de plus de 35.000 tonnes. Il était indispensable à la sécurité des Etats-Unis que le capital-ship type, ne dépassât pas ces dimensions, car sans cela elle n'aurait pu assurer grâce au canal de Panama les déplacements rapides de sa flotte d'un océan à l'autre (1).

La crise des effectifs extrêmement grave que traversait également à ce moment les Etats-Unis était du même coup surmontée (2).

Dans le Pacifique elle a arrêté le développement inquiétant de la marine japonaise et en faisant adopter le principe du *statu quo* en ce qui concerne les bases navales, et en obtenant

1. En trois jours, les 19, 20 et 21 janvier 1922 toute la flotte de l'Atlantique a pu traverser le canal de Panama (*Army and Navy Register* du 11 février 1922).

2. Les 18 bâtiments de ligne en service en 1921 avaient des effectifs inférieurs aux effectifs réglementaires : ils n'étaient que de 88 1/2 0/0 de ce qu'ils auraient dû être et s'élevaient à 19.000 hommes au lieu de 22.300. L'effectif des 65 destroyers en service n'était que de 84 0/0, celui des 200 destroyers en réserve de 50 0/0. La proportion des effectifs des forces de haute mer n'était environ que de 68 0/0 de l'effectif de paix, celle des établissements à terre de 75 0/0 (*Army and Navy Journal* du 26 nov. 1921, in *Revue maritime*, mars 1922, p. 406).

l'accord à quatre, éloigné pour un temps les menaces qui pesaient sur les Philippines.

Elle a enfin vu se dénouer l'alliance anglo-japonaise qui l'inquiétait si fort car elle avait compris le danger d'une coalition contre elle des deux puissances,

Le Japon paraît à première vue n'avoir pas gagné beaucoup à Washington. Il n'a pu obtenir gain de cause dans la question de l'égalité des races, il a été obligé de rendre le Chantoung à la Chine, la croissance de sa flotte a été entravée.

Cependant les diplomates japonais ont su montrer une grande habileté et en rompant parfois, ils ne paraissent pas avoir abandonné beaucoup de terrain.

Le Japon, réputé militariste sut détruire à la Conférence la légende qui l'entourait. Constamment sur la défensive, ses délégués parvinrent à réduire à l'indispensable, les concessions qu'on leur demandait. Comme chacun avait conscience des exigences qu'on leur manifestait, beaucoup craignaient qu'ils s'y refusassent et que de leur refus naquit la guerre. Aussi on leur sut gré de leurs concessions les plus insignifiantes.

Les Japonais n'ont pu obtenir de réaliser en entier leur programme naval, mais ils font désormais partie du grand consortium des trois puissances navales qui dominent les routes du monde et les Américains ne fortifient pas les points d'où ils auraient pu pousser contre eux une dangereuse offensive, ni Guam, ni les Philippines.

Le Japon possède d'ailleurs en Extrême-Orient une situation tout à fait privilégiée. En cas d'opération dans le Pacifique ouest, la faiblesse numérique de sa flotte serait compromise par l'avantage énorme qu'elle tirerait de la proximité de ses bases, en face de navires américains isolés à plusieurs milliers de milles de leurs bases. Sa situation stratégique est excellente. Port Arthur, les Pescadores, Bonin forment une chaîne de bases. Le Japon pourrait organiser des bases aux Carolines et aux Marshall à 2.000 milles du Japon. En cas de neutralité anglaise le Japon reste maître de l'Orient, du moment que les Américains promettent de ne point fortifier les bases du Pacifique.

Sa sécurité ne souffrira en rien de la limitation de ses armements, qui d'autre part était rendue nécessaire par la situation

intérieure assez grave à ce moment-là. Ce n'est pas impunément qu'une nation jeune et en plein développement consacre pendant plusieurs années la majeure partie de ses ressources à des dépenses improductives. Le malaise social était grand au Japon où une aristocratie imbue encore des idées du vieux Japon, était attaquée avec violence par un syndicalisme naissant mais déjà ardent, où le crime social sévissait, où les grèves se multipliaient, où la cherté de la vie et en particulier du riz, causait tous les jours de graves désordres.

L'Italie a tout lieu d'être enchantée des résultats obtenus à Washington. Elle a obtenu d'être mise sur le même pied que la France au point de vue naval. Elle a été consacrée grande puissance navale méditerranéenne.

Ces résultats dépassent tout ce qu'elle pouvait espérer lorsqu'elle accepta de se rendre à Washington.

Il aurait beaucoup à dire sur le rôle de *la France* à Washington et sur la manière dont ses intérêts y furent représentés.

Qu'il nous soit cependant permis de regretter l'état d'impréparation vraiment extraordinaire dans lequel nos délégués arrivèrent à Washington, connaissant à peine les questions qui allaient être discutées. Cette étude n'ayant aucun caractère de polémique nous n'insisterons pas sur ce point, tout en déplorant la légèreté inconcevable avec laquelle un chef de gouvernement aborde l'étude des graves problèmes posés par les Etats-Unis.

Pendant les quelques semaines qui précédèrent la Conférence tout le monde en France vivait sous l'impression que la France allait jouer entre les Etats-Unis et l'Angleterre un rôle d'arbitre. Mais en arrivant à Washington nous nous aperçûmes rapidement que le bloc était reformé, et reformé contre nous.

Nos représentants permirent que toutes les décisions importantes relativement au désarmement naval fussent arrêtées par un comité anglo-américain-japonais et lorsque notre délégation déposa une demande de 350.000 tonnes de capital-ships (que nous sommes incapables de posséder actuellement), susceptible de bouleverser tous les calculs établis, ce fut un tollé général

dans une presse admirablement dirigée et à laquelle nous n'avions rien à opposer. La délégation française s'est laissée « manœuvrer », au début surtout, par la délégation britannique. Plus tard, après le départ de MM. Viviani et Briand qui emmenèrent avec eux la plupart des experts, et qui donnèrent ainsi l'impression fâcheuse que la France se désintéressait de ces débats, M. Sarraut resta seul pour résister aux assauts britanniques. Ce fut grâce à sa fermeté que l'Angleterre ne gagna pas entièrement la bataille, et que la France garda la liberté de construire autant de navires légers et de sous-marins qu'elle le désirait, liberté qui la sauvera de l'asservissement complet à l'hégémonie britannique.

Nous l'avons déjà dit, la France ne gagne pas grand'chose au traité du Pacifique. Sans doute les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon, déclarent respecter ses droits sur la Nouvelle-Calédonie, les îles de la Société, les Marquises, les Tuamotou et l'archipel Toubonaï. Mais elle n'a même pas pu obtenir un règlement définitif de la question toujours pendante du condominium franco-britannique aux Nouvelles-Hébrides. Mais surtout, de la perle de notre empire d'Extrême-Orient, de l'Indo-Chine qui nous a envoyé pendant la guerre 125.000 hommes, qui a participé pour 250.000.000 à nos emprunts de guerre, de l'Indo-Chine qui constitue un élément essentiel de notre relèvement économique, et qui joue en Extrême-Orient le rôle de relai de l'activité française, il n'est question en aucune façon.

La chose est d'importance si l'on veut prendre la peine d'y réfléchir.

Supposons que demain le Japon attaque les Philippines ; liée par l'accord à Quatre la France sera sollicitée d'intervenir pour défendre les droits des Etats-Unis. Mais la réciproque n'est pas vraie : que le Japon dirige sur l'Indo-Chine une attaque rendue d'autant plus facile que nous n'avons pas une flotte suffisante pour défendre notre empire colonial, nous ne pourrions solliciter légitimement l'intervention d'aucune puissance, nous serons obligés de mendier et de payer très cher ce qui devrait être pour nous un droit absolu (1).

Nous savons les objections que soulevait dans l'esprit des Américains l'adjonction aux « possessions et dominions insu-

1. *Revue pacifique*, n° 1, mai 1922, *La question du Pacifique*, par Archimbaud,

lares », que visait l'accord à Quatre de la longue presque île indo-chinoise qui n'est pas plus qu'une île à l'abri d'un coup de main, car nous ne devons pas oublier que l'Indo-Chine française a 1 kilomètre de côte pour 214 kilomètres carrés alors que l'Australie a 1 kilomètre de côte pour 392 kilomètres carrés.

En tous cas une clause additionnelle rédigée à la dernière heure le 6 février a fait spécifier que Formose, les Pescadores et même la partie sud de Sakhaline si proches cependant des bases navales japonaises étaient garantis par le traité. Nos diplomates n'auraient-ils pu faire ajouter l'Indo-Chine qui est à 15.000 kilomètres de la métropole ? N'y a-t-il pas là de leur part un abandon regrettable ? Peut-être se seraient-ils heurtés à un refus catégorique, comme pour la demande française en gros navires, mais nous aimerions savoir que des efforts ont été tentés pour obtenir que l'Indo-Chine nous fût garantie et que les représentants de la France ont attaché à cette garantie autant d'importance qu'à la proportion de capital-ships.

Au point de vue naval la France est revenue de Washington très diminuée ; elle a perdu définitivement le rang de grande puissance navale qu'elle possédait avant la guerre, et a été mise sur le même pied que l'Italie. Nous ne reviendrons pas ici sur l'attitude étrange de nos anciens alliés au sujet du tonnage de capital-ships attribué à la France, lorsqu'ils refusèrent de tenir compte des unités dont la mise en service a été arrêtée par la guerre.

Cependant l'examen attentif des conditions de remplacement de capital-ships, telles qu'elles sont prévues dans le traité naval, permet d'affirmer que la France au point de vue des capital-ships est encore plus désavantagée que la proportion 5.5.3. 1.75 ne le laisse paraître à première vue (1). Au moment où la Conférence s'est réunie l'Amérique et le Japon avaient seuls des navires de ligne en chantier, la France ayant décidé de ne pas achever les cinq cuirassés du type *Normandie* dont la construction s'était trouvée interrompue par la guerre. La meilleure méthode pour réduire le fardeau des armements eût dû consister semble-t-il à régler la constitution des diverses flottes en ne tenant compte que des navires déjà en service, qui dans cette hypothèse auraient été répartis suivant la proportion fixée par la

1. Daniel Parège, *Colonies et Marine*, juin 1922, p. 413. « La France acceptera-t-elle sa déchéance navale ? ».

Conférence. L'abandon des constructions en cours eût permis aux deux grandes nations intéressées de réaliser de sérieuses économies sans que la puissance relative des diverses flottes s'en trouvât affectée, ni dans le présent ni dans l'avenir. Il eût été facile en effet de dresser la liste des navires à conserver dans chaque marine en combinant à la fois le tonnage des unités, leur armement et leur âge, de telle façon que la proportion 5. 5. 3. et 1,75 fut respectée et que, le remplacement des vieux navires s'opérât sans détruire cette proportion. Peut-être eut-on été amené dans ces conditions à réduire le tonnage global et le nombre des navires attribués à chaque marine mais le fardeau des armements en eût encore été allégé et la prépondérance que l'Angleterre et les Etats-Unis entendaient s'assurer sur le Japon, la France et l'Italie eût été néanmoins sauvegardée.

Ce n'est malheureusement pas cette méthode qui a été adoptée pour régler la répartition du tonnage des navires de lignes.

L'accord autorise en effet les Etats-Unis à conserver 18 navires de ligne dont le plus ancien a été lancé en 1909 et le plus récent en 1920. *Mais dont 10 ont été lancés depuis 1914.*

L'Angleterre conserve 22 navires de lignes lancés entre 1911 et 1918 et dont 9 ont été lancés depuis 1914.

Le Japon conserve 10 navires de ligne lancés entre 1912 et 1920 et dont 6 ont été lancés depuis 1914.

Quant à la France les 10 navires de ligne qu'elle est autorisée à conserver ont été lancés entre 1911 et 1913. *Tous sont antérieurs à 1914.*

On voit donc en quoi la marine française est inférieure.

Il importe de préciser qu'à égalité de tonnage la valeur de deux flottes de guerre est fonction de la valeur militaire des éléments qui les composent. La proportion établie à Washington s'applique donc au tonnage de la marine française *si l'on ne tient compte que de la quantité de navires correspondant à ce tonnage ; elle ne s'applique plus si l'on tient compte de leur qualité.*

Il semble dès lors que la France aurait dû être autorisée par le traité à entreprendre avant les trois grandes puissances navales la construction de nouveaux navires de combat destinés à remplacer ces vieilles unités et dont l'entrée en service rétablirait plus équitablement *en qualité* la proportion déjà

faible en quantité. Or la France n'est autorisée à mettre des cuirassés en chantier qu'en 1927, 1929 et 1931.

Par contre les Etats-Unis sont autorisés à achever dès maintenant deux unités de la classe *West Virginia* qui remplaceront dès qu'elles seront achevées le *North Dakota* et le *Delaware*, datant de 1908 et 1909, donc à peine plus âgés que nos *Voltaire* lancés en 1911.

L'Angleterre se voit de même autorisée par le traité à construire immédiatement deux unités nouvelles de 35.000 tonnes qui remplaceront lorsqu'elles seront achevées 4 navires anciens. Ces 4 navires représentent un tonnage total de 90.000 tonnes.

Les deux unités nouvelles feront ensemble 70.000 tonnes. Il y a perte en quantité mais gain en qualité. Or les 4 navires à déclasser datent de 1911 et 1912. Ils sont donc comparables à nos cuirassés les plus anciens dont le remplacement n'est autorisé qu'à partir de 1927.

L'achèvement des 2 *West Virginia* américains et la construction de deux unités nouvelles britanniques va coûter plus d'un milliard de francs.

Les autorisations exceptionnelles accordées aux Etats-Unis et à l'Angleterre ont eu leur point de départ dans le refus par le Japon d'accepter le déclassement du *Mutsu* cuirassé de 34.000 tonnes lancé en 1920 et armé de 8 canons de 406 millimètres. Or les Etats-Unis ne possédaient au moment de la Conférence qu'un seul navire en service le *Maryland* également lancé en 1920, qui soit muni de canons de ce calibre.

Les deux unités du type *West Virginia* que l'Amérique est autorisée à achever devant également recevoir des canons de 406 la flotte des Etats-Unis comptera sous peu 3 navires armés de canons de 16 pouces. La flotte anglaise ne comprenait aucun navire armé de canons de 406 millimètres mais les deux unités nouvelles recevront naturellement cet armement.

Ainsi les trois grandes puissances se sont réservées le privilège de posséder des navires armés du plus gros calibre qui soit autorisé par le traité.

Elles n'ont pas craint pour cela de retarder, au détriment de leur budget, l'ère des vacances navales que la Conférence devait précisément instituer, mais la France devra attendre 1927 pour commencer à construire des unités de remplacement. On

comprend pourquoi le plus gros calibre autorisé a été celui de 16 pouces. Pourtant si la Conférence avait réellement désiré réduire le fardeau des armements n'eut-elle pas dû choisir comme calibre maximum le plus fort calibre des canons en usage sur le plus grand nombre de navires déjà existants.

De même en ce qui concerne le tonnage unitaire maximum des « capital-ships » la France se trouve fort désavantagée. Nous avons vu précédemment la raison pour laquelle les Etats-Unis avaient fait fixer ce tonnage à 35.000 tonnes. La largeur des écluses du canal de Panama l'y contraignait, et de plus, les grandes puissances navales possédaient des unités d'un tonnage approchant ce chiffre. Mais la France n'a pas de navires d'un si fort tonnage et si elle veut plus tard construire des cuirassés de 35.000 tonnes elle ne pourra en posséder que 5.

Il est d'ailleurs évident qu'elle sera forcée de construire des « capital-ships » de 35.000 tonnes, comme ses voisins, si elle tient à conserver dans sa flotte des unités de première ligne. Le petit nombre des bâtiments qui lui seront laissés rendra quasi-impossible toute combinaison tactique.

Sur ce point encore la Conférence au lieu de limiter sincèrement le fardeau des armements navals s'est borné à consolider les avantages acquis par certaines puissances durant les hostilités en matière de constructions navales.

La Conférence a limité le tonnage unitaire des navires légers à 10.000 tonnes et l'armement à 203 millimètres ; ici encore les intérêts immédiats de la France sont sacrifiés.

Le traité de Versailles, en effet, a, on ne sait trop pourquoi, autorisé l'Allemagne à construire 8 croiseurs légers et 8 croiseurs cuirassés, soit 16 unités.

Il a bien décidé que ces croiseurs ne pourraient dépasser 10.000 tonnes mais aucune limite n'est fixée pour le calibre de leurs canons. Ils pourraient donc augmenter le calibre de leurs canons en en réduisant le nombre. Dans le cas d'un conflit qui exigerait la présence de nos forces de ligne en Méditerranée, notre sécurité ne serait pas assurée dans le Nord contre les forces navales allemandes. Les navires que nous aurions à opposer aux Allemands pourraient être attaqués, hors de portée de leurs canons, par des adversaires mieux armés.

Il est donc évident qu'à la suite de Washington la France

voit sa puissance navale diminuée. Cependant deux considérations nous permettent de penser que, malgré le désir des autres puissances participantes à la Conférence, la France n'aura pas à souffrir exagérément des résultats de Washington.

D'abord il faut bien avouer qu'il est fort peu probable que d'ici dix ans le budget de la France lui permette de mettre en chantier un nombre de capital-ships supérieur à celui qui lui est alloué.

En second lieu, il n'est pas certain que la Conférence en adoptant comme indice de la puissance d'une marine son tonnage en capital-ships ait tenu un compte suffisant des enseignements de la dernière guerre.

Il n'est pas sûr que lors des conflits futurs le capital-ship joue un rôle décisif ; les perfectionnements apportés au sous-marin (rayon d'action, tonnage, nombre et puissance des torpilles) rendent le navire de ligne extrêmement vulnérable et il ne faut pas oublier quelles précautions l'on était obligé de prendre pour accompagner dans leurs déplacements les cuirassés ou pour les protéger au mouillage.

Enfin une arme nouvelle s'est créée qui, au cours de la dernière guerre, n'a pas donné toute sa mesure : l'aviation navale. Les avions torpilleurs et les avions de bombardement d'un prix de revient infime, à côté de celui des cuirassés, transportés en grand nombre sur des navires porte-avions à grande vitesse, porteurs d'engins de jour en jour plus puissants, n'auront pas de peine à harceler l'escadre ennemie et à lui infliger des pertes, même dans ses ports. Les expériences tentées récemment en Amérique paraissent à cet égard concluantes et aussi bien en Amérique qu'en Angleterre, des officiers de marine, qui, pendant la guerre remplirent les plus hauts commandements, n'hésitent pas à proclamer la faillite du capital-ship devant les perfectionnements incessants du sous-marin et de l'avion (1) (2).

Il n'y a donc pas lieu de trop regretter que la France ne puisse construire qu'un nombre modéré de ces navires si coûteux qui

1. M. Louis Bréguet disait à l'ouverture du Congrès International de la Navigation aérienne : « Les dread-noughts vont disparaître de la surface du globe comme ont disparu les monstres colossaux des temps préhistoriques. »

2. Sans entrer ici dans les détails de l'ardente polémique qui divisa les partisans du capital-ship et les défenseurs du sous-marin, nous citons ici les principaux champions des deux thèses.

Pour le capital-ship : « Amiral Cyprian Bridge » (Anglais) — *the Nineteenth*

dans quelques années peut-être seront à la merci d'une bombe d'avion ou d'une torpille. La France, ceci est bien entendu, ne peut trouver dans son budget les sommes énormes qui lui seraient nécessaires pour entretenir une flotte de navire de bataille lui permettant de défendre ses côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée, en portant dans les eaux de l'ennemi tout le poids de son corps de bataille. Mais il lui faut assurer la défense des 24.000 kilomètres de côtes de la Métropole et des Colonies (1) et assurer la liaison avec ces colonies. La défense des côtes sera assurée par les petits sous-marins, par les mines et par l'aviation navale. Mais il est essentiel pour la France de posséder quelques grands sous-marins et un certain nombre de croiseurs très rapides capables d'assurer la liaison entre les deux France, la vieille Gaule et l'Afrique du Nord qui constituerait en cas de conflit, un réservoir d'hommes et de matériel, capable de protéger efficacement les convois qui transporteraient à travers la Méditerranée nos troupes nord-africaines, et même les troupes de l'Afrique occidentale française lorsque le transsaharien sera réalisé.

Fort heureusement, la délégation française a obtenu à Washington, que la France n'ait pas les mains liées de ce côté et aucune limitation de tonnage ne nous est imposée en ce qui concerne le tonnage des croiseurs et des sous-marins. Grâce à cela nous pouvons dire que la marine française n'est pas morte et qu'une nouvelle marine va surgir, marine composée de croiseurs rapides et de grands sous-marins qui permettra encore à notre pavillon de paraître sans trop d'humiliation dans nos colonies et à l'étranger.

La France n'aura pas tout perdu à Washington.

Century, février 1922. « Naval Efficiency and Economy » in *Rev. Pol. et Parl.* mars 1922, p. 507.

« Amiral Bacon (Anglais), ancien commandant de la patrouille de Douvres.

Amiral Beatty, premier Lord naval anglais.

Amiral D. W. Taylor, ingénieur en chef de la marine des Etats-Unis.

Contre le capital-ship :

Amiral Sir-Percy Scott (Anglais).

Amiral Fisher. « Mettez à la ferraille toute cette maudite séquelle; la guerre future sera tout entière une guerre de l'air. »

Amiral Hall (Anglais) qui dit dans le *Times* du 24 mars 1922 : « Un gaspillage criminel, néfaste, misérable, stupide, de l'argent des contribuables anglais, tel est mon jugement sur notre gouvernement s'il sanctionne la construction de deux bâtiments de ligne »... « Truc de politicien pour attraper les voix des ouvriers des arsenaux ».

1. Les Etats-Unis ont 18.000 kilomètres de côtes et l'Italie 8.500.

RATIFICATION ET APPLICATION DU TRAITÉ

Ratification

ETATS-UNIS

A peine le dernier délégué à la Conférence s'était-il embarqué que le président Harding soumettait le 9 février 1922 les traités à l'examen du Sénat. Il déclara d'abord que si les traités n'étaient pas ratifiés l'influence des Etats-Unis en serait grandement diminuée dans le monde. Puis, mû par le même souci qui le poussa à faire insérer dans le traité du Pacifique deux clauses complémentaires destinées à apaiser les susceptibilités du Sénat, il ajouta : « Ces traités serviront à mettre un terme aux contradictions, à faire disparaître les ambiguïtés et à établir un accord clair et précis. Ils n'engagent ni les Etats-Unis ni aucune autre puissance dans une alliance, dans un enchevêtrement de quelque nature que ce soit. »

« Il n'y a qu'un traité, écrivait M. Nicholas Roosevelt (1), sur lequel le conflit peut atteindre l'animosité par quoi fut accueillie le projet de Société des Nations, c'est la Quadruple-Entente dont fait partie la France, respectant les possessions insulaires et les Dominions des quatre grandes puissances dans le Pacifique. Le vieux cliché est ressorti « emmèlement d'alliances » ; l'emmèlement d'alliances a toujours été une abomination pour les sénateurs américains et lorsqu'ils ont la chance de découvrir un emmèlement d'alliances, ils se croient les sauveurs du pays. Aussi, en étudiant le traité, s'efforcent-ils de découvrir sous la plus innocente formule un emmèlement d'alliances. Ce qui fut la grande objection à la Société des Nations, continue d'être le critérium des politiciens américains pour l'établissement des relations entre les Etats-Unis et l'Europe. »

Voilà le motif de la bataille qui s'engagea au sujet de la ratification du traité du Pacifique sous la direction de Borah « l'Anti-européen », de Hiram Johnson le Californien et de Redd (Missouri) et au cours de laquelle les sénateurs eurent mainte occasion de montrer leur méfiance à l'égard des autres nations et de

1. *Temps* du 26 février 1922.

prouver une fois de plus que s'ils sont, au point de vue politique intérieure, fort avisés, ils n'entendent rien aux grands problèmes internationaux.

Il est intéressant d'examiner rapidement les différents amendements proposés.

D'abord la Commission des Affaires étrangères du Sénat non sans quelques discussions se prononça par 10 voix contre 3 en faveur de la ratification du traité à quatre pour le Pacifique, complété par les réserves déclarant que le traité ne constitue pas une alliance. Nous reviendrons plus loin sur la portée de ces réserves.

La commission se prononça à l'unanimité en faveur du traité à cinq sur la limitation des armements navals.

Le sénateur La Follette, déclara que l'accord contient toutes les iniquités de la Société des Nations sans aucune des vertus que l'on attribue à ce document.

D'après le sénateur Robinson : « Il est absurde de prétendre que ce traité fera le bonheur de l'humanité s'il oblige seulement les puissances à se consulter en cas de conflit. L'article 2 de ce traité comme l'article 10 du pacte de la Société des Nations implique le recours à la force pour repousser toute agression et constitue ainsi une véritable alliance des quatre puissances. »

Puis il proposa un amendement aux termes duquel les signataires des traités s'engageaient à ne pas attaquer d'autre nation ; l'amendement prévoyait en outre que les pays non signataires dont les intérêts seraient en jeu, seraient invités à participer aux Conférences qui auraient lieu entre les puissances signataires. L'amendement fut repoussé par 55 voix contre 30.

Puis M. Mac Cumber, soumis au Sénat, un amendement prévoyant la conclusion d'un traité par la création d'une association entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Espagne, le Japon, l'Autriche, l'Allemagne et la Russie. Ce traité obligerait les nations dont s'agit à se consulter sur toutes les questions de nature à provoquer une guerre et condamnerait les guerres d'agression ; il fixerait une période d'enquête de six mois en cas de menace d'hostilités.

Cet amendement fut repoussé ainsi qu'un autre présenté par le sénateur Dittmann, aux termes duquel les puissances signataires du traité auraient dû s'engager à prendre part à une Con-

férence internationale où auraient été examinées avec les autres nations les questions du Pacifique demeurées en suspens.

Malgré ces attaques, le traité du Pacifique, fut ratifié par le sénat américain le 24 mars 1922, y compris la réserve Brandegee par 67 voix contre 27 soit 3 voix de plus que la majorité des deux tiers indispensable.

Après quoi, la réserve Brandegee, qui stipule que le traité en soi n'oblige les Etats-Unis ni à employer des forces armées, ni à contracter d'alliance, ni à participer à une défense quelconque, fut soumise au vote avec plusieurs amendements. Les amendements furent tous repoussés et la réserve Brandegee fut adoptée à la presque unanimité des voix, soit 90 contre 2.

Les votes ont porté sur 12 amendements et réserves.

L'amendement Robinson, aux termes duquel les signataires s'engagent à respecter les territoires des puissances non signataires a été repoussé tout d'abord par 61 voix contre 32. Un second amendement Robinson aux termes duquel les signataires s'engagent à ne pas conclure d'accord secret pendant la durée du traité, a été repoussé par 59 voix contre 33. L'article premier du traité a été alors adopté par 74 voix contre 15.

En ce qui concerne l'article 2, le Sénat a repoussé par 63 voix contre 29 une réserve du sénateur Hitchcock, aux termes de laquelle des conférences ne seraient convoquées que s'il se produisait une agression sans provocation. L'Assemblée a ensuite repoussé, par 73 voix contre 13, la réserve Shield, interdisant aux Etats Unis de participer au règlement des questions politiques des gouvernements étrangers. Deux réserves du sénateur Reed, tendant à expliquer que les Etats-Unis ne sont pas tenus de prendre part à un acte de guerre, ont été repoussés respectivement par 62 voix contre 29 et 65 contre 27. Le sénateur Johnson proposa ensuite une réserve déclarant qu'aucun acte de guerre ne devra résulter de la conférence prévue à l'article 2. Cette réserve fut repoussée par 65 voix contre 26. L'article 2 fut ensuite adopté par 66 voix contre 28.

Au début de la discussion de l'article 3, le sénateur Reed proposa un amendement limitant la durée du traité à dix années ; cette réserve fut repoussée par 64 voix contre 29. Une autre réserve autorisant une puissance signataire quelconque à se retirer du pacte à un moment quelconque en donnant deux ans de

préavis a été repoussée par 63 voix contre 28. L'article 3 fut ensuite adopté par 67 voix contre 26.

L'article 4, sans amendement, fut adopté par 73 voix contre 8. Puis le sénateur Lodge présenta la résolution Brandegee qui avait été adoptée en commission le 27 février et qui est ainsi conçue :

Les Etats-Unis estiment que ni la déclaration contenue dans le préambule, ni les termes de ce traité n'impliquent pour eux aucune obligation de recourir à la force armée, de contracter une alliance ou de participer à un acte de défense.

Le sénateur Walsh présenta alors un amendement prévoyant une conférence, dans le cas où la paix dans le Pacifique serait menacée, que cette situation provint du fait des puissances signataires ou non. Cet amendement fut repoussé par 55 voix contre 36.

Des amendements à la résolution de ratification présentés par les sénateurs Robinson et Pittman furent ensuite repoussés par 56 voix contre 36 et 60 contre 31, respectivement.

Le sénateur La Follette soumit ensuite une série d'amendements prévoyant : le premier, que l'alliance anglo-japonaise ne serait pas renouvelée durant l'existence du traité, amendement qui fut repoussé par 62 voix contre 30 ; le second, que les puissances signataires ne devront pas conclure d'autres traités intéressant le Pacifique, amendement qui fut repoussé par 50 voix contre 27 ; le troisième, que tous les traités qui seraient en opposition au pacte des quatre puissances devraient être abrogés immédiatement, amendement qui fut repoussé par 64 voix contre 17.

Puis le Sénat adopta sans discussion les clauses additionnelles au traité du Pacifique ainsi que le traité naval et l'accord relatif à l'île de Yap.

En ce qui concerne la réserve Brandegee introduite dans le traité à la requête de la Commission des Affaires étrangères on peut dire à la rigueur qu'elle n'est pas inconciliable avec le texte de l'accord. En effet l'accord prévoit simplement en cas de menace de conflit un échange de vues et la réserve ajoute que le traité n'a aucunement la valeur d'une alliance, encore moins d'une astreinte militaire.

A la lettre c'est exact.

Il n'en reste pas moins que dans son esprit l'accord du Pacifique est vicié aussi exactement que le traité de Versailles. Cet accord n'a pas été conclu pour le seul plaisir de formuler quelques truismes, mais pour substituer à l'alliance anglo-japonaise une assurance mutuelle des riverains du Pacifique et l'Amérique déclare qu'elle veut bien accepter les avantages de l'assurance mais non les risques. C'est toujours la même tactique.

ANGLETERRE

La ratification des traités ne donna lieu en Angleterre à aucune discussion sérieuse. Le traité naval fut ratifié par la Chambre des communes à l'unanimité le 9 juillet 1922. Après cependant que lord Lee eut déploré devant la Chambre des Lords « que les efforts de la délégation anglaise pour obtenir la suppression des sous-marins n'aient pas abouti et qu'il ne peut parvenir à comprendre les motifs qui avaient dicté l'attitude de la France ».

La Chambre des représentants d'Australie ratifia les traités relatifs au désarmement naval et au Pacifique le 3 août 1922.

JAPON

Le 25 juin 1922, le Conseil privé japonais approuva à l'unanimité le quadruple traité du Pacifique et recommanda que le traité sur les armements soit soumis à la ratification du prince régent qui procéda à cette formalité quelques jours plus tard.

ITALIE

L'Italie a trop à se féliciter des résultats obtenus à Washington pour discuter le traité sur le désarmement naval qui fut ratifié par le Sénat le 16 février 1923.

FRANCE

M. Raynaldy déposa le 22 janvier 1923 sur le bureau de la Chambre des députés, un rapport proposant la ratification du traité du Pacifique. Le 7 juin 1923 M. Guernier déposa son rapport sur le traité relatif à la limitation des armements navals et conclut à la ratification de ce traité.

Le 7 juillet 1923, la Chambre adopta le projet de loi portant

ratification du traité sur le désarmement naval, par 411 voix contre 96, après que le président du Conseil eût donné l'assurance que la France avait les mains libres en ce qui concerne le tonnage d'unités légères et de sous-marins qu'elle pouvait construire. Le projet fut adopté par le Sénat sous les mêmes réserves le 11 juillet 1923 par 287 voix contre 5.

Le traité du Pacifique fut adopté à l'unanimité de 498 votants le 10 juillet 1923 par la Chambre et par le Sénat le 11 juillet à main levée,

Le 27 juillet 1923 furent promulguées les lois portant approbation :

1^o Du traité relatif à la limitation des armements navals conclu à Washington le 6 février 1922 entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, l'Italie et le Japon ;

2^o Du traité conclu à Washington le 13 décembre 1921 entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique et le Japon relatif à leurs possessions et Dominions insulaires dans l'Océan Pacifique, ainsi que de la déclaration en date du même jour relative aux îles sous mandat situées dans l'Océan Pacifique ;

3^o De l'accord complémentaire conclu à Washington le 6 février 1922 entre la France, les Etats-Unis, l'Empire Britannique et le Japon tendant à préciser l'application du traité du 13 décembre 1921 en ce qui concerne le Japon.

Le 17 août 1923, dans la salle diplomatique du département d'Etat à Washington les cinq puissances intéressées ont signé les procès-verbaux d'échange de ratification du traité naval et du traité du Pacifique.

La France a fait les réserves suivantes : « le gouvernement français estime et a toujours estimé que les rapports des tonnages globaux en bâtiments de ligne et porte-aéronefs attribués à chacune des puissances contractantes n'expriment pas l'importance respective des intérêts maritimes de ces puissances et ne peuvent être étendues à des catégories de navires autres que celles pour lesquels ils ont été expressément stipulés. »

Les applications du traité

Les puissances signataires se sont empressées d'exécuter les conventions de Washington en mettant à la ferraille les capital-ships sacrifiés dont l'entretien était fort onéreux.

Il apparaît à l'examen des budgets que les dépenses navales de ces puissances ont diminué dans une certaine proportion. Cependant elles ne semblent pas encore bien pénétrées de l'esprit de paix qui régnait à Washington et elles paraissent vouloir entamer une nouvelle course aux armements dans les limites du traité en accroissant leur puissance en croiseurs, en destroyers et en sous-marins.

ETATS-UNIS

Le Congrès a opéré une forte compression des crédits en 1923 en ce qui concerne les effectifs et a refusé d'entretenir plus de 86.000 hommes alors qu'il faudrait, pour assurer les effectifs suffisants à la marine américaine telle qu'elle est réorganisée par les accords de Washington : 107.000 hommes. Cet effectif permettrait l'armement de 18 cuirassés, 13 croiseurs, 103 destroyers et 84 sous-marins.

Cependant le département de la marine élabore de nouveaux projets. Le *Naval and military Record* du 24 janvier 1923 nous apprend que les experts navals ont dressé un nouveau programme de 20 croiseurs de 10.000 tonnes, ce qui porterait leur nombre à 30, mais que ce programme n'a pas été accepté par le Congrès qui a invité le président à réunir une nouvelle Conférence, destinée à fixer la proportion en bâtiments légers.

Le nouveau programme qui va être soumis au Congrès comprendra en moins 6 croiseurs de 10.000 tonnes armés de canons de 20 centimètres, 3 sous-marins et mouilleurs de mines et 3 sous-marins de haute mer, alors que le général Board réclamait 24 sous-marins. Ceci sans préjudice du programme de destroyers et de sous-marins en construction au moment de la réunion de la Conférence.

De plus une commission, connue sous le nom de Commission Rodman, a élaboré un vaste plan de défense et préconise en

premier lieu la création aux Hawaï, à Oaku près de Pearl-Harbour, d'une formidable base navale, capable d'abriter et de ravitailler toute la flotte (1).

ANGLETERRE

Conformément aux décisions de Washington l'Angleterre a mis en chantier, fin 1922, deux cuirassés le *Nelson* et le *Rodney*, dont le déplacement nominal sera de 35.000 tonnes, mais dont le poids en charge totale oscillera entre 38.000 et 40.000 tonnes. Les bâtiments anglais auront donc 5.000 tonnes de plus que le *Maryland* américain. Ils seront de même supérieurs par l'armement : Les *Maryland* portent 8 pièces de 40 centimètres, 45 calibres, une portée maximum de 27.000 mètres. Le *Nelson*, d'après les experts navals américains, portera 9 pièces de 40 centimètres, 50 calibres en 3 tourelles et leur portée maximum sera de plus de 36.500 mètres.

Le coût de chacun de ces cuirassés serait de £ 6.000.000.

Le budget naval 1922-1923, qui s'élevait à £ 64.883.700, comporte une réduction de £ 21.000.000 sur le budget 1921-1922 et de plus de £ 24.000.000 sur celui de 1914.

Ces économies ont été obtenues en réduisant les effectifs de 20.000 unités en licenciant plus de 10.000 ouvriers des arsenaux et par la suppression de 27 sous-marins et de 20 bâtiments de ligne en 1922.

En mars 1923 la marine anglaise n'avait plus que 15 capital-ships en service contre 38 en mars 1914.

JAPON

Sur un budget de 1.463.000.000 de yens pour 1923 le budget de la marine s'élève à 394 millions contre 490 millions l'année précédente. Les dépenses militaires et navales qui en 1922 absorbaient 49 o/o du budget total n'en absorbent que 35 o/o en 1922 (2).

Le Japon a réorganisé sa flotte et ne maintient plus en service que 7 bâtiments de ligne sur les 10 que lui accorde le traité. Il

1. *Naval Institute Proceedings*, mars 1923.

2. *Naval and military record*, 17 janvier 1923.

a décidé de réduire immédiatement les effectifs de 1.000 officiers et de 12.000 hommes.

Par contre il paraît faire actuellement un effort très considérable pour s'assurer sur les Etats Unis une grande supériorité en croiseurs et en sous-marins.

Le *Naval and Military Record* du 28 mars 1923 nous fournit les renseignements suivants sur le prix de revient des unités légères en construction au Japon :

Les croiseurs du type *Kuma* dont 11 sont en construction ou en achèvement, coûtent £ 1.500.000. Les croiseurs du type *Kako* coûtent £ 1.500.000.

Les destroyers de 1^{re} classe de 1500 tonnes : £ 300.000.

Les sous-marins de haute-mer de 1500 tonnes : £ 600.000.

Le programme actuellement en voie de réalisation implique donc des dépenses encore considérables, puisqu'il comporte 14 ou 15 croiseurs, 40 destroyers, 50 sous-marins, des porte-avions et des bateaux auxiliaires.

De plus le Japon vient de mettre sur cale les deux premières unités d'une série de 4 croiseurs de 10.000 tonnes qui seront les plus puissants du monde et dont voici les caractéristiques :

10.000 tonnes, 182 mètres de longueur, chauffe au pétrole, 33 nœuds 1/2, rayon d'action : 14.000 milles à vitesse moyenne, armement 6 pièces de 203 millimètres, 2 de 100 millimètres, 12 tubes lance-torpilles. De plus ces bâtiments porteront 4 avions lancés par des catapultes.

En ce qui concerne la question des fortifications du Pacifique, le ministère des Affaires étrangères du Japon a publié peu de temps après la clôture de la Conférence le communiqué suivant :

Le traité sur la limitation des armements navals conclu à Washington le 6 février entre en vigueur après sa ratification par toutes les parties contractantes. En ce qui concerne toutefois certaines fortifications, les bases navales du Japon, des Etats-Unis et de l'empire britannique dans la région de l'Océan Pacifique, il a stipulé dans l'article 19 du traité que le *statu quo* au moment de la signature devra être maintenu.

Conformément à l'esprit de cette prescription, le gouvernement japonais a décidé d'interrompre immédiatement les travaux de fortification des îles Bonin et d'Omami-Oshima, et en outre, de maintenir l'état actuel des fortifications et des bases navales de Formose et des Pescadores. Les mesures nécessaires pour l'exécution de cette décision ont déjà été prises.

ITALIE

L'Italie qui possède actuellement une flotte homogène d'unités légères et rapides construit actuellement : 2 croiseurs légers, 4 submersibles et 4 contre-torpilleurs.

De plus l'amiral Thaon di Revel, ministre de la Marine, a demandé en février 1923 au conseil des ministres, le vote du projet de construction suivant qui permettrait à la marine italienne de conserver sa puissance actuelle :

En 1924-1923, 2 croiseurs légers, 4 contre-torpilleurs, 4 submersibles ;

En 1925-1926, 4 contre-torpilleurs, 4 submersibles.

En 1927-1928, 1 croiseur léger, 4 contre-torpilleurs, 4 submersibles.

L'Italie a renoncé à remettre en état le cuirassé *Leonardo da Vinci* coulé en rade de Tarente par une explosion durant la guerre.

FRANCE

Il était urgent que la France se décidât à adopter un programme de constructions navales, car les meilleures unités légères de sa flotte allaient être « à bout de souffle » en 1927.

Après deux ans d'attente, de tergiversations et de remaniements, le ministre de la Marine réussit à faire voter par le Sénat, dans les séances des 16 et 17 mars 1922, la première tranche du programme naval, programme de soudure, programme d'attente.

Est autorisée la construction de :

- 3 croiseurs légers (1) ;
- 6 contre-torpilleurs (2) ;
- 12 torpilleurs (3) ;
- 6 sous-marins de 1^{re} classe (4) ;
- 6 sous-marins de 2^e classe (5).

1. Duguay-Trouin, Lamotte-Piquet, Primauguet.
2. Chacal, Jaguar, Léopard, Lynx, Panthère, Tigre.
3. Bourrasque, Cyclone, Mistral, Orage, Ouragan, Simoun, Sirocco, Tempête, Tornade, Tramontane, Trombe, Typhon.
4. Dauphin, Marsouin, Morse, Narval, Requin, Souffleur.
5. Ariane, Calypso, Circé, Naïade, Ondine, Sirène.

Les annuités suivantes ont été prévues pour l'exécution de ce programme :

1922 :	160 millions
1923 :	334 —
1924 :	190 —
1925 :	71 —

Voici les caractéristiques de ces nouvelles unités.

Croiseurs légers. — 8.000 tonnes, 9.500 tonnes de déplacement avec charge complète de combustible, puissance 100.000 C. V. Vitesse: 34 nœuds, rayon d'action 4.875 milles à 15 nœuds, armement: 8 pièces de 15 centimètres, 4 de 75 millimètres contre avions, 12 tubes lance-torpilles aériens.

Contre-torpilleurs. — 2.500 tonnes, 4.800 C. V., 35 nœuds 5, 2.500 milles à 18 nœuds, 6 pièces d'artillerie moyenne et 2 de 75 millimètres, 2 tubes de 550 millimètres.

Sous-marins de 1^{re} classe. — 1.100 tonnes en immersion, rayon d'action 7.000 milles, trente jours de croisière.

Enfin M. Raiberti, ministre de la Marine a déposé sur le bureau de la Chambre en mars 1923, le projet de loi sur le statut naval, ayant trait à la mise en chantier de la deuxième tranche du programme naval à construire de 1925 à 1930 :

Cette tranche comprendra: 6 croiseurs légers, 15 contre-torpilleurs, 24 torpilleurs, 4 sous-marins de croisière, 30 sous-marins de 1^{re} classe, 2 mouilleurs de mine, 4 pétroliers.

En résumé les projets de construction, navale IMMÉDIATS, en unités légères des 5 puissances navales, après Washington, paraissent être les suivants (1) :

Grande-Bretagne .	{	Croiseurs légers de première ligne...	0
		Conducteurs de flotilles.....	1 (1.750 T.)
		Destroyers de haute mer.....	3 (3 725 T.)
		Sous-marins de haute mer	4 (15.800 T.)
		Sous-marins d'escadre	0
Etats-Unis.....	{	Croiseurs légers.....	10 (75.000 T.)
		Conducteurs de flotilles.....	0
		Destroyers de haute mer	3 (3.645 T.)
		Sous-marins de haute mer	36 (31.661 T.)
		Sous-marins d'escadre.....	3 (6.375 T.)

1. *Revue maritime*, novembre 1922, p. 661.

Japon.	{	Croiseurs légers	15 (81.900 T.)
		Conducteurs de flotilles	0
		Destroyers de haute mer	50 (58.500 T.)
		Sous-marins de haute mer	23 (30.394 T.)
		Autres unités	52 (inconnu)
France.	{	Croiseurs légers	3 (24 000 T.)
		Conducteurs de flotilles	6 (14.400 T.)
		Destroyers de haute mer	12 (16.800 T.)
		Sous-marins de haute mer	13 (13.200 T.)
		Sous-marins d'escadre	0
Italie.	{	Croiseurs légers	2 (16.800 T.)
		Conducteurs de flotilles	6 (12.270 T.)
		Destroyers de haute mer	12 (11.680 T.)
		Sous-marins de haute mer	4 (2.600 T.)
		Sous-marins d'escadre	0

En partie sous l'influence des leçons de la guerre, en partie sous la pression des décisions de Washington, les grandes puissances navales transforment donc leur matériel et leur armement. Mais elles ne paraissent pas animées de la volonté et de l'esprit de paix, sans lesquels les traités sont vains.

Le Doyen,
BERTHÉLEMY

Le Président de la thèse,
A. DE LAPRADELLE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préliminaires.....	5
Traités et résolutions.....	8

LIVRE I

CHAPITRE PREMIER. — Désarmement naval.....	11
§ 1. — Etat des flottes de guerre à l'armistice de 1918.....	14
§ 2. — Etat des flottes de guerre au moment de la Conférence. Compara-	
raison des flottes américaine et japonaise ..é.....	14
Japon.....	15
Etats-Unis.....	16
Angleterre.....	19
Comparaison des flottes américaine et anglaise.....	22
Italie.....	24
France.....	25
CHAPITRE II. — Les travaux de la Conférence.....	28
Le plan américain de désarmement.....	28
La proportion des capital-ships.....	35
Les fortifications du Pacifique.....	37
Le cas du <i>Mutsu</i>	42
France et Italie.....	43
La suppression des sous-marins.....	48
CHAPITRE III. — Le traité naval.....	72
CHAPITRE IV. — Le désarmement terrestre.....	76
Règles pour l'emploi des sous-marins et des gaz toxiques.....	77
Commission pour réviser les lois de la guerre.....	83
Aéronautique.....	85

LIVRE II

La question du Pacifique.....	87
L'alliance anglo-japonaise.....	99
Le traité à quatre.....	103
La question de l'île de Yap.....	109

LIVRE III

Le bilan de la Conférence.....	117
Ratification du traité.....	133
Application du traité.....	139

Imprimerie Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 6053-23
